



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

Gouvernements locaux
et acteurs de l'économie sociale

**Alliés du développement
intelligent et durable
des villes**

Résumé des initiatives présentées

www.gsef2016.org



Montréal



INTRODUCTION

RÉSUMÉ DES INITIATIVES PRÉSENTÉES

Le Forum mondial de l'économie sociale - GSEF2016 a constitué la troisième édition du Global Social Economy Forum (GSEF), une grande rencontre internationale initiée par la Ville de Séoul en 2013, en collaboration avec ses partenaires locaux de l'économie sociale.

La 2e édition en 2014 a donné lieu à la constitution du GSEF comme association internationale permanente réunissant des gouvernements locaux et des acteurs de la société civile, et reconnaissant l'économie sociale et solidaire comme facteur clé du développement économique local.

GSEF2016 a réuni près de **1 500 participant(e)s** en provenance de **62 pays** et **330 villes**, dont **200 représentant(e)s des gouvernements locaux** pour discuter du thème central du forum, soit la *Collaboration entre les gouvernements locaux et les acteurs de l'économie sociale pour le développement des villes*.

Dans ce document, vous retrouverez un résumé des 120 initiatives d'économie sociale et solidaire présentées lors des ateliers du forum ainsi qu'une référence aux acteurs qui ont porté ces initiatives. En provenance de 38 pays, elles ont été sélectionnées parmi 400 initiatives reçues lors de l'appel à communication.

En souhaitant que ces bonnes pratiques leurs promoteurs puissent vous inspirer encore longtemps pour le développement plus intelligent et durable de vos villes.

L'équipe du Forum mondial de l'économie sociale-GSEF2016

TABLE DES MATIÈRES

SESSION D'ATELIERS 1

- 1 **1.1 Accès au financement**
- 5 **1.2 Transports actifs et collectifs**
- 8 **1.3 Culture, loisir et tourisme**
- 11 **1.4 Initiatives citoyennes**
- 14 **1.5 Reconstruction après une catastrophe grâce à l'économie sociale: le cas de l'Asie (TR)**
- 18 **1.6 Structures légales pour la collaboration des parties prenantes (TR)**
- 21 **1.7 Mesures d'impact**
- 22 **1.8 Collaboration entre organisations/réseaux internationaux pour l'ÉSS**

SESSION D'ATELIERS 2

- 23 **2.1 Achats publics et clauses sociales**
- 26 **2.2 Services locaux**
- 29 **2.3 Diversité culturelle**
- 32 **2.4 Formes de gouvernance participative**
- 37 **2.5 Financement pour l'ÉSS au Québec**
- 41 **2.6 Développer des écosystèmes territoriaux en ÉSS**
- 44 **2.7 L'égalité femme-homme, une condition essentielle au développement de l'ESS**
- 45 **2.8 Enseignement supérieur et développement territorial**
- 46 **A.21 Appropriation et animation des espaces publics**

SESSION D'ATELIERS 3

- 47 **3.1 Soutien technique à l'entrepreneuriat**
- 50 **3.2 Inclusion sociale et accessibilité**
- 53 **3.3 Reconnaissance de l'économie informelle**
- 56 **3.4 Transformations urbaines: revitalisation et gentrification**
- 59 **3.5 Réseaux des gestionnaires et élus en ÉSS (TR)**
- 63 **3.6 Politiques de développement à travers l'ÉSS**
- 66 **3.7 Positionner l'ÉSS dans l'agenda 2030 de l'ONU**
- 67 **3.8 Relations ville-ruralité**
- 68 **A.31 Découvrir et échanger sur l'intégration d'outils d'opérationnalisation de développement durable**

SESSION D'ATELIERS 4

- 69 4.1 Circuits courts**
- 72 4.2 Ressources naturelles**
- 75 4.3 Mise en marché et commercialisation**
- 78 4.4 Partage de l'information**
- 81 4.5 Taille et niveau du gouvernement local: impact sur la collaboration avec l'ÉSS**
- 85 4.6 La technologie au service des communautés**
- 89 4.7 Jeunes entrepreneurs et ÉSS**
- 90 4.8 Définir et quantifier l'ÉSS**

SESSION D'ATELIERS 5

- 91 5.1 Partenariats innovants avec le secteur privé**
- 94 5.2 Le « commun »**
- 98 5.3 ÉSS et services sociaux**
- 102 5.4 Habitation**
- 105 5.5 Le rôle de la culture pour la dynamisation des quartiers**
- 110 5.6 La ville que nous cherchons (cadre juridique, forme urbaine, utilisation des espaces) (TR)**
- 114 5.7 Technologie et société ouverte / Fablab**
- 115 5.8 L'économie circulaire et l'ÉSS**
- 116 5.9 ÉSS et développement économique de la Francophonie dans les Amériques**

SÉANCE D'AFFICHES (Présentées seulement dans la langue originale)

- 117 Affiches du Québec**
- 143 Affiches de l'international**

1.1

ATELIER

ACCÈS AU FINANCEMENT

- 1.1.1 DÉVELOPPEMENT LOCAL ET OUTILS FINANCIERS POUR LES ORGANISATIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
- 1.1.2 LES MONNAIES COMMUNAUTAIRES POUR LES VILLES, LES ENTREPRISES, LES ÉCOLES ET LES AGRICULTEURS D'UNE AFRIQUE DURABLE
- 1.1.3 MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME DE CROWDFUNDING PAR UN COLLECTIF SOLIDAIRE
- 1.1.4 MÉCANISMES D'INCLUSION FINANCIÈRE POUR LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE POPULAIRE ET SOLIDAIRE. - ABSENT

1.1.1

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET OUTILS FINANCIERS POUR LES ORGANISATIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



Europe



Espagne
Sabadell



Coop57 est une coopérative de services financiers éthiques et solidaires qui regroupe 700 entités de l'économie sociale et solidaire. En 2015, elle a financé plus de 200 projets d'économie solidaire grâce à un outil participatif, autogéré et adapté aux besoins de ses entités partenaires. Au cours de ces dernières années, l'une des priorités a été d'agir en tant qu'agent actif contribuant au développement local de l'économie sociale et solidaire et de l'économie féministe, en collaboration avec le tissu social, les réseaux d'économies solidaires, les mouvements sociaux et les administrations locales. En conséquence, elle a développé des lignes de collaboration avec plusieurs administrations locales, notamment auprès des mairies. Certaines de ces collaborations seront présentées en mettant l'accent sur leurs résultats et sur les projets soutenus notamment dans la ville catalane de Sabadell.



Coop57

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Raimon Gassiot Ballbè
Coordonnateur adjoint



Ayuntamiento de Sabadell (Barcelona)

Gouvernement et agence publique

M. Albert Cos Boada
Conseiller de la Nouvelle économie et des services indispensables de la Mairie de Sabadell (Barcelone)

1.1.2

LES MONNAIES COMMUNAUTAIRES POUR LES VILLES, LES ENTREPRISES, LES ÉCOLES ET LES AGRICULTEURS D'UNE AFRIQUE DURABLE



Afrique



Kenya
Mombasa



Au Kenya, les innovations en matière de monnaies communautaires ont donné naissance à une nouvelle manière d'accéder et d'émettre des crédits pour plus de 600 entreprises. En constituant des réseaux de centaines de petites entreprises et écoles, les membres peuvent formaliser les structures et les actifs de dettes informelles par une monnaie d'échange qui accroît le manque chronique de monnaie nationale. Les monnaies communautaires offrent aux entreprises du secteur informel — environ 50 % des économies africaines et majoritairement dirigées par des femmes — un moyen d'accéder au crédit et de prendre part au financement municipal participatif qui prélève les taxes en monnaies communautaires.



Grassroots Economics Foundation

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme. Caroline Dama
Coordonnatrice de programme

1.1.3

MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME DE CROWDFUNDING PAR UN COLLECTIF SOLIDAIRE



Europe



France
Poitiers



Jadopteunprojet.com est un outil solidaire de financement participatif (crowdfunding) créé par et pour les acteurs locaux de la Région Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, où tout est mis en œuvre pour générer des interactions entre «citoyens solidaires», «porteurs de projets» et «acteurs de l'accompagnement» (publics et privés). Le choix d'une plateforme à taille humaine contribue à rester au plus près de nos entrepreneurs et ainsi contribuer au développement économique de notre territoire. Les projets proposés en collecte ont de fortes plus-value sociale, environnementale ou culturelle. Tous les porteurs de projets bénéficient de l'appui des partenaires du projet, gage de confiance et de viabilité des initiatives à soutenir sur la plateforme. De sa création à sa mise en œuvre, jusqu'à son fonctionnement, jadopteunprojet.com est une synergie entre structures de l'Economie Sociale et Solidaire. Les partenariats ont été développés de manière inclusive étant donnée que la plateforme est vue comme un bien commun pour tous.



J'adopte un projet.com

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Thibault Cuénoud
Président

1.1.4

MÉCANISMES D'INCLUSION FINANCIÈRE POUR LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE POPULAIRE ET SOLIDAIRE. - ABSENT



Amérique latine



Équateur
Quito



La Corporation nationale des finances populaires et solidaires (CONAFIPS) constitue la première institution financière publique au service du secteur financier populaire et solidaire en Équateur. Son objectif est de soutenir l'expansion et le renforcement des organisations du secteur financier populaire et solidaire (OSFPS) pour l'inclusion des entrepreneurs de l'économie populaire et solidaire sur les territoires, favorisant ainsi les capacités locales en vue de leur développement. La CONAFIPS en tant que banque de second rang, en collaboration avec des gouvernements locaux et des ministères, travaille main dans la main avec les organisations du secteur financier populaire et solidaire. Ces dernières génèrent un capital social, autrement dit la capacité de coopérer et d'agir conjointement pour atteindre des objectifs durables qui visent, surtout, à combattre la marginalité, la pauvreté et l'injuste distribution de la richesse. Bien souvent, les OSFPS partent de structures associatives préexistantes telles que les communes, les associations de producteurs, les organisations de base ou encore les coopératives de développement.



Amérique du Nord



Québec
Montréal



INAISE (Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie sociale) est un réseau international d'organismes ayant pour objectif le financement de projets de l'ESS et environnementaux. Créé à Barcelone, Espagne, en 1989 à l'initiative de 7 organisations financières de l'économie sociale, INAISE a connu une croissance rapide liée au développement du mouvement de la finance sociale et solidaire qui a très vite gagné en nombre, en visibilité et en importance dans la plupart des pays européens et non européens.

INAISE permet aux investisseurs sociaux de la Norvège à l'Afrique du Sud et du Costa Rica au Japon de s'unir pour échanger leurs expériences, diffuser l'information et montrer que l'argent peut véritablement être utilisé comme outil de changement social et environnemental.



Mr. Milder Villegas
Président

1.2

ATELIER

TRANSPORTS ACTIFS ET COLLECTIFS

1.2.1 LA MOBILITÉ INTELLIGENTE, UNE MOBILITÉ POUR TOUS

1.2.2 LE TROTTIBUS : IMPLICATION DES MUNICIPALITÉS DANS LE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT ACTIF

1.2.3 PERMETTRE AUX FEMMES AYANT ACCÈS À DES RESSOURCES LIMITÉES DE GAGNER LEUR VIE AVEC DIGNITÉ TOUT EN LEUR FOURNISSANT DES SERVICES DE TRANSPORT SÉCURITAIRES ET NOVATEURS



Europe

Allemagne
Leipzig

La ville de Leipzig est l'une des villes partenaires du projet de l'Union européenne Tirangulum, l'un des premiers consortiums du programme Horizon 2020 : villes intelligentes et communautés. Dans ce contexte, la ville a sélectionné Leipzig ouest, un quartier urbain au développement économique et social, comme laboratoire de stratégies urbaines intelligentes. L'une d'elles, intégrative et interdisciplinaire, est d'ailleurs mise en œuvre par le département de Revitalisation urbaine et développement résidentiel dans le cadre d'un consortium local réunissant des organismes municipaux, des entreprises locales et la société urbaine. Les projets intelligents portent principalement sur une nouvelle collaboration intersectorielle, des modèles économiques inédits et des initiatives civiles novatrices dans le domaine, entre autres, de la mobilité. Le développement et l'identification des projets intelligents dans le secteur de la mobilité d'action s'inscrivent dans un processus de participation intégrative avec des forums du futur (niveau de prise de décision, intersectorielle et interdisciplinaire) et des laboratoires du futur (groupes de travail, intersectoriels et interdisciplinaires) auquel prennent part la municipalité, l'économie locale et la société civile.



**City of Leipzig, Office for Urban
Regeneration and Residential
Development**

Gouvernement and public agency

Ms. Beate Ginzel
Chef de division



Amérique du Nord



Québec



Pour augmenter le niveau d'activité physique des jeunes, la Société canadienne du cancer mise sur l'utilisation de la marche comme moyen de transport. Comment? En développant un réseau d'autobus pédestres dans tout le Québec, le Trottibus.

Le transport actif est en effet devenu une solution préconisée par les gouvernements et les municipalités pour améliorer la santé des populations, mais aussi leur qualité de vie, et leur environnement. Les municipalités qui l'ont compris le valorisent de différentes manières, et participent à sa mise en place de manière durable.



Société canadienne du cancer
Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme. Véronique Gallant
Coordonnatrice transport actif



Ville de Victoriaville
Gouvernement et agence publique

M. Patrick Paulin
Président du comité consultatif de la politique familiale et conseiller municipal

PERMETTRE AUX FEMMES AYANT ACCÈS À DES RESSOURCES LIMITÉES DE GAGNER LEUR VIE AVEC DIGNITÉ TOUT EN LEUR FOURNISSANT DES SERVICES DE TRANSPORT SÉCURITAIRES ET NOVATEURS



Asie

Inde
Delhi

L'organisme Sakha Consulting Wings Pvt. Ltd est une entreprise sociale hybride qui a été fondée en 2009 afin de fournir des services de transport sécuritaires aux femmes dans les zones urbaines de l'Inde. L'originalité réside dans le fait que les services sont assurés par d'autres femmes. L'organisme offre trois types de services : Sakha Chauffeur Placement Services, un service de placement de chauffeurs, Sakha Cabs for Women, un service de taxis commerciaux réservés aux femmes, et Sakha Chauffeur on call, un service de transport sur appel.

Les femmes qui sont embauchées par Sakha comme conductrices sont sélectionnées parmi la population des milieux pauvres et marginalisés de la société indienne. La totalité de leur formation est prise en charge par la Fondation Azad, une organisation sœur de l'organisme Sakha. La formation des conductrices se fait selon une approche globale et intègre non seulement l'apprentissage de compétences techniques, mais aussi l'acquisition de compétences personnelles. Elle vise aussi à favoriser la capacité des femmes à se prendre en charge. La Fondation Azad offre des séances de formation sur la communication, les soins personnels et les droits des femmes, particulièrement en ce qui a trait à la compréhension et à la prévention de la violence dans les espaces publics et privés.

En date du mois de mars 2016, la Fondation Azad avait formé quelque 600 conductrices qualifiées pour occuper un emploi. L'organisme Sakha a été en mesure d'en embaucher 300 pour répondre aux besoins de ses divers services qui sont exploités dans les villes de New Delhi, de Kolkata, de Jaipur et d'Indore.



Sakha Consulting Wings Pvt Limited

Entreprise privée et hybride

Mme. Sophia Akoijam
Chef des opérations

MODERATEUR

CHNGR - UNIVERSITÉ CONCORDIA

Gouvernement et agence publique



Amérique du Nord

Québec
Montréal

CHNGR (« changer ») est un projet issu de l'Université Concordia, développé en partenariat avec le Chantier de l'économie sociale, District 3 Innovation Center et le TIESS, et rendu possible grâce au financement de la Fondation J.W. McConnell.

Il vise à inspirer les étudiants en faisant découvrir l'entrepreneuriat collectif et social, un modèle peu enseigné sur les campus universitaires et collégiaux, mais qui correspond pourtant à l'intérêt grandissant des étudiants qui souhaitent avoir un impact positif dans leurs communautés et dans le monde.

En plus du travail de sensibilisation mené auprès des étudiants, CHNGR s'allie à diverses instances institutionnelles (centres d'entrepreneuriat, centres de gestion de carrière) afin de s'assurer que l'entrepreneuriat collectif et social y soit bien représenté.

Au cœur du projet se trouvent les ambassadeurs CHNGR, étudiants-boursiers formant une cohorte interinstitutionnelle qui développera des projets et des initiatives pour démontrer qu'il est possible d'entreprendre différemment et de changer les choses.



M. Nicolas Nadeau
Coordonnateur général

1.3

ATELIER

CULTURE, LOISIR ET TOURISME

- 1.3.1 ESPACES LOCAUX D'ACTIVITÉS : DES ACTIVITÉS PLURIDISCIPLINAIRES DIRIGÉES À DE MULTIPLES ACTEURS DU SECTEUR LOCAL
- 1.3.2 PROGRAMME DAFA : EXPÉRIENCE INNOVANTE DE PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ACCESSIBILITÉ AU DIPLÔME D'APTITUDE AUX FONCTIONS D'ANIMATEUR (DAFA)
- 1.3.3 COLLABORATION INTERNATIONALE POUR LE TOURISME MUNICIPAL ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

1.3.1

ESPACES LOCAUX D'ACTIVITÉS : DES ACTIVITÉS PLURIDISCIPLINAIRES DIRIGÉES À DE MULTIPLES ACTEURS DU SECTEUR LOCAL



Europe



Pologne
Varsovie



Les Espaces locaux d'activités sont soutenus de différentes façons par les communautés locales et l'économie sociale et solidaire. Les résidents du réseau de Varsovie y rencontrent leurs voisins, organisent des débats, des réunions, des ateliers ou fêtent leurs vacances. Ces espaces promeuvent l'intégration sociale et professionnelle au sein de ces communautés locales au moyen d'activités organisées telles que les marchés aux puces ou encore les potagers et de mini-subsventions destinées à de nombreuses autres activités de proximité. En ce sens, ces structures agissent aussi comme incubateurs pour des ONG et des initiatives liées à l'économie sociale telles que des coopératives alimentaires ou des espaces communautaires de travail et sont en mesure d'accueillir des débats consultatifs avec les autorités locales sur les politiques. Ils facilitent des projets de réseautage avec des budgets participatifs et des initiatives locales de résidents cofinancées par la ville de Varsovie. Le soutien apporté est toujours gratuit et quiconque, ou presque, peut ouvrir un Espace local d'activités. Toutefois, les commentaires recueillis montrent que les centres locaux ne parviennent pas à apporter le soutien suffisant à la création



City of Warsaw

Gouvernement et agence publique

M. Krzysztof Mikolajewski

Directeur du Centre de communication publique



Fundacja Inicjatyw Społeczno Ekonomicznych (FISE)

Organisation d'ÉSS

Mme. Magdalena Huszcza

Représentant

1.3.2

PROGRAMME DAFA : EXPÉRIENCE INNOVANTE DE PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ACCESSIBILITÉ AU DIPLOME D'APTITUDE AUX FONCTIONS D'ANIMATEUR (DAFA)



Amérique du Nord



Québec



Le Conseil québécois du loisir et l'Association québécoise du loisir municipal, l'une des sept organisations partenaires du Programme DAFA présenteront différents exemples de collaborations innovantes entre des organisations d'économie sociale et le milieu municipal sous l'angle des conditions de réalisation et des défis rencontrés. S'appuyant sur un processus de développement et de gestion partenariale et un fonctionnement décentralisé, le Programme DAFA est reconnu par toutes les organisations nationales de loisir. La flexibilité donnée aux organisations permet une adaptation aux besoins de chaque milieu. Déjà plus de 22 000 jeunes sont inscrits, près de 350 municipalités et organisations locales offrent la formation. Ce standard est mis en place, dans l'ensemble des régions du Québec, de façon à assurer la qualité et la sécurité de l'animation dans les milieux de loisir.



Conseil québécois du loisir

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme. Sonia Vaillancourt

Directrice au développement



Ville de Laval

Gouvernement et agence publique

Mme. Janique Letellier

Chef de division - Bureaux municipaux lavallois 1-2 Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social



Amérique latine



Nicaragua
Matagalpa



Le programme des Partenaires municipaux pour le développement économique (PMDE) financé par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) a permis à la municipalité de Drayton Valley en Alberta (Canada) de travailler avec la ville de Matagalpa (Nicaragua) au développement d'initiatives d'écotourisme dans la réserve naturelle El Arenal. Ce projet de partenariat municipal a optimisé la durabilité environnementale tout en créant des emplois et en renforçant les micro-entreprises de la région. Il a donc fallu organiser des rencontres avec tous les acteurs pour s'assurer de leur intérêt et leur montrer que ce changement allait apporter de nouvelles opportunités concrètes. La communication et la coopération continues ont permis aux agriculteurs d'adapter leurs pratiques et de comprendre le rôle potentiel du tourisme agricole, aux commerçants de plantes médicinales et aux guides touristiques de voir les possibilités d'atteindre de nouveaux clients et, enfin, aux écoles et aux universités d'utiliser la nature comme une extension de leurs salles de classe pour leurs modules de conservation, de préservation et de durabilité. Les principales leçons apprises portent, entre autres, sur l'importance de développer des alliances stratégiques et des responsabilités partagées qui réduisent les coûts, sur l'importance de garantir une communication ouverte, transparente et continue avec tous les acteurs pour instaurer un climat de confiance, des synergies et des résultats ainsi que sur l'importance cruciale d'être capable de s'adapter à tout moment pour la réussite du projet.



City of Matagalpa - Federation of Canadian Municipalities

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme. Maryorie Flores

Chef de Département, Promotion des petites entreprises

MODÉRATEUR

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TOURISME SOCIAL (OITS) - AMÉRIQUES

Organisation d'économie sociale et solidaire



L'Organisation Internationale du Tourisme Social (OITS), créée en 1963, est une association internationale à but non lucratif, qui a pour mission de promouvoir l'accès aux loisirs, aux vacances et au tourisme pour le plus grand nombre - jeunes, familles, seniors et personnes handicapées. Elle vise aussi à promouvoir un tourisme solidaire et durable qui accorde des bénéfices aux populations d'accueil et respecte les patrimoines naturels et culturels.



Mme. Veronica Gomez Aguirre

Directrice

1.4

ATELIER

INITIATIVES CITOYENNES

- 1.4.1 « UP SCEAUX », UNE PLATEFORME LOCALE D'ÉCHANGE ET DE COLLABORATION ENTRE LES ACTEURS DE L'ÉSS ET LES INITIATIVES À IMPACT SOCIAL POSITIF POUR LE TERRITOIRE.
- 1.4.2 UNE ÉCONOMIE SOCIALE CRÉATIVE ENVISAGÉE PAR DE JEUNES COMMUNAUTÉS ISSUES DE LA « BASE DE LA PYRAMIDE » POUR PROPOSER DES SOLUTIONS INNOVANTES FACE AUX PROBLÈMES URBAINS
- 1.4.3 MOBILISATION LOCALE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DES LOGEMENTS COMMUNAUTAIRES; COMBATTRE LA CHALEUR ET AUGMENTER LA BIODIVERSITÉ URBAINE

1.4.1

« UP SCEAUX », UNE PLATEFORME LOCALE D'ÉCHANGE ET DE COLLABORATION ENTRE LES ACTEURS DE L'ÉSS ET LES INITIATIVES À IMPACT SOCIAL POSITIF POUR LE TERRITOIRE.



Europe



France
Sceaux



La ville de Sceaux a entrepris la construction de « Sceaux Valley », un écosystème mobilisant l'intelligence collective présente sur son territoire, pour favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat social, les projets ayant un impact social positif et permettant la création de valeur partagée par tous. Dans ce cadre, un outil d'aide au management de l'innovation sociale permet de repérer les projets, les solutions aux besoins du territoire, et de leur offrir un espace d'échanges, de communication, et de co-construction avant d'entrer dans la phase d'accompagnement par l'écosystème. Cet outil appelé « UP Sceaux », a été imaginé avec « UP Campus » le réseau social mondial du Groupe SOS - entreprise sociale - dans le cadre d'un partenariat gouvernement local-organisation ESS entre la Ville de Sceaux et le GROUPE SOS.



Ville de Sceaux

Gouvernement et agence publique

M. Othmane Khaoua

Conseiller municipal délégué à l'Economie sociale et solidaire

1.4.2

UNE ÉCONOMIE SOCIALE CRÉATIVE ENVISAGÉE PAR DE JEUNES COMMUNAUTÉS ISSUES DE LA « BASE DE LA PYRAMIDE » POUR PROPOSER DES SOLUTIONS INNOVANTES FACE AUX PROBLÈMES URBAINS



Asie



Indonésie
Bandung



À Bandung, la « base de la pyramide » — un terme utilisé pour désigner la plus grande partie de la population — est occupé par des personnes de moins de 40 ans, soit 68 % des 2,5 millions de citoyens. Déjà bien connue pour son caractère innovant, la ville a renforcé cette idée en s'associant au Réseau des villes créatives de l'UNESCO en décembre 2015. Or, à Bandung, bine que la croissance économique dépasse les 8,8 %, soit la plus élevée d'Indonésie, 20 % de ses citoyens vivent en-dessous du seuil de pauvreté, entraînant ainsi des problèmes sociaux sévères. Devant ces constats, le Forum de la ville créative de Bandung (FVCB) a encouragé les initiatives créatives d'économie sociale pour répondre aux problèmes sociaux urbains en recherchant la participation active et les talents de la jeunesse abondante de Bandung comme fer-de-lance de ces programmes.



Bandung Creative City Forum (BCCF)

Initiative citoyenne

M. Fiki Satari

Président



Creative Economy Committee, Bandung Municipal Government

Gouvernement et agence publique

Mme. Dwinita Larasati

Secrétaire général du BCCF

MOBILISATION LOCALE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DES LOGEMENTS COMMUNAUTAIRES; COMBATTRE LA CHALEUR ET AUGMENTER LA BIODIVERSITÉ URBAINE



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Issu d'un processus de mobilisation citoyenne, à partir du déploiement de logements sociaux, le projet concerne le réaménagement du secteur Nord-Est de Montréal-Nord afin de répondre à des enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Le projet de réaménagement s'inscrit ainsi dans une démarche plus large de Parole d'excluEs, et coïncide avec une volonté de l'arrondissement de réaménager ce secteur. C'est dans ce contexte que se développe la collaboration entre Parole d'excluEs et l'arrondissement.

Notre action s'inscrit dans le cadre d'un programme Quartier 21, qui vise à combattre les ilots de chaleurs. Une vingtaine de partenaires sont impliqués dans ce projet, dont Parole d'excluEs est le maître-d'œuvre. Parole d'excluEs est un mouvement qui vise la transformation sociale pour mettre fin à la pauvreté et à l'exclusion sous toutes ses formes. Partant des besoins et aspirations des citoyens, il développe des réponses collectives et transformatrices avec des les citoyens, acteurs communautaires, institutionnels et chercheurs.



Parole d'excluEs

Initiative citoyenne

Mme. Amélie Daigle

Coordonnatrice générale intérimaire

MODERATEUR

COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE (CSMO-ÉSAC) Organisation d'ÉSS



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Le Comité sectoriel de main d'oeuvre économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC) a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat des principaux acteurs du secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire afin de résoudre les problèmes de main-d'oeuvre communs aux entreprises et aux organismes du secteur.

Mandats

- Mobilisation et concertation des principaux acteurs concernés;
- Connaissance approfondie du marché du travail (études, analyses);
- L'élaboration de stratégies d'action et de formation.



Mme Mylène Leduc

Chargée de projet à la formation

1.5

TABLE RONDE

RECONSTRUCTION APRÈS UNE CATASTROPHE GRÂCE À L'ÉCONOMIE SOCIALE: LE CAS DE L'ASIE

- 1.5.1 SOLUTIONS NOVATRICES EN MATIÈRE DE REPRISE DES ACTIVITÉS APRÈS UNE CATASTROPHE : L'EXPÉRIENCE DES VILLES DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE
- 1.5.2 L'APPORT MARQUANT D'ENTREPRENEURS SOCIAUX POUR ASSURER LA REPRISE DES ACTIVITÉS APRÈS UNE CATASTROPHE : L'EXPÉRIENCE DU JAPON
- 1.5.3 L'ÉCONOMIE SOCIALE COMME VECTEUR DE REPRISE APRÈS UNE CATASTROPHE : L'EXPÉRIENCE DU PHILIPPINE SOCIAL ENTERPRISE NETWORK (PHILSEN)
- 1.5.4 L'HABILITATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES FAVORISE LA REPRISE DES ACTIVITÉS APRÈS UNE CATASTROPHE ET EST SOURCE DE CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES

1.5.1

SOLUTIONS NOVATRICES EN MATIÈRE DE REPRISE DES ACTIVITÉS APRÈS UNE CATASTROPHE : L'EXPÉRIENCE DES VILLES DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE



Asie



Corée du Sud
Séoul



Plus de 90 % des désastres naturels survenant dans le monde sont concentrés en Asie, une région du globe où les pays émergents sont particulièrement vulnérables aux dommages causés par ces catastrophes. Il a été démontré qu'il existe une corrélation étroite entre le capital social, comme celui qu'offrent les organismes communautaires et leurs fiducies, et les dommages subis par une société. L'un des principes fondamentaux de l'économie sociale et solidaire (ÉSS), qui consiste à habiliter les collectivités locales à se prendre en charge et à renforcer la résilience d'une société, constitue un outil efficace pour remettre en état les régions touchées par les désastres naturels. Le secrétaire général de CityNet, la plus importante association d'intervenants en zone urbaine engagés dans le développement durable dans la région Asie-Pacifique, présentera les efforts novateurs qui sont déployés par diverses villes d'Asie dans le cadre de partenariats multisectoriels pour atténuer les dommages subis en raison de cataclysmes.



CityNet

Réseau international

M. Vijay Jagannathan
Secrétaire général

1.5.2

L'APPORT MARQUANT D'ENTREPRENEURS SOCIAUX POUR ASSURER LA REPRISE DES ACTIVITÉS APRÈS UNE CATASTROPHE : L'EXPÉRIENCE DU JAPON



Asie



Japon
Tokyo



L'organisme World in Tohoku (WIT) a été fondé immédiatement après l'important séisme qui a secoué l'est du Japon le 11 mars 2011. Après ce séisme, qui a durement frappé la préfecture de Tohoku, les professionnels du secteur de l'innovation sociale se sont réunis pour partager leurs expériences. Ils se sont engagés d'un commun accord à mettre en place des organismes communautaires axés sur le changement et à maximiser l'effet social de ces organismes. Les problèmes sociaux vécus par la région de Tohoku durant la période qui a suivi le séisme retiennent actuellement l'attention des spécialistes du Japon et d'ailleurs dans le monde. En effet, les efforts déployés pour accroître les capacités des entrepreneurs sociaux qui cherchent à aider la région à se relever semblent augmenter la résilience des collectivités. Au cours de cet atelier, WIT expliquera comment, dans un contexte caractérisé par les changements sociaux rapides et des enjeux tels que la radiation nucléaire, la chute de la natalité et le vieillissement de la population, l'économie sociale peut jouer un rôle déterminant dans la maximisation des répercussions positives et comment il peut être possible de reproduire un tel effet ou de l'augmenter dans d'autres régions sinistrées du monde.



World in Tohoku

Initiative citoyenne

Mme. Mio Yamamoto
Cofondatrice et Directrice générale

1.5.3

L'ÉCONOMIE SOCIALE COMME VECTEUR DE REPRISE APRÈS UNE CATASTROPHE : L'EXPÉRIENCE DU PHILIPPINE SOCIAL ENTERPRISE NETWORK (PHILSEN)



Asie



Philippines
Quezon City



Le 8 novembre 2013, le typhon Haiyan a dévasté une vaste région du centre des Philippines, entraînant le décès de 6 268 personnes. Ce super typhon est le plus important n'ayant jamais touché terre. Ses vents sont les plus forts n'ayant jamais été enregistrés. L'ampleur des dommages provoqués par ce premier super typhon a mis en évidence la nécessité de mettre en place des mesures d'intervention bien planifiées et coordonnées afin d'optimiser les ressources limitées disponibles et d'améliorer la capacité des collectivités locales à faire preuve de résilience à long terme. Au cours de cet atelier, les représentants du PhilSEN expliqueront de quelle manière ils ont pu répondre, en tant que coalition, au défi posé par cette situation d'urgence et les besoins en aide humanitaire dans les collectivités touchées par le typhon Hainan grâce à la coopération et à la solidarité qui se sont manifestées dans divers milieux. Ils souligneront l'importance de prévoir des processus participatifs et des mécanismes de coopération lors de la conception de mesures d'intervention et de reprise des activités après une catastrophe en vue de mieux les adapter aux besoins des collectivités sinistrées. Ces interventions après catastrophe visent à favoriser un rétablissement économique durable en accroissant les capacités des organismes et des individus, en habilitant les collectivités à se prendre en charge et en améliorant la résilience des habitants, tout en jumelant ces mesures aux programmes gouvernementaux à l'échelle locale.



Philippine Social Enterprise Network, Inc. (PhilSEN)

Initiative citoyenne

Mme. Lurina U. Gargarita
Directrice générale

1.5.4

L'HABILITATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES FAVORISE LA REPRISE DES ACTIVITÉS APRÈS UNE CATASTROPHE ET EST SOURCE DE CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES



Asie



Corée du Sud
Ansan



Le naufrage du traversier Sewol en 2014 a coûté la vie à 295 personnes, dont la plupart étaient des étudiants de niveau secondaire provenant de la ville d'Ansan. Cette catastrophe découle autant de facteurs humains que de facteurs naturels puisque l'enquête a révélé l'existence de graves problèmes au sein du système de gestion et de prévention des catastrophes en Corée. Le naufrage du traversier Sewol a démontré que l'importance d'un désastre naturel et les défaillances dans les systèmes nationaux de prévention des catastrophes contribuent à amplifier les dommages subis.

Woori-Hamkke (nous ensemble) est un réseau qui compte dix centres d'aide sociale à Ansan et qui aide les familles des victimes à se remettre des traumatismes provoqués par cette catastrophe. Ce réseau travaille à structurer et à mettre en place des services de soutien collectifs dans les zones sinistrées et à raviver l'esprit



Woori-Hamkke, Ansan City Social Welfare Center Network

Initiative citoyenne

Mme. Seo Hyum Nam
Directrice



Asie



Hong Kong

Hong Kong



L'Alliance des YMCA de l'Asie-Pacifique (APAY) est une association qui réunit 24 groupements nationaux de YMCA basés dans différents pays de l'Asie et du Pacifique Sud. L'APAY exerce ses activités dans divers secteurs, notamment l'intervention en cas de catastrophe, l'environnement, la parité hommes-femmes, l'habilitation des jeunes et l'économie sociale. En juillet 2016, l'APAY a tenu la Conférence nationale des secrétaires généraux et celle-ci avait pour thème : « Partager une vision commune pour favoriser le développement durable ». Au cours de cette conférence, les secrétaires généraux des groupements de YMCA nationaux ont élaboré le Programme quinquennal de l'APAY. Les discussions ont porté sur une approche axée sur l'économie sociale puisqu'il s'agit d'un moyen efficace pour assurer le développement durable des collectivités et contribuer à la promotion des secteurs d'intervention stratégique de l'APAY.



M. Boo-Won Nam

Secrétaire général

1.6

TABLE RONDE

STRUCTURES LÉGALES POUR LA COLLABORATION DES PARTIES PRENANTES

- 1.6.1 POTENTIELS ET LIMITES DU MODÈLE DES COOPÉRATIVES DE SOLIDARITÉ
COMME CADRE DE COLLABORATION MUNICIPALITÉ-SOCIÉTÉ CIVILE
- 1.6.2 LES COOPERATIVES SOCIALES; GOUVERNANCE ET COLLABORATION AVEC
LES MUNICIPALITES
- 1.6.3 LE MULTISOCIÉTARIAT DANS LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'INTÉRÊT
COLLECTIF : UNE VOIE DE COLLABORATION AVEC LES
COLLECTIVITÉS - ABSENT

POTENTIELS ET LIMITES DU MODÈLE DES COOPÉRATIVES DE SOLIDARITÉ COMME CADRE DE COLLABORATION MUNICIPALITÉ-SOCIÉTÉ CIVILE



Amérique du Nord



Québec
Montréal



contrainte n'empêche pas pour autant les municipalités de collaborer avec ces coopératives. Le cas de la Coopérative de Solidarité les 4 Pôles, avec des membres corporatifs et individuels, sera présenté. Enfin, peut-on identifier des pistes pour améliorer la gouvernance et susciter des innovations organisationnelles pour ces coopératives?



Coop Les 4 pôles

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Jean-Pierre Girard

Chargé de cours à l'UQAM

LES COOPERATIVES SOCIALES; GOUVERNANCE ET COLLABORATION AVEC LES MUNICIPALITES



Europe



Italie



En Italie, les coopératives sociales (plus de 10000) sont présentes dans l'insertion à l'emploi et dans les services socio-sanitaires. L'adhésion d'une municipalité à une coopérative pourrait poser des questions sur le plan de la gouvernance, i.e. en matière d'allocation de contrats (potentiels conflits d'intérêts) ou de fonctionnement du conseil d'administration. L'Italie démontre que d'autres formes de collaboration sont possibles, comme la co-programmation afin de réglementer les relations de partenariat et mettre en œuvre la fonction sociale des pouvoirs publics.

Le Consorzio Sol.Co Città Aperta, qui sera présenté, est un consortium de coopératives dans la Province de Bergame. Le Consortium investit dans des services relatifs à divers domaines et groupes cibles (familles/enfants/jeunesse, santé mentale, accès au travail, environnement etc.). Ces services peuvent être offerts dans les marchés publics ou sur la base d'initiatives privées.



Institution académique

M. Enzo Pezzini

Docteurant à l'Université Saint Louis - Bruxelles

LE MULTISOCIÉTARIAT DANS LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'INTÉRÊT COLLECTIF : UNE VOIE DE COLLABORATION AVEC LES COLLECTIVITÉS - ABSENT



Europe



France



La présentation permettra de mieux cerner le potentiel et limites des Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) de France comme cadre de collaboration municipalité-société civile. Les SCIC sont désormais plus de 500 et rayonnent dans tous secteurs. Elles ouvrent à tout type de sociétaire inclus le secteur public ;

les collectivités ont ainsi la possibilité de répondre collectivement à un besoin sociale. Le statut SCIC permet à une municipalité de devenir membre mais seuls 30% des SCIC comptent parmi leurs membres des collectivités territoriales.

La SCIC Solidarité Versailles Grand âge, qui sera présentée, est une plateforme de services pour personnes âgées qui a été initiée par la ville et qui compte différents catégories d'associés: des salariés, les bénéficiaires, des collectivités publiques, et toutes personnes physiques ou morales (i.e. le centre hospitalier de la Commune).



Institution académique

Mme Pénélope Codello
Chercheuse à HEC Montréal

MODÉRATEUR

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Organisation d'ÉSS / SSE organization



Amérique du Nord

Québec
Montréal

Vision

Le Chantier vise la construction d'une économie plurielle qui a pour finalité le rendement à la communauté et la défense du bien commun, directement liée aux besoins et aux aspirations des collectivités. Les entreprises d'économie sociale assurent le contrôle collectif et pérennisent la vitalité économique, sociale et culturelle des communautés.

Mission

La mission du Chantier est de promouvoir l'économie sociale et de participer à la démocratisation de l'économie en favorisant un modèle de développement basé sur la solidarité, l'équité et la transparence.

Mandats

- Concerner divers acteurs et partenaires de l'économie sociale au niveau régional et national
- Promouvoir l'économie sociale comme vecteur de changement social et économique
- Créer des conditions et des outils favorables à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux et projets
- Participer à la construction d'alliances avec d'autres acteurs socio-économiques et mouvements sociaux en faveur de ce modèle de développement, incluant à l'international



Chantier de l'économie sociale

Organisation d'ÉSS

Mme. Geneviève Huot
Directrice de la recherche et de la formation

1.7

GROUPE DE TRAVAIL

MESURES D'IMPACT



Au cœur même de sa définition, l'économie sociale et solidaire (ÉSS) est caractérisée par sa finalité sociale; les bonnes intentions à elles seules ne sont cependant pas suffisantes. L'urgence de démontrer cet impact, qu'elle soit motivée par des soucis de performance interne ou par une demande des bailleurs de fonds, se fait de plus en plus sentir. En effet, dans un contexte de raréfaction des ressources, les administrations publiques tout comme les organismes privés de philanthropie ont besoin d'outils qui leur permettent d'évaluer l'impact réel de leurs investissements sur les territoires, et ainsi de déterminer les meilleures approches. Par ailleurs, la montée de l'entrepreneuriat social, et encore plus de la finance sociale – qui a besoin d'indicateurs chiffrés afin de mesurer le rendement social – ne fait qu'accentuer ce besoin. Or, étant donné la multiplicité des acteurs et missions, il est bien difficile de s'entendre sur les variables à mesurer, les indicateurs qui les reflètent, bref, sur les méthodes qui permettront d'évaluer la dimension sociale de l'impact des entreprises d'ÉSS. L'objectif de cette session est de faire le point sur les besoins vécus dans le milieu et surtout sur les méthodes et expériences récentes qui pourront éclairer l'avenir de ce champ d'études.



Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)

Organisation d'économie sociale et solidaire

1.8

GROUPE DE TRAVAIL

COLLABORATION ENTRE ORGANISATIONS/RÉSEAUX INTERNATIONAUX POUR L'ÉSS



Progrès et défis de démarches conjointes entre organisations et réseaux internationaux en matière d'ÉSS et perspectives de collaborations futures.

Le texte en anglais et espagnol sont sur le site internet <http://www.gsef2016.org/programa/international-organizations-for-sse/?lang=es>



**Réseau intercontinental de
promotion de l'économie sociale
et solidaire (RIPESS)**

Réseau international

2.1

ATELIER

ACHATS PUBLICS ET CLAUSES SOCIALES

- 2.1.1 L'ACHAT PUBLIC DES PRODUITS DES ORGANISATIONS AGRICOLES D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE
- 2.1.2 DES ACHATS PUBLICS SOCIALEMENT RESPONSABLES ET L'ÉSS : L'EXPÉRIENCE DE SÉOUL
- 2.1.3 LES CLAUSES SOCIALES : UNE FENÊTRE PARTENARIALE ENTRE POUVOIRS PUBLICS ET ÉCONOMIE SOCIALE

2.1.1

L'ACHAT PUBLIC DES PRODUITS DES ORGANISATIONS AGRICOLES D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE



Amérique latine



Équateur
Loja



Les agriculteurs producteurs de fruits, membres du Mouvement de l'économie sociale et solidaire d'Équateur (MESSE), commercialisent leur production auprès de l'Institut proaliments qui achètent les fruits pour les distribuer aux enfants des écoles publiques. L'institut proaliments achète à un prix équitable et il subventionne le transport et la distribution des organisations productrices, garantissant avant tout la souveraineté alimentaire des enfants par la consommation de produits sains issus de la main même des producteurs. Il améliore ainsi les revenus des familles agricoles, renforce le développement des organisations et des réseaux de producteurs et encourage une plus grande égalité entre les espaces ruraux et urbains en créant des systèmes équitables et solidaires de distribution et de commercialisation des aliments, en prévenant des situations de monopole de certains produits alimentaires. Les organisations fournisseuses génèrent à leur tour des emplois locaux pour l'entreposage et le nettoyage des fruits. Des alliances se sont tissées avec les gouvernements locaux en les faisant participer au projet et en établissant des synergies dans le travail. Ainsi, autre réussite méritant d'être mentionnée, les organisations fournisseuses reprennent confiance dans l'État.



Movimiento de Economía Social y Solidaria del Ecuador

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme. Angeles Carrion Abad

Promotrice

2.1.2

DES ACHATS PUBLICS SOCIALEMENT RESPONSABLES ET L'ÉSS : L'EXPÉRIENCE DE SÉOUL



Asie



Corée du Sud
Séoul



La ville de Séoul constitue le chef de file coréen en matière d'ÉSS : des gouvernements locaux de Corée, mais aussi d'autres pays d'Asie, se sont inspirés de ses programmes relatifs aux politiques. L'une des initiatives les plus importantes concerne la mise en œuvre d'achats publics socialement responsables (MPSR) à l'échelle de la ville et de la municipalité de Séoul. Cette présentation s'attardera sur les efforts déployés par les secteurs de l'ÉSS concernant la politique des MPSR et les changements obtenus grâce à ces efforts conjoints entre les organisations de l'économie sociale et le gouvernement métropolitain de Séoul. Les questions et défis posés par le renforcement des MPSR seront également débattus.



Seoul Social Economy Network

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Young-Sik Kim

Directeur

LES CLAUSES SOCIALES : UNE FENÊTRE PARTENARIALE ENTRE POUVOIRS PUBLICS ET ÉCONOMIE SOCIALE



Europe



Belgique
Wallonie



Le contexte belge est favorable aux développements des clauses sociales sur le plan légistique. Les clauses sociales visent principalement un effort d'insertion socioprofessionnelle des publics cibles et l'intégration des personnes handicapées. Le pouvoir politique wallon met l'accent sur le développement des clauses sociales. Un réseau de facilitateurs des clauses sociales a été mis en place regroupant entre autres le Service Public de Wallonie représenté par le département du développement durable, l'organisation représentative des employeurs de la construction, SAW-B, ... et trois modalités de clauses sociales sont promotionnées dans les marchés de travaux de manière dynamique dont deux d'entre elles impliquent les entreprises sociales d'insertion (clause de réservation de marché et clause flexible). SAW-B pionnière dans l'accompagnement du développement des clauses sociales assure aujourd'hui, dans le cadre d'un subventionnement public, un service de helpdesk et d'analyse prospective pour les pouvoirs adjudicateurs. Complémentairement, des plateformes sectorielles d'entreprises sociales d'insertion sont animées autour du positionnement dans les marchés publics. Des rencontres entre entreprises sociales d'insertion et entreprises classiques sont organisées afin de les rapprocher et susciter des démarches partenariales diverses.



SAW-B

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Jean-Luc Bodson
Chargé de mission

MODÉRATEUR

CONSEIL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (CÉSÎM)

Organisation d'économie sociale et solidaire



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Le Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM) est une instance régionale de concertation et de développement formée majoritairement d'entreprises d'économie sociale montréalaises de différents secteurs d'activité qui agit aussi comme pôle régional d'économie sociale. Reconnu par l'Agglomération de Montréal comme interlocuteur privilégié en matière d'économie sociale et partenaire du Réseau PME Mtl, il a pour mission de favoriser la concertation entre les intervenants locaux et régionaux, de promouvoir l'économie sociale et de faciliter la mise en place des conditions nécessaires à la création, la consolidation et la croissance des entreprises d'économie sociale sur l'île de Montréal.



Mme. Anyle Côté
Directrice

2.2

ATELIER

SERVICES LOCAUX

- 2.2.1 CENTRE DE LA PETITE ENFANCE (CPE) ET MUNICIPALITÉ, UN PARTENARIAT PROFITABLE POUR LA COMMUNAUTÉ
- 2.2.2 MODÈLE DE « COMMERCE CONSCIENT » POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, LA CONSERVATION ENVIRONNEMENTALE ET LA PROMOTION CULTURELLE
- 2.2.3 ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ POUR TOUS: L'ALIMENTATION DE RUE SÉCURISÉE - ABSENT

2.2.1

CENTRE DE LA PETITE ENFANCE (CPE) ET MUNICIPALITÉ, UN PARTENARIAT PROFITABLE POUR LA COMMUNAUTÉ



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Dans une municipalité, un centre de la petite enfance est un service de proximité essentiel pour les familles et un atout important dans le développement de la communauté. À partir d'exemples concrets, les cheminements de différentes réalisations seront illustrés et il sera démontré comment les collaborations régulières entre les centres de la petite enfance et les municipalités concourent à la qualité générale des services offerts aux familles en permettant de maximiser les interventions des uns et des autres à multiples égards. Toutes ces actions s'inscrivent dans une perspective d'aménagement et d'occupation durable et dynamique du territoire.



Regroupement des Centres de la Petite Enfance de La Montérégie (RCPEM)

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme. Claudette Pitre-Robin
Directrice générale



Carrefour action municipale et famille (CAMF)

Gouvernement et agence publique

M. Marc-André Plante
Directeur général

2.2.2

MODÈLE DE « COMMERCE CONSCIENT » POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, LA CONSERVATION ENVIRONNEMENTALE ET LA PROMOTION CULTURELLE



Amérique latine



Mexique
Mexico



Le projet développé montre un modèle de régénération économique locale à partir du bien-être selon quatre axes : le développement social, la conservation environnementale, l'incitation à la culture et les soins de santé. Basé sur des concepts de l'économie solidaire, il propose un schéma de développement aux petites entreprises locales, aux producteurs, commerçants et consommateurs qui souhaitent produire des biens et des services dans le cadre des quatre axes susmentionnés. Dans la ville de Mexico, 400 producteurs forment déjà partie de ce réseau de Commerce conscient. L'intégration de différents organismes et acteurs sociaux se fait au travers du modèle « Xikuri régénératif », par la relation interinstitutionnelle entre la société civile organisée, des organismes publics, privés et des organismes internationaux.



La Cuadra AC, Huerto Roma Verde

Directeur de liaison et de développement de contenu

M. Piero Barandiarán Amaya
Direction de la liaison et développement de contenu

ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ POUR TOUS: L'ALIMENTATION DE RUE SÉCURISÉE - ABSENT



Afrique



Bénin
Parakou



Au Bénin, l'accélération du rythme de vie et la migration des villageois vers les centres urbains font que les aliments préparés et vendus dans la rue deviennent une composante de plus en plus importante du régime alimentaire des populations. Economiques et pratiques, ces aliments constituent une part indispensable de l'alimentation urbaine et rurale. Ces aliments présentent également des risques. Les étals manquent souvent d'installations de stockage, de réfrigération et de cuisson nécessaires pour prévenir la contamination par bactéries. Ceci dit, un manque d'attention à l'hygiène et à l'élimination des déchets peut transformer un point de vente de nourriture de rue en une source d'empoisonnements alimentaires. C'est autour de la résolution de ce véritable problème de santé publique que MamaCarts Bénin a mis en place un programme de sécurisation de l'alimentation de rue basé sur l'économie sociale et solidaire.



MamaCarts Bénin

Organisation d'ÉSS

M.Ibrahim Tchan Issifou

Directeur national

MODÉRATEUR

TERRITOIRES INNOVANTS EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE - TIESS

Organisation d'ÉSS / SSE organization



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Le TIESS est un organisme de liaison et de transfert en innovation sociale (OLTIS) reconnu par le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI). Le TIESS regroupe de nombreux acteurs de l'économie sociale et solidaire et du développement territorial de même que des centres de recherche, des universités et des collèges. Il repère, inventorie, éclaire et systématise les innovations expérimentées par les entreprises et les organisations de l'économie sociale afin d'en favoriser la diffusion et l'appropriation. Il permet de réaliser un transfert de connaissances pratiques et théoriques coproduites par les praticiens et les chercheurs et contribue au développement des territoires au Québec. Les mandats du TIESS sont la liaison, la veille et le transfert.



Mme Caroline Dufresne

Conseillère en transfert

2.3

ATELIER

DIVERSITÉ CULTURELLE

- 2.3.1 **UNE ENTREPRISE INTERCULTURELLE SOCIALE CRÉANT DES COMPÉT D'EMPLOI DÉCENTES POUR LES MIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS**
- 2.3.2 **L'ÉCONOMIE SOCIALE AU COEUR DU MOUVEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES**
- 2.3.3 **RÉCONCILIATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE DE RÉFUGIÉS CONGOLAIS ET BURUNDAIS EN TANZANIE À TRAVERS L'APPROCHE BASÉE SUR LES MARCHÉS.**

2.3.1

UNE ENTREPRISE INTERCULTURELLE SOCIALE CRÉANT DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI DÉCENTES POUR LES MIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS



Europe



Allemagne
Berlin



Graefewirtschaft est une entreprise d'économie sociale créatrice d'emplois pour les migrants et les réfugiés de Berlin. Elle gère différentes entreprises dans des secteurs tels que la restauration scolaire pour les écoles, les maternelles et les garderies, un réfectoire ou encore des services ménagers et soutient également un groupe de migrant en gérant un restaurant. En tout, ces entreprises emploient cinquante personnes. Graefewirtschaft est né en 2009 de la volonté de chômeurs de longue durée, d'immigrants et d'Allemands. Les immigrants et demandeurs d'asile se voient souvent refuser l'accès au marché du travail allemand en raison des difficultés de reconnaissance de leurs compétences acquises à l'étranger ou de leur statut résidentiel incertain. C'est dans cette brèche que s'engouffre Graefewirtschaft, garantissant aux immigrants et aux réfugiés la sécurité d'un emploi où ils peuvent exercer et élargir leurs compétences. Parallèlement, les services créés reflètent la diversité culturelle des districts tandis que les différentes entreprises développées se concentrent sur les besoins locaux propres au quartier et sur les compétences des immigrants.



Technologie-Netzwerk Berlin e.V.

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Heike Birkhoelzer

Directeur

2.3.2

L'ÉCONOMIE SOCIALE AU COEUR DU MOUVEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES



Amérique du Nord



Québec



Au cours des dix dernières années, le Réseau des Centre d'Amitié Autochtones du Québec a soutenu le développement de projets en économie sociale auprès des dix Centres d'Amitié Autochtones (CAA) du Québec. Une quinzaine d'initiatives d'économie sociale sont déjà en cours. Les initiatives développées visent à répondre de manière culturellement pertinente aux besoins pressants des Autochtones vivant en milieu urbain. L'économie sociale autochtone en milieu urbain se déploie donc aujourd'hui principalement dans les secteurs d'activités suivants : les CPE, l'habitation communautaire, l'insertion socio-professionnelle, les services et soins aux personnes, la sécurité alimentaire et la restauration, les activités récréotouristiques, l'art et la culture autochtone. Deux projets innovateurs seront présentés : Le projet Sakihikan (Carrefour interculturel et récréatif) du CAA de La Tuque et le projet Kijaté (logement social) du CAA de Val-d'Or.



Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Édith Cloutier

Directeur National



Centre d'amitié autochtone de La Tuque

Organisation d'ÉSS

Mme Christine Jean

Directrice générale

2.3.3

RÉCONCILIATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE DE RÉFUGIÉS CONGOLAIS ET BURUNDAIS EN TANZANIE À TRAVERS L'APPROCHE BASÉE SUR LES MARCHÉS.



Afrique



Tanzanie
Salaam



Le camp de réfugiés Nyarugusu est situé à Kigoma, en Tanzanie. À l'instar de celle d'autres camps de réfugiés, sa population ne possède ni les capitaux ni le savoir-faire pour s'engager dans des initiatives économiques comme le lancement d'une microentreprise ou la poursuite d'activités génératrices de revenus ou l'épargne.

L'organisme Good Neighbors Tanzanie, partenaire du HCNUR dans le déploiement de l'aide à la subsistance, a pris l'initiative d'apaiser le conflit qui divise les réfugiés et les communautés d'accueil, de promouvoir l'autodéveloppement et de réduire le niveau de dépendance économique des réfugiés de Nyarugusu en mettant en place des mécanismes pluridimensionnels d'adaptation destinés à soutenir les stratégies de subsistance. Cela a donné lieu a) à la création, au moyen de solutions mixtes, de lieux adaptés aux interventions de subsistance soumises aux forces du marché (exemples : incubateurs de microentreprises et d'activités génératrices de revenus, construction d'un nouveau marché commun doté de 80 kiosques et d'une garderie); b) à une plus grande accessibilité aux capitaux et aux produits de base (microfinancement de la microentreprise et d'activités génératrices de revenus); c) au déploiement de programmes de formation en entrepreneuriat et de programmes de formation professionnelle destinés aux réfugiés et aux communautés d'accueil.



Good Neighbors Tanzania

Réseau international

M Evarist Baragomwa

Chargé de projet adjoint

MODÉRATEUR

COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE Organisation d'ÉSS



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Le CSMO-ÉSAC se positionne comme un partenaire important dans le développement du secteur d'emploi de l'économie sociale et de l'action communautaire. Il travaille à maintenir un rôle important autant dans le secteur de l'économie sociale que dans celui de l'action communautaire. Le CSMO-ÉSAC a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat afin de résoudre les problèmes de main-d'œuvre communs aux entreprises et aux organismes du secteur. Il vise à assurer le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi sur une base sectorielle par la mobilisation et la concertation des principaux acteurs concernés, par une connaissance approfondie du marché du travail et par l'élaboration de stratégies d'action et de formation continue.



Mme Odette Trépanier

Chargée de projet - Communication et relève

2.4

TABLE RONDE

FORMES DE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

- 2.4.1 GOUVERNANCE PARTICIPATIVE, ÉTABLIR UNE RELATION DE CONFIANCE APRÈS UN RÉGIME AUTORITAIRE
- 2.4.2 TRANSFORMATION D'UN DÉSERT EN UNE VILLE PROSPÈRE GRÂCE À LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE
- 2.4.3 "THE PEOPLE'S BUDGET" CONTRIBUE À LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE MISE DE L'AVANT PAR LE CONSEIL DE LA VILLE DE NEW YORK POUR INCLURE LES POPULATIONS SOUS-REPRÉSENTÉES DANS LE PROCESSUS POLITIQUE.
- 2.4.4 LE COULOIR ÉCONOMIQUE: UN OUTIL D'ÉCONOMIE SOCIALE POUR LA GOUVERNANCE ET UNE PRISE DE DÉCISION PARTICIPATIVE
- 2.4.5 PARIS, LA GOUVERNANCE PARTICIPATIVE AU PROFIT D'UN PROJET DE VILLE SOCIALE ET CIRCULAIRE
- 2.4.6 DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE À SÉOUL, BASÉ SUR LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

2.4.1

GOVERNANCE PARTICIPATIVE, ÉTABLIR UNE RELATION DE CONFIANCE APRÈS UN RÉGIME AUTORITAIRE



Afrique



Tunisie
La Marsa



Par son arrêté municipal du 09 janvier 2014, La Marsa a initié le mécanisme du budget participatif (BP) en ouvrant la rubrique « éclairage public » à la décision citoyenne. Ainsi, durant la première édition qui a eu lieu au premier semestre 2014, les citoyens des cinq zones de La Marsa (les quatre arrondissements + Bhar Lazrag), réunis en séances publiques et plénières ont affecté la somme de 550.000 DT aux projets d'éclairage public. Puis, pour la seconde édition commencée le 7 Février 2015, également par une réunion publique à la Municipalité, tout en continuant la rubrique "éclairage public", la commune a offert le choix à ses résidents d'une seconde rubrique, pour la participation citoyenne dans le budget communal. Ceux-ci ont opté pour la voirie (avec un budget annuel de 550 000 DT) parmi les six nouvelles affectations proposées : Espaces verts – Voirie – Trottoirs & chaussée – Etablissements sportifs – Embellissement de la ville – Evacuation des eaux pluviales.



Municipalité de La Marsa

Gouvernement et agence publique

Mme Amira Khammassi

Responsable des communications

2.4.2

TRANSFORMATION D'UN DÉSERT EN UNE VILLE PROSPÈRE GRÂCE À LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE



Amérique latine



Pérou
Lima



La Villa El Salvador constitue une expérience de transformation d'un désert de sable en ville populaire et prospère grâce à l'effort et à la créativité de ses habitants et dirigeants. Elle est née en 1971, à l'initiative de personnes qui recherchaient un endroit où vivre. Leurs actions bénévoles et de planification participative ont rendu possible la naissance de services de base, d'école, de centres de santé, des halles, des unités économiques communautaires et un parc industriel. Elles se sont dotées d'une organisation démocratique et autogérée, d'un plan de développement intégral et d'initiatives économiques solidaires. Elles reconnaissent le rôle des femmes et des jeunes dans le développement et créent des Commissions mixtes de cogouvernance composées de dirigeants riverains et de fonctionnaires publics. Il s'agit donc d'une expérience emblématique en autogouvernance, en dynamisation des voies économiques, en identité culturelle, en respect des droits humains et environnementaux et en développement de la solidarité à tous les niveaux.



Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Alfonso Cotera Fretel

Directeur

2.4.3

“THE PEOPLE’S BUDGET” CONTRIBUE À LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE MISE DE L’AVANT PAR LE CONSEIL DE LA VILLE DE NEW YORK POUR INCLURE LES POPULATIONS SOUS-REPRÉSENTÉES DANS LE PROCESSUS POLITIQUE.



Amérique du Nord



États-Unis
New York



Dans une nation où seulement 20 % des jeunes votent et où plusieurs autres groupes se sentent aliénés ou exclus du processus politique, on se demande comment mobiliser la population et comment donner à chaque citoyen l’occasion de prendre en main la communauté où ils vivent et travaillent. La porte-parole du conseil de ville de New York, Melissa Mark-Viverito, abordera la question du budget participatif le plus important des États-Unis. Ce budget a amené de nombreux New-Yorkais — surtout des personnes à faible revenu, des jeunes et des immigrants sans papiers — à voter sur la manière de répartir 30 millions de dollars dans leur quartier. Madame Viverito expliquera aussi comment ce modèle de gouvernance participative peut s’appliquer notamment aux décisions concernant l’utilisation du territoire et l’urbanisation.



New York City Council

Gouvernement et agence publique

Mme Melissa Mark-Viverito

Conférencière

2.4.4

LE COULOIR ÉCONOMIQUE: UN OUTIL D’ÉCONOMIE SOCIALE POUR LA GOUVERNANCE ET UNE PRISE DE DÉCISION PARTICIPATIVE



Afrique



Mali



Un exemple probant de l’importance de la gouvernance au sein des collectivités locales est celui des services publics rendus aux citoyens en fonction de changements afin de répondre aux besoins émergents. La solidarité et les efforts de développement innovant portés par des gouvernements à l’écoute des besoins des acteurs de la société civile et du secteur privé permettent d’améliorer l’économie sociale, et ce, même dans un milieu éprouvé par un conflit. L’exemple du couloir économique au nord du Mali - mis en place à travers la contribution de la Fédération Canadienne des Municipalités et l’Association des Municipalités du Mali et du Burkina Faso - est une initiative d’intégration économique et sociale qui a contribué à la prise de décision participative face à des enjeux difficiles dans une région secouée par une économie fragmentée et un conflit social. Ainsi, le couloir économique a favorisé, entre autres, la cohésion territoriale, le dialogue politique, la participation populaire et la création de meilleurs partenariats avec la société civile et le secteur privé.



Association des Municipalités du Mali

Organisation d’économie sociale et solidaire

M. Sory Ibrahim Diarra

Directeur de la Cellule DEL

PARIS, LA GOUVERNANCE PARTICIPATIVE AU PROFIT D'UN PROJET DE VILLE SOCIALE ET CIRCULAIRE



Europe

France
Paris

Paris a mis au coeur de son programme de mandature la co-construction de ses politiques publiques avec les citoyen-nes et acteurs du territoire. Le budget participatif représente jusqu'à 5% du budget d'investissement, ce qui a permis notamment le déploiement de projets de quartier, de végétalisation, de réaménagement de places ou de lieux culturels et sportifs. Avec le site « Madame la Maire j'ai une idée », il est également possible pour chaque citoyen de proposer un projet à l'exécutif parisien. Ce portail, lieu de coconstruction de politiques publique et d'interpellation est une véritable agora parisienne. La « Nuit des débats » permet enfin à la fois de créer du lien et de faire émerger de nombreuses initiatives citoyennes. La gouvernance participative à Paris irrigue l'ensemble des autres politiques: pour une économie circulaire, avec les États généraux de l'économie circulaire du Grand Paris, qui ont réuni 200 acteurs du territoire; pour l'environnement, avec la trajectoire zéro déchet et pour le Plan climat; pour l'innovation et l'urbanisme, avec les appels à projets Réinventer Paris puis bientôt Réinventer la Seine, la ville a innové en ouvrant sa politique d'aménagement urbain à des équipes constituées d'architectes, d'entrepreneurs sociaux...



Service de l'ESS, de l'innovation sociale et de l'économie circulaire - Ville de Paris

Gouvernement et agence publique

Mme Antoinette Ghul

Adjointe à la Maire en charge de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire et de l'innovation sociale

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE À SÉOUL, BASÉ SUR LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ



Asie

Corée du Sud
Séoul

La politique d'économie sociale de Séoul est passée d'un soutien direct à un soutien indirect en établissant des structures de gouvernance participative et en créant des infrastructures et des écosystèmes d'économie sociale où le privé, le public et la communauté peuvent coopérer non seulement à la formulation des politiques publiques d'économie sociale (au moyen de divers comités et conseils), mais également sur leurs mises en œuvre (au travers d'organisations intermédiaires).

Le département relatif à l'économie sociale au sein du Gouvernement métropolitain de Séoul (GMS) a dirigé, au travers de coopération multilatérale (ppp), des stratégies d'essor de l'économie sociale à Séoul et ses efforts dont ont découlé des résultats tangibles au cours de ces dernières années.

Grâce à des initiatives de politiques fortes, au soutien du GMS et à la coopération rapprochée de 25 districts autonomes de Séoul, les communautés locales sont en mesure d'identifier leurs problèmes sociaux immédiats et de participer aux prises de décision concernant la direction des politiques d'économie sociale de Séoul et leurs mises en œuvre.



Social Economy Division, Seoul Metropolitan Government

Gouvernement et agence publique

M. Seon-Seop Kang

Directeur de la Division Économie sociale



Metropolis, l'association mondiale des grandes métropoles, est la plus importante association de gouvernements des grandes villes des quatre coins du monde. Dans le cadre du mouvement mondial qui défend l'autogouvernance locale démocratique, Metropolis reconnaît que les gouvernements locaux sont des acteurs essentiels dans la réponse aux défis urbains de notre siècle.

Metropolis, qui a vu le jour en 1985, représente à l'heure actuelle les autorités de 137 grandes villes et régions métropolitaines d'Afrique, des Amériques, des Caraïbes, de la région Asie-Pacifique, ainsi que d'Europe. Metropolis gère aussi la section métropolitaine de United Cities and Local Governments (UCLG).

Metropolis désire mettre en place un ensemble d'initiatives menées en réseau par les gouvernements métropolitains et par leurs collaborateurs afin de promouvoir des partenariats en développement urbain durable, et en gérant simultanément leurs aspects environnementaux, économiques, sociaux et culturels.



M. Octavi de la Varga

Directeur exécutif

2.5

ATELIER

FINANCEMENT POUR L'ÉSS AU QUÉBEC

2.5.1 EVOLUTION DE L'ÉCOSYSTÈME DE L'ÉCONOMIE SOCIALE AU QUÉBEC

2.5.2 UNE PASSION DES ÊTRES QUI DONNE DU SENS À L'ARGENT

2.5.3 LE FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ CRÉATEUR DE PROSPÉRITÉ

2.5.4 DE L'IDÉE À L'ACTION : LES OUTILS FINANCIERS DU CHANTIER DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE

2.5.5 L'EXPÉRIENCE D'INVESTISSEMENT QUÉBEC



Amérique du Nord



Québec



CAP Finance est un regroupement d'institutions financières axé sur l'économie sociale et la finance solidaire fondé par la Caisse d'économie solidaire Desjardins, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, Filaction, Fondation CSN, le Fonds de solidarité FTQ, le Réseau d'investissement social du Québec et le Réseau québécois du crédit communautaire. A ses fondateurs se sont ajoutés des chercheurs et autres membres associés : Margie Mendell, économiste et professeure à l'Université Concordia, l'Association des centres locaux de développement du Québec, le Réseau des CDEC du Québec et Investissement Québec.

L'originalité de CAP Finance réside dans la complémentarité de ces institutions financières et dans la volonté d'adopter des pratiques relevant de la finance socialement responsable. Dans cette perspective, CAP Finance s'est donné pour mission de promouvoir et développer la finance solidaire et le capital de développement, de développer l'expertise des professionnels du Réseau et de faire la promotion de l'investissement responsable dans le grand public et auprès des différentes parties prenantes.



CAP Finance, le Réseau de la finance solidaire et responsable

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Marguerite Mendell

Professeure et directrice, Institut Karl Polanyi
Université Concordia



Amérique du Nord



Québec



Depuis le début du 20e siècle, la CSN a choisi d'inscrire sa démarche syndicale dans une vision plus grande de transformation de la société. C'est dans le cadre de l'adoption de la stratégie du deuxième front que celle-ci a commencé, à la fin des années 60, à construire ses outils collectifs de développement économique. La Caisse d'économie solidaire, MCE conseil, Bâtirente, Développement solidaire international, Fondation, Filaction, etc. sont des réalisations concrètes qui ont eu un impact sur le développement économique de Montréal, du Québec et du monde.

Toutes ses organisations ont comme vision commune de construire une économie positive, plus humaine. La présentation permettra de mieux comprendre les motivations qui ont amené la CSN à aller de l'avant, à comprendre le rôle de chacune des organisations et finalement à mesurer leur contribution au développement économique du Québec.



Outils collectifs CSN

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Léopold Beaulieu

Président-directeur général de Fondation



Amérique du Nord



Québec



Le Fonds de solidarité FTQ et son réseau régional et local contribuent au développement socioéconomique du Québec en favorisant l'épargne-retraite des travailleurs et la création, le maintien ou la sauvegarde d'emplois par des investissements dans les entreprises du Québec de toute taille, dans tous les secteurs. La formation économique qu'il donne aux travailleurs permet de favoriser un dialogue constructif au sein des entreprises. Le Fonds immobilier de solidarité FTQ investit pour sa part dans des projets immobiliers rentables et créateurs d'emplois. Une part des investissements est dédiée à la construction de logements sociaux, communautaires ou abordables pour ses bienfaits sur la mixité et la cohésion sociale. En collaboration avec des entreprises d'économie sociale, il permet à des ménages à revenu faible ou modeste d'accéder à un logement de qualité et sécuritaire. De concert avec ses parties prenantes, le Fonds et son réseau contribuent à créer plus de richesse et de prospérité.



Fonds immobilier de solidarité FTQ

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Normand Bélanger

Président-directeur général



Amérique du Nord



Québec



Le Chantier de l'économie sociale s'est doté de 2 outils financiers pour répondre aux enjeux spécifiques liés au financement des entreprises d'économie sociale (EES). En 1997 un premier fonds en capital de risque dédié aux EES est créé, soit le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) suivi en 2006 par la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, premier fonds en capital patient. Le RISQ offre du financement de pré démarrage, de démarrage, de consolidation, d'expansion. Pour sa part, la Fiducie offre des prêts de capital patient pour soutenir les opérations des entreprises et appuyer des investissements immobiliers. Ces deux fonds ont innové avec des produits financiers spécialement créés pour supporter la capitalisation des entreprises d'économie sociale. La gamme des produits financiers offerts sur une période de 20 ans, a été pensée pour supporter les promoteurs de « l'idée à l'action » soit de l'idéation à la croissance de leur entreprise d'économie sociale.



Fiducie du Chantier de l'Économie Sociale

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Jacques Charest

Directeur général



Amérique du Nord



Québec



Investissement Québec a pour mission de contribuer au développement économique du Québec conformément à la politique économique du gouvernement. Elle vise à stimuler la croissance de l'investissement et à soutenir l'emploi dans toutes les régions du Québec.

Pour accomplir sa mission, la Société soutient la création et le développement des entreprises de toute taille par des solutions financières adaptées et des investissements, et ce, en cherchant à compléter l'offre de ses partenaires. Investissement Québec soutient ainsi le développement des entreprises d'entrepreneuriat collectif depuis plus de 35 ans. Pionnière et experte du financement des coopératives, la Société appuie également la croissance des organismes à but non lucratif aux moyens de solutions de financement répondant à leurs besoins spécifiques.

**Investissement Québec**

Gouvernement et agence publique

Mme Dominique Chaussé

Directrice principale des coopératives et autres entreprises d'économie sociale

2.6

ATELIER

DÉVELOPPER DES ÉCOSYSTÈMES TERRITORIAUX EN ÉSS

- 2.6.1 CONSTRUCTION DE RICHESSE COMMUNAUTAIRE À CLEVELAND À TRAVERS D'ACHATS DES INSTITUTIONS D'ANCRAGE ET LE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF
- 2.6.2 UN CAS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉEL ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : LA COOPÉRATIVE CORPORATION MONDRAGON
- 2.6.3 L'ACTIVATION DE COMMUNAUTÉS LOCALES PAR L'INNOVATION POUR FREINER LE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE ET REVITALISER LA CULTURE

CONSTRUCTION DE RICHESSE COMMUNAUTAIRE À CLEVELAND À TRAVERS D'ACHATS DES INSTITUTIONS D'ANCRAGE ET LE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF



Amérique du Nord



États-Unis
Cleveland



Les coopératives Evergreen de Cleveland, dans l'Ohio aux États-Unis, mettent à profit la philanthropie, l'assistance technique à but non lucratif et la collaboration du conseil municipal pour rediriger les dépenses institutionnelles vers les hôpitaux, les universités et les autres partenaires locaux et pour appuyer des entreprises coopératives. Ce faisant, dans le cadre d'une initiative plus large intitulée Greater University Circle et d'autres initiatives d'inclusion sociales, les partenaires des coopératives visent à renverser la dislocation économique qui perdure dans la région de la Rust Belt. Aujourd'hui, après dix années de travail soutenu, Evergreen a mis en place trois coopératives qui emploient 120 résidents à faible revenu issus des quartiers afro-américains environnants. La première est une entreprise de blanchisserie écoénergétique, la seconde une société de construction et d'énergie proposant des installations LED et solaires, et la dernière une serre hydroponique d'une superficie de un hectare et demi. Bien que modestes, ces trois entreprises sont en croissance et d'autres sont appelées à suivre leurs traces. En outre, certaines villes des États-Unis ont suivi cet exemple en adoptant des lois visant à encourager le développement de coopératives de travailleurs, alors que d'autres, telles que Richmond, Virginia et Rochester, à New York, travaillent actuellement à la mise en oeuvre de réseaux professionnels communautaires semblables dans leurs villes.



City of Cleveland

Gouvernement et agence publique

Mme Tracey Nichols

Directrice du Développement économique



Democracy Collaborative

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Steve Dubb

Directeur des projets spéciaux et conseiller principal au Président

UN CAS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉEL ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : LA COOPÉRATIVE CORPORATION MONDRAGON



Europe



Espagne
Mondragon



La corporation Mondragon constitue un cas concret de développement réussi de l'économie sociale en milieu industriel auxquels s'ajoutent les avancées importantes dans les secteurs universitaires, financiers, de la recherche, de la vente ou encore des services auprès, entre autres, d'entreprises privées et d'administrations. Sa base coopérative qui se maintient encore aujourd'hui, en dépit de sa dimension, son impact sur le développement économique et technologique du Pays basque en particulier et de l'État espagnol dans son ensemble, son support d'économie socialement durable et sa projection internationale font de Mondragon un paradigme d'économie sociale qui peut servir à d'autres initiatives commerciales en phase de consolidation. Sa mise en oeuvre dans des secteurs commerciaux exigeants lui a permis d'évoluer grâce à des méthodologies innovantes et des expériences pratiques dans d'autres domaines tels que le développement régional ou la stratégie de villes et gouvernements.



LKS S. Coop. - Corporación MONDRAGON

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Ibon Zugasti

Chargé de projets internationaux

L'ACTIVATION DE COMMUNAUTÉS LOCALES PAR L'INNOVATION POUR FREINER LE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE ET REVITALISER LA CULTURE



Asie

Corée du Sud
Séoul

iCoop Corée, une des fédérations de coopératives de consommateurs, a construit un « Parc de rêve naturel » composé de 19 usines et maisons à Gurye, dans le sud de la région de Jeolla. Ce parc utilise les ressources locales pour la fabrication de ses produits et reçoit des investissements des membres et des producteurs. Cette région reculée (la plus éloignée de Séoul) a perdu plus de la moitié de sa population en l'espace de 50 ans. Autrement dit, l'« intérêt pour la communauté » — le septième principe coopératif — ne joue pas seulement un rôle significatif pour l'usine alimentaire, mais il vise également à revitaliser la culture et la vie de la communauté locale. Il offre en effet des installations culturelles telles que des cinémas, des restaurants, des cafés, des logements, etc., et finance des services de santé et d'éducation. En conséquence, les jeunes générations ont commencé à revenir dans la région et le déclin démographique a été enrayé grâce, notamment, à l'embauche de 450 employés dans le parc.



iCOOP KOREA

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Gwibok Oh

Directrice de la gestion

MODÉRATEUR

ASSOCIATION DES GROUPES DE RESSOURCES TECHNIQUES DU QUÉBEC

Organisation d'économie sociale et solidaire



Amérique du Nord



Québec



L'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ) est un réseau d'entreprises d'économie sociale voué au développement de l'habitation communautaire partout au Québec, afin de répondre aux besoins des ménages à faible et modeste revenu ou ayant des besoins particuliers.



Mme Violaine Ouellette

Responsable des communications

2.7

GROUPE DE TRAVAIL

L'ÉGALITÉ FEMME- HOMME, UNE CONDITION ESSENTIELLE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ESS



En plus de l'enseignement, de la recherche et des services à la communauté, les universités et les collèges ont un rôle important à jouer en transfert des connaissances en collaboration avec des organismes contribuant au développement. Pensons aux expériences du Service aux collectivités de l'UQAM et du TIESS au Québec, du Community-Based Research Canada (CBRC), de Mondragon en Espagne, du Global University Network International (GUNI), des incubateurs technologiques brésiliens, par exemple. À partir d'initiatives et d'exemples de coopération entre les institutions d'enseignement supérieur et leurs milieux, ce groupe de travail sera l'occasion de partager des visions et des expériences sur ce type d'engagement, en dégagant les conditions de succès et leurs impacts.



Les organisations membres du Groupe de travail Femmes et ESS : CECI, SUCO, Femmes et Villes International, Conseil des Montréalaises, Relais-Femmes, Quartiers du Monde, FAST, Chantier de l'économie sociale

2.8

GROUPE DE TRAVAIL

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL



En plus de l'enseignement, de la recherche et des services à la communauté, les universités et les collèges ont un rôle important à jouer en transfert des connaissances en collaboration avec des organismes contribuant au développement. Pensons aux expériences du Service aux collectivités de l'UQAM et du TIESS au Québec, du Community-Based Research Canada (CBRC), de Mondragon en Espagne, du Global University Network International (GUNI), des incubateurs technologiques brésiliens, par exemple. À partir d'initiatives et d'exemples de coopération entre les institutions d'enseignement supérieur et leurs milieux, ce groupe de travail sera l'occasion de partager des visions et des expériences sur ce type d'engagement, en dégagant les conditions de succès et leurs impacts.



**Territoires innovants en économie
sociale et solidaire (TIESS)**

Organisation d'économie sociale et solidaire

A.21

ACTIVITÉ

APPROPRIATION ET ANIMATION DES ESPACES PUBLICS



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Actuellement, il existe une véritable explosion des projets dans et pour les espaces publics. La redéfinition des espaces communs et une véritable mobilisation des différentes communautés afin de repenser et se réapproprier la ville accélèrent le développement de ce mouvement. Longtemps l'apanage unique des villes, les concepts du placemaking et de l'appropriation des espaces publics se sont rapidement démocratisés et semblent interpeller beaucoup de nouveaux acteurs. Montréal participe à ce développement avec le changement de vocation d'anciennes églises, le renouvellement et le réaménagement de parcs publics, le verdissement des ruelles et la volonté de piétonisation de certaines rues et de nombreuses initiatives inspirantes se déploient à l'international, comme en Australie, en Asie et en Amérique.

Lors de cette activité des résultats préliminaires d'une veille stratégique au Québec sur les initiatives d'appropriation et d'animation des espaces publics du milieu de la culture seront présentés. Par la suite des portraits d'initiatives similaires au Canada et dans le monde seront présentés par le Global Cultural Districts Network. Ce sera l'occasion de poursuivre la réflexion sur les facteurs de réussite, les conditions d'occupation de l'espace, les innovations de même que les possibilités d'effectuer une mise en commun de certaines expériences et expertises en vue de les transférer.



Territoires Innovants en Économie Sociale et Solidaire (TIESS) et Quartier des Spectacles.

Organisation d'économie sociale et solidaire

3.1

ATELIER

SOUTIEN TECHNIQUE À L'ENTREPRENEURIAT

- 3.1.1 UNE COLLABORATION INTERSECTORIELLE POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIVES DE TRAVAILLEURS
- 3.1.2 LE CENTRE DES ENTREPRENEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA VILLE DE SANTA FE. UN ESPACE DE COGESTION DE POLITIQUES PUBLIQUES.
- 3.1.3 L'ATELIER, CENTRE DE RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRÉATION D'ENTREPRISES DE L'ÉSS

3.1.1

UNE COLLABORATION INTERSECTORIELLE POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIVES DE TRAVAILLEURS



Amérique du Nord



États-Unis
Madison



En 2014, la ville de Madison dans le Wisconsin a approuvé un financement de 3 millions de dollars à ventiler sur 5 ans et sujet à des autorisations annuelles des dépenses en capital pour soutenir le développement coopératif à partir de 2016. Les unités de développement, de planification et d'économie de la ville de Madison ainsi que MadWorC — la coopérative générale soutenant le secteur des coopératives de travailleurs à Madison — et d'autres acteurs développent des plans en collaboration les uns avec les autres. Le programme prévoit d'offrir une assistance technique, des programmes de prêts pour les entreprises coopératives anciennes ou nouvelles, des analyses et de l'aide aux nouvelles entreprises coopératives, de l'assistance lors des conversions en coopératives de travailleurs, des emplois équitables pour les populations exclues ainsi qu'une levée de fonds et une assistance technique destinées à la résolution créative de problèmes. À MadWorC, nous chercherons à renforcer les ressources en développement coopératif durable de cette audacieuse initiative pour parvenir à la transformation de notre économie.



Madison Common Council

Gouvernement et agence publique

Mme Rebecca Kemble

Conseillère municipale



South Central Federation of Labor (SCFL)

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Charity Smith

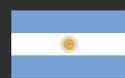
Organisatrice

3.1.2

LE CENTRE DES ENTREPRENEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA VILLE DE SANTA FE. UN ESPACE DE COGESTION DE POLITIQUES PUBLIQUES.



Amérique latine



Argentine
Santa Fe



En 2012 naît de l'interaction entre l'Université nationale du littoral, le gouvernement de la province de Santa Fe et le gouvernement de la Ville de Santa Fe le Centre des entrepreneurs de l'économie sociale (CÉES) avec pour objectif de coordonner et de consolider les actions et les politiques de renforcement des agents et des pratiques de l'ÉES. Parmi ses objectifs, il s'agit d'apporter aux entrepreneurs de l'économie sociale des formations et une assistance technique via des cours, des journées et des ateliers, de constituer un espace de rencontre et d'échange entre ces acteurs et enfin d'associer des lignes de financement pour entrepreneurs à des projets de l'économie sociale. En à peine trois ans, l'espace est parvenu à se constituer en point de référence dans la région — de plus en plus d'entrepreneurs s'y rendent pour participer aux différentes propositions — et en une expérience réussie de gestion de politiques publiques.



Universidad Nacional del Litoral

Institution académique

Mme María Antonela Maglioni

Professeure et chercheuse



Gobierno de la Ciudad de Santa Fe

Gouvernement et agence publique

Mme Maricel Lorena Massera

Coordonnateur du Centro de Emprendedores de la Economía Social

L'ATELIER, CENTRE DE RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRÉATION D'ENTREPRISES DE L'ÉSS



Europe



France
Paris



L'Atelier a été créé en 2007 à l'initiative de la Région Île-de-France et d'acteurs du secteur, sous statut associatif. Depuis sa création, l'Atelier propose de nombreux services aux parties prenantes de l'ESS francilienne, à savoir les entrepreneurs de l'ESS, les collectivités, les réseaux professionnels et le grand-public. Il a notamment créé « Entrepreneurs du changement », un programme d'accompagnement à destination des créateurs d'entreprises d'ESS. Celui-ci consiste à conseiller le porteur de projet, l'orienter vers des structures d'accompagnement, le mettre en réseau, lui donner accès à des ateliers thématiques, etc. Pour résumer, il s'agit là de la « première porte d'entrée » sur la création d'activité en ESS. Par sa gouvernance plurielle et ses autres activités, le Centre de ressource a une connaissance fine de l'éco-système francilien de l'accompagnement à la création d'activité. Ce sont ainsi près de 250 créateurs d'activité en ESS qui en bénéficient chaque année.



L'Atelier - Centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Julien Bottriaux
Directeur

MODÉRATEUR

FONDATION DE LA FAMILLE J.W. McCONNELL

Entreprise privée et hybride



Amérique du Nord



Québec
Montréal



La fondation J. W. McConnell Family a vu le jour en 1937. Elle est l'une des plus importantes fondations privées du Canada. Son conseil d'administration compte des représentants de trois générations de la famille élargie des McConnell et emploie 40 personnes à Montréal, à Toronto, à Ottawa et à Vancouver. Conformément à sa mission, qui consiste à « engager les Canadiens dans l'avènement d'une société inclusive, durable et résiliente », l'appui financier et les placements de McConnell cible les systèmes alimentaires durables, l'énergie et l'économie, les villes résilientes et habitables, ainsi que le développement des capacités du secteur social, parmi d'autres. Disposant d'un fonds de 605 millions de dollars canadiens, la fondation McConnell remet 4 % de cette somme annuellement en subventions. Ça vise à diriger 10 % de sa dotation vers des placements à grand impact (actuellement : 5 %).



Mme Erica Barbosa
Directrice, Solutions Finance

3.2

ATELIER

INCLUSION SOCIALE ET ACCESSIBILITÉ

- 3.2.1** ENCOURAGER L'ESSOR DES ENTREPRISES SOCIALES D'INTÉGRATION PAR LE TRAVAIL (« WORK INTEGRATION SOCIAL ENTERPRISES » OU WISES) ET COMBATTRE L'EXCLUSION SOCIALE À L'ÉCHELLE LOCALE
- 3.2.2** PAUVRETÉ ET TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES : LA COLLABORATION PUBLIQUE COMME CATALYSEUR POUR LES INITIATIVES D'ÉCONOMIE SOCIALE - ABSENT
- 3.2.3** RENFORCEMENT DU POUVOIR ÉCONOMIQUE DES FEMMES PAR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉSS LOCAL: FORMATION, FINANCEMENT, PARTICIPATION

3.2.1

ENCOURAGER L'ESSOR DES ENTREPRISES SOCIALES D'INTÉGRATION PAR LE TRAVAIL (« WORK INTEGRATION SOCIAL ENTERPRISES » OU WISES) ET COMBATTRE L'EXCLUSION SOCIALE À L'ÉCHELLE LOCALE



Europe



Pays-Bas
Amsterdam



Les entreprises sociales d'intégration par le travail (WISES en anglais) travaillent avec les personnes tenues à l'écart du marché du travail officiel, souffrant bien souvent de handicaps graves, de dépendance ou de sans-abrisme. Les WISES offrent une alternative aux programmes sociaux traditionnels : elles brisent l'exclusion sociale et encouragent le travail dans un environnement professionnel normal. La fondation De Omslag a mis en place la plateforme d'Amsterdam pour les entreprises sociales afin de soutenir les WISES à l'échelle locale par l'échange de connaissances et d'expériences, la mise en relation de réseaux ainsi que l'incitation au commerce électronique entre entreprises (C3E) au sein des WISES et entre les petites, moyennes et grandes entreprises. De Omslag a également collaboré avec la municipalité d'Amsterdam en vue de mettre en place une politique qui renforce les WISES, ce qui les a conduits à faire adopter début 2015 par le conseil municipal un plan de travail basé, entre autres, sur un fonds d'investissement pour les WISES, l'incitation à l'achat public de biens et des services fournis par les WISES et d'autres mesures notamment sur les dispositions de rendement social et des formes d'aides non financières variées.



De Omslag

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Corine Van de Burgt
Directeur



Interdisciplinary Social Sciences, Utrecht University

Acad

Mme Nienke Boesveldt
Chercheure postdoctorale

3.2.2

PAUVRETÉ ET TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES : LA COLLABORATION PUBLIQUE COMME CATALYSEUR POUR LES INITIATIVES D'ÉCONOMIE SOCIALE - ABSENT



Amérique du Nord



États-Unis
Reading



Comment un gouvernement local en faillite et passablement déconnecté de la population ethnique locale peut-il envisager une stratégie de revitalisation économique qui privilégie des objectifs d'équité sociale et la participation de la population locale ? Cinq autorités municipales se sont mobilisées autour d'un capital de démarrage pour fonder une organisation de développement communautaire alerte qui serve de catalyseur économique aux initiatives d'économie sociale par l'expérimentation de nouvelles approches d'économie grâce à la mobilisation de la participation populaire. Parmi les projets qui y sont élaborés se trouve la mise en place, au cœur d'un centre de transit local, d'une expérience éphémère de magasin de vélo communautaire à but non lucratif — le Reading Bike Hub — qui est devenue un refuge cycliste complètement géré par des bénévoles et un centre de sensibilisation créant des opportunités de leadership pour la jeunesse locale. Aujourd'hui, en 2016, il est en passe de devenir une coopérative. L'organisation a également permis la naissance d'une expérience sociale collaborative nommée Uva (Urban Vanguard in Action en anglais, « avant-garde urbaine en action ») à la suite de la transition stratégique de l'usine TEA d'« espace de co-travail » générique vers un centre local pour l'économie créative latino.



ReDesign Reading CDC

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Brian Kelly
Directeur général



Barrio Alegria

Private or hybrid enterprise

M. Daniel Egusquiza
Copropriétaire

RENFORCEMENT DU POUVOIR ÉCONOMIQUE DES FEMMES PAR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉSS LOCAL: FORMATION, FINANCEMENT, PARTICIPATION



Afrique



Mali
Bamako



Les femmes constituent près de 52 % de la population malienne, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Elles sont aussi les plus frappées par la pauvreté en raison d'inégalités en termes d'accès aux opportunités techniques et financières pour développer leurs initiatives économiques, de participation aux processus de gouvernance locale et de la méconnaissance de leurs droits spécifiques en lien avec l'entrepreneuriat. Le RENAPESS, en partenariat avec le Ministère de la Solidarité, permet de renforcer leur capacités professionnelles et techniques (formations modulaires ciblées), leur accès au financement (microcrédit avec éducation) et leur inclusion à hauteur des enjeux du développement de leurs territoires d'évolution (participation au processus de planification locale).



Réseau national d'appui à la promotion de l'économie sociale et solidaire du Mali

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Madani Koumare
Président



Gouvernement du Mali

Gouvernement et agence publique

Mme Sissi Odile DAKOUO KONÉ

Directrice nationale adjointe de la Protection sociale et de l'Économie solidaire

MODÉRATEUR

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Gouvernement et agence publique



Mme Antonella Noya

Analyste en chef des politiques

3.3

ATELIER

RECONNAISSANCE DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE

- 3.3.1 LES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE ET LA GOUVERNANCE LOCALE : LE POUVOIR DE L'INDÉPENDANCE - ABSENT
- 3.3.2 GESTION ENVIRONNEMENTALE PARTICIPATIVE, RECYCLAGE ET INCLUSION SOCIALE
- 3.3.3 COLLABORATION ENTRE LA MUNICIPALITÉ ET LA COOPÉRATIVE DE RAMASSEURS DE FERRAILLE : GESTION DES DÉCHETS ET SOUTIEN AUX COLLECTIFS VULNÉRABLES

3.3.1

LES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE ET LA GOUVERNANCE LOCALE : LE POUVOIR DE L'INDÉPENDANCE - ABSENT



Asie



Pakistan
Lahore



HomeNet Pakistan, inscrit sous la Loi des sociétés, est un réseau d'organisations travaillant pour la reconnaissance et les droits du travail des travailleurs à domicile au Pakistan. Il est membre de HomeNet Asie du Sud, une organisation multisectorielle qui, en collaboration avec le ministère de la Santé, du Bien-être, du Bait ul Maal, de l'Eau et de l'Hygiène, cherche à répondre aux défis auxquels sont confrontés les travailleurs à domicile. Plus précisément, ceux qui portent sur les trois principaux points que sont l'invisibilité, le manque d'accès à des ressources telles que la terre, le travail, le capital et les marchés et enfin l'absence de protection sociale.



HomeNet Pakistan

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Ume Azhar

Directeur exécutif

3.3.2

GESTION ENVIRONNEMENTALE PARTICIPATIVE, RECYCLAGE ET INCLUSION SOCIALE



Amérique latine



Pérou
Lima



Pour combattre le problème de pollution environnementale, le district d'Ate à Lima (650 000 habitants) a mis en place, dès 2011 et avec le soutien technique de MUNIRED et de la Commission de municipalités productives, d'économie solidaire et de tourisme, un processus de gestion environnementale participative qui contribue à forger une citoyenneté environnementale basée sur l'éco-efficacité et l'inclusion sociale au travers du Programme de triage à la source et de ramassage sélectif des déchets solides du district d'Ate. De jeunes recycleurs souffrant d'un handicap physique ou cognitif qui hier exerçaient cette activité de manière informelle dans les rues sont aujourd'hui inscrits au bureau municipal de soutien aux personnes handicapées (OMAPED en espagnol).



Asociación de Municipalidades en Red del Perú (MUNIRED PERU)

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. JESUS QUISPE

Coordonnateur de la Comisión de Municipios Productivos Economía Solidaria y Turismo, MUNIRED PERU



Europe

Espagne
Barcelone

Alencop est une coopérative d'initiative sociale créée pour garantir des conditions de vie dignes à un collectif en situation de vulnérabilité et pour répondre à un problème de ramassage et de traitement des déchets dans les zones urbaines. Le projet présente un caractère innovateur et apporte des réponses sociales et environnementales à la ville de Barcelone. Les personnes concernées sont, pour la plupart, issues de l'immigration, en situation administrative irrégulière ou de haute vulnérabilité sociale et prises en charge par l'OPAI (le bureau du plan d'établissement irrégulier) de la mairie de Barcelone et elles survivaient jusque-là du ramassage précaire de la ferraille. Depuis ce projet qui répond collectivement aux besoins individuels, ses membres se voient proposer du travail, un logement et de la nourriture.



Cooperativa Labcoop, SCCL

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Guillermo Rojo

Coordonateur



Barcelona Activa - Ayuntamiento de Barcelona

Gouvernement et agence publique

Mme Elisenda Vegué Gisbert

Directrice des opérations Autres économies

MODÉRATEUR

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

Gouvernement et agence publique



L'Organisation internationale du travail (OIT) se consacre à la promotion de la justice sociale, d'une part, et des droits humains et du travail internationalement reconnus, d'autre part. Elle répond ainsi à sa mission initiale selon laquelle la justice sociale est essentielle à la paix universelle et durable.

Seule agence tripartite des Nations Unies, l'OIT réunit des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs provenant des 187 états membres. Ensemble, ceux-ci définissent les normes du travail, conçoivent des politiques et élaborent des programmes qui favorisent le travail décent pour tous et pour toutes.



M. Roberto Di Meglio

Spécialiste principal de développement local et d'économie sociale

3.4

ATELIER

TRANSFORMATIONS URBAINES: REVITALISATION ET GENTRIFICATION

- 1.5.1 **SANTO ANGEL DE L'INTÉRIEUR, UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL**
- 1.5.2 **UN PROJET DE REVITALISATION URBAINE PILOTÉ PAR UNE ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE**
- 1.5.3 **GOUVERNANCE PARTICIPATIVE POUR LA REVITALISATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE LOCALE**

SANTO ANGEL DE L'INTÉRIEUR, UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL



Amérique latine



Cuba
La Havane



Santo Angel de l'intérieur représente un projet de développement intégral communautaire né au Centre historique de La Havane qui cherche à restaurer, encourager et divulguer les valeurs patrimoniales du quartier Santo Angel en rendant son dynamisme à la culture et à la société locale. Le projet est géré par une initiative privée en tant qu'actrice de l'économie sociale et solidaire et par le bureau de l'histoire de La Havane en tant qu'entité de gouvernement local. Il favorise l'interaction public-privé en fonction de programmes et d'activités pour le développement économique, social, culturel et environnemental du territoire tout en tenant compte de la perspective de genre et en améliorant la qualité de vie et le bien-être des habitants de la communauté. Cette dernière a une participation active dans ce développement au travers d'ateliers thématiques qui rassemblent différentes générations.



Oficina del Historiador de La Habana

Gouvernement et agence publique

Mme Maidolys Iglesias Pérez
Sociologue



Proyecto Comunitario Artecorte

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Gilberto Valladares Reina
Founder and Director

UN PROJET DE REVITALISATION URBAINE PILOTÉ PAR UNE ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE



Amérique du Nord



Québec
Montréal



La Société de développement Angus, entreprise d'économie sociale, a acquis un terrain contaminé de 2 millions de pieds carrés au cœur de Montréal, à la suite de la fermeture des usines Angus, dans le quartier Rosemont-La Petite-Patrie. La SDA a revitalisé le secteur avec un projet mobilisateur et rassembleur: le Technopôle Angus. Le site, bâti selon les meilleures pratiques du développement durable, accueille aujourd'hui des entreprises, institutions et organismes employant plus de 2 300 travailleurs dans divers secteurs d'activités porteurs, tels que la santé, les services, les technologies de l'information, le multimédia ainsi que l'économie sociale.



Société de développement Angus

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Christian Yaccarini
Président et chef de la direction

GOVERNANCE PARTICIPATIVE POUR LA REVITALISATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE LOCALE



Asie

Corée du Sud
Gyeonggi region

La Corée connaît une transformation de sa structure socioéconomique depuis les années 1990. En réponse à ces changements structurels, deux sortes d'alternatives ont émergé. La première porte sur la construction communautaire au sein des villes locales tandis que la seconde est liée à l'économie sociale et s'attarde notamment à introduire un système légal qui soutient son développement. Bien que la construction communautaire et l'économie sociale aient montré une croissance quantitative élevée, l'aspect qualitatif de cette croissance a été critiqué dans un secteur comme dans l'autre, et notamment en ce qui concerne la durabilité. Afin de surmonter cette situation, Gyeonggi-do (le plus grand gouvernement local de Corée) propose l'élaboration d'un système de gouvernance pour la convergence de projets d'économie sociale et de construction communautaire.



Gyeonggi Ddabok Community Support Center

Gouvernement et agence publique

M. Yoon-Hyuk Kweon
Directeur général

MODÉRATEUR

THE DEMOCRACY COLLABORATIVE

Organisation d'ÉSS



Amérique du Nord

États-Unis
Washington, D.C.

The Democracy Collaborative — située à Cleveland dans l'Ohio et à Washington, DC — œuvre à construire une communauté prospère et à mettre en œuvre un nouveau système économique au sein duquel la propriété et le contrôle partagés présentent des résultats équitables, encourageant la durabilité écologique et favorisant une vie démocratique et communautaire florissante. Notre mission est de catalyser la transformation de notre économie, bâtir une communauté prospère et créer un système futur ancré dans la propriété démocratique et fondé sur l'élargissement de la propriété et de la gérance plutôt que le capital, sur la démocratie dans le lieu de travail, sur la stabilisation de la communauté et le développement local, sur la croissance équitable et inclusive ainsi que sur la durabilité environnementale, sociale et institutionnelle. Au cours des 15 dernières années, la Collaborative a mené de nombreuses recherches, a apporté des services consultatifs aux autorités municipales, aux fondations communautaires et aux institutions clés, s'est lancée dans des activités sur le terrain visant à étendre le mouvement pour une communauté prospère et a soutenu The Next System Project (le « Projet du système futur ») qui cherche à incarner une vision alternative aux forces économiques qui déchirent les communautés des États-Unis.



M. Steve Dubb

Directeur des projets spéciaux et conseiller principal au Président

3.5

TABLE RONDE

RÉSEAUX DES GESTIONNAIRES ET ÉLUS EN ÉSS

- 3.5.1** UNE STRUCTURATION SYSTÉMIQUE DE L'ÉSS POUR L'INCLUSION SOCIALE ET LE DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ: ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES COLLECTIVES - LES RELESS AU CAMEROUN
- 3.5.2** ÉLAN DEPUIS LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA CRÉATION D'UN RÉSEAU DE MUNICIPALITÉS POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE
- 3.5.3** L'EXPÉRIENCE DU RÉSEAU DES GESTIONNAIRES DE POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE
- 3.5.4** UN RÉSEAU DE GOUVERNEMENTS LOCAUX POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE QUI COOPÈRE AVEC UNE LÉGISLATION DE L'ÉSS
- 3.5.5** RÉSEAU DE COLLECTIVITÉS MULTINIVEAUX ENGAGÉES DANS LE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

3.5.1

UNE STRUCTURATION SYSTÉMIQUE DE L'ÉSS POUR L'INCLUSION SOCIALE ET LE DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ: ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES COLLECTIVES - LES RELESS AU CAMEROUN



Afrique



Cameroun
Yaoundé



Il s'agit de structurer systématiquement l'ÉSS au niveau des territoires, des communes en l'occurrence. Ceci permet un meilleur encadrement et une meilleure promotion des actions dans lesquelles les acteurs sont engagés. Un réseau local d'ÉSS et de l'accompagnement est offert au regroupement des acteurs d'entreprises collectives et des coopératives de secteurs variés. Les maires sont formés à la compréhension et à l'accueil de cette dynamique sur leur territoire. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi un maire pour co-présenter l'initiative avec le RELESS de sa commune.



Partenariat France et Afrique pour le Co développement (PFAC)

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Pauline Eyebe Effa
Coordonnatrice



Mairie de Ngomedzap

Gouvernement et agence publique

M. Tobias Njie Mveng
Mayor

3.5.2

ÉLAN DEPUIS LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA CRÉATION D'UN RÉSEAU DE MUNICIPALITÉS POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE



Europe



Espagne
Catalogne



L'économie solidaire catalane vit un moment très important. Pour la première fois, des mairies de différentes allégeances politiques — dont certaines villes parmi les plus importantes telles que Barcelone, Badalona et Sabadell — se montrent décidées à utiliser l'ÉSS comme instrument de développement dans leurs municipalités et souhaitent s'engager ensemble dans ce processus en s'organisant en réseau de municipalités pour l'économie sociale et solidaire. Cette situation découle d'un processus encouragé, en grande partie, par la Xarxa d'Economia Solidària de Catalunya (XES), l'organisation-réseau qui, depuis 2002, rassemble les personnes, les entités et les projets autour de la transformation sociale et économique dépassant les inégalités et le capitalisme. Dans son document « Vers la démocratie économique municipale, 14 mesures pour favoriser l'économie sociale et solidaire à l'échelle locale », la XES a invité les forces politiques aux élections locales de mai 2015 à introduire des actions « pour une économie plus démocratique et durable ». Aujourd'hui, ces actions se réalisent, en réseau.



Ajuntament de Barcelona

Gouvernement et agence publique

M. Jordi Via Llop
Commissaire de l'économie coopérative,
sociale et solidaire



Xarxa d'Economia Solidària de Catalunya

Social and solidarity economy organization

M. Pau Nadal
Representative

L'EXPÉRIENCE DU RÉSEAU DES GESTIONNAIRES DE POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE



Amérique latine



Brésil



Le Réseau brésilien des gestionnaires des politiques publiques de l'économie solidaire a été conçu par des gestionnaires de politiques publiques en réponse à la demande des travailleurs de l'économie solidaire d'apporter des solutions adéquates à ce secteur de plus en plus important en matière de création d'emplois et de promotion du développement local. Le Réseau des gestionnaires de politiques publiques de l'économie solidaire se compose de dirigeants à l'échelle municipale, régionale et fédérale. Il cherche à faciliter l'interaction et l'organisation pour le compte de l'ÉES, propose des politiques publiques gouvernementales, contribue aux propositions et aux actions développées par les agences gouvernementales pour l'ÉSS et met en œuvre des projets conjoints pour la promotion et le développement de l'économie solidaire. Le Réseau participe au Forum de l'économie solidaire brésilien (une structure de la société civile) pour encourager les partenariats entre les trois niveaux du gouvernement et les autres agences responsables des politiques de l'économie sociale telles que les institutions financières, les universités et les agences de la recherche. Il forge également des partenariats pour mener à bien des activités et des projets communs au réseau, tels que la formation d'acteurs publics.



Rede de Gestores de Políticas Públicas de Economia Solidária

Gouvernement et agence publique

Mme Maria da Penha Lage Camargo
Préfecture municipale de Joinville/SC

UN RÉSEAU DE GOUVERNEMENTS LOCAUX POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE QUI COOPÈRE AVEC UNE LÉGISLATION DE L'ÉSS



Asie



Corée du Sud
Séoul



Pour de nombreux gouvernements coréens locaux, l'économie sociale et solidaire (ÉSS) est devenue une stratégie clef de développement des villes. Au cours de cette présentation, nous montrerons les efforts réalisés par les principaux gouvernements coréens locaux pour construire une organisation en réseau encourageant l'ÉSS et l'intégrant à leurs stratégies de développement. Ces efforts incluent de multiples collaborations avec d'autres partenaires, dont l'Assemblée nationale coréenne, afin de mettre en œuvre une législation concernant le développement et l'implantation de l'ÉSS. Les principaux projets menés avec succès par le réseau seront également présentés pour illustrer la capacité du réseau à propager l'innovation sociale.



Association of Korean Local Governments for Social Economy and Solidarity

Gouvernement et agence publique

Hon. Seok Jin Moon
Maire, District Seodaemun

RÉSEAU DE COLLECTIVITÉS MULTINIVEAUX ENGAGÉES DANS LE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES



Europe



France



Les collectivités locales ont un rôle important à jouer dans le développement de l'ESS. Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire oeuvre depuis plus d'une dizaine d'années pour renforcer la place de l'ESS dans les politiques publiques en France. Il rassemble à ce jour plus de 130 collectivités françaises (régions, départements, intercommunalités, villes de toute taille) qui partagent une conviction: l'ESS est une réponse aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux et démocratiques, des territoires, et s'engagent en ce sens, au travers de la mise en oeuvre de politiques publiques coconstruites avec les acteurs. Ces politiques jouent autour de, entre autres, le soutien aux finances solidaires, la participation directe de la collectivité dans des entreprises solidaires (au travers notamment des Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif), le rôle de la commande publique (avec la mise en place de clauses sociales ou environnementales) et le lien avec l'université et la recherche.



Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire - RTES

Gouvernement et agence publique

Mme Christiane Bouchart
Présidente

MODÉRATEUR

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

Gouvernement et agence publique



Amérique du Nord



Québec
Trois-Rivières



M. Jean-François Aubin
Conseiller municipal

3.6

ATELIER

POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS L'ÉSS

- 3.6.1 LA STRATÉGIE D'ENTREPRISE SOCIALE DU MANITOBA : BÂTIR SUR DIX ANS D'EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'ACHATS PUBLICS POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET CRÉER DES EMPLOIS
- 3.6.2 INTERACTION DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DANS LES QUARTIERS POUR LA TRANSFORMATION SOCIOÉCONOMIQUE.
- 3.6.3 LES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ÉTAT DE BAHIA EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

3.6.1

LA STRATÉGIE D'ENTREPRISE SOCIALE DU MANITOBA : BÂTIR SUR DIX ANS D'EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'ACHATS PUBLICS POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET CRÉER DES EMPLOIS



Amérique du Nord



Canada
Manitoba



Le Réseau brésilien des gestionnaires des politiques publiques de l'économie solidaire a été conçu par des gestionnaires de politiques publiques en réponse à la demande des travailleurs de l'économie solidaire d'apporter des solutions adéquates à ce secteur de plus en plus important en matière de création d'emplois et de promotion du développement local. Le Réseau des gestionnaires de politiques publiques de l'économie solidaire se compose de dirigeants à l'échelle municipale, régionale et fédérale. Il cherche à faciliter l'interaction et l'organisation pour le compte de l'ÉES, propose des politiques publiques gouvernementales, contribue aux propositions et aux actions développées par les agences gouvernementales pour l'ÉSS et met en œuvre des projets conjoints pour la promotion et le développement de l'économie solidaire. Le Réseau participe au Forum de l'économie solidaire brésilien (une structure de la société civile) pour encourager les partenariats entre les trois niveaux du gouvernement et les autres agences responsables des politiques de l'économie sociale telles que les institutions financières, les universités et les agences de la recherche. Il forge également des partenariats pour mener à bien des activités et des projets communs au réseau, tels que la formation d'acteurs publics.



Canadian Community Economic Development Network - Manitoba

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Sarah Leeson Klym
Directrice régionale du Manitoba

3.6.2

INTERACTION DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DANS LES QUARTIERS POUR LA TRANSFORMATION SOCIOÉCONOMIQUE.



Europe



Espagne
Barcelone



La mairie de Barcelone soutient, par des financements et un appui technique, le développement sociocommunautaire de l'économie solidaire et son interaction territoriale. Parmi les premières actions du nouveau mandat municipal entré en vigueur en juin 2015 se trouve la mise en œuvre du plan d'action face à l'urgence sociale et économique. Pour cela, les nouvelles autorités municipales compétentes, à même de favoriser l'essor de l'économie solidaire, échangent avec les acteurs sociocommunautaires des territoires les plus touchés par les inégalités socioéconomiques. Parmi eux, cinq processus issus de cinq quartiers (4 districts) ont été choisis en décembre 2015 pour encourager l'économie solidaire comme moteur de transformation et de réactivation de son territoire. Ces processus constituent des projets pilotes qui, durant leur phase de développement, sont évalués dans le but d'être ensuite appliqués à d'autres réalités prioritaires des 73 quartiers et 10 districts de la ville. En parallèle, une agence communautaire de développement territorial de l'économie solidaire est mise en valeur sur un territoire : COOPOLIS.



Ajuntament de Barcelona

Gouvernement et agence publique

M. Xavier Rubio Cano
Technicien de projets du Comisionado de Economía
Cooperativa, Social y Solidaria

LES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ÉTAT DE BAHIA EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



Amérique latine



Brésil
Salvador



Cet exposé présentera une initiative de politique publique pour l'économie sociale menée dans l'État de Bahia. Élaborée en réponse à la mobilisation du mouvement de l'ÉSS au sein dudit État, cette initiative a été mise en œuvre avec la participation de la société civile depuis 2007. Elle a aidé des centaines de travailleurs en structurant et en institutionnalisant des politiques par la création de cadres légaux spécifiques, en renforçant les droits économiques relatifs à l'accès au crédit et au prêt solidaire. Elle a également créé un cadre intégral de services publics d'aide technique et au crédit à la fois facile d'accès et offrant des services directs aux entreprises grâce au financement de projets thématiques, tels que les incubateurs, et de soutien aux réseaux d'entreprises sociales, de déchets solides, d'entrepreneuriat de la communauté noire, etc.



Superintendencia de economia solidaria da secretaria do trabalho, emprego, renda e esporte -Governo de Bahia

Gouvernement et agence publique

Mme Tatiana Reis
Coordonnatrice

MODÉRATEUR

COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (CDR) OUTAOUAIS-LAURENTIDES

Organisation d'économie sociale et solidaire



Amérique du Nord



Québec
Gatineau



Depuis 40 ans, la Coopérative de développement régional (CDR) Outaouais-Laurentides contribue au développement des régions administratives québécoises de l'Outaouais et des Laurentides par le développement de l'économie sociale sur son territoire. Notre coopérative de solidarité associe ses travailleur-ses, des entreprises d'économie sociale et des citoyen-nes interpellé-es par sa mission.

En complémentarité des services existants sur son territoire et en partenariat avec divers organismes comme le Pôle d'économie sociale de l'Outaouais, la Coop de solidarité des entreprises d'économie sociale des Laurentides (CSEESL), ou certaines municipalités, la CDR offre des services-conseils, des formations et des ateliers qui répondent aux besoins et aspirations exprimés de ses membres et des communautés avec lesquelles elle travaille.



M. Vincent Roy

Agent de développement en
innovation sociale

3.7

GROUPE DE TRAVAIL

POSITIONNER L'ÉSS DANS L'AGENDA 2030 DE L'ONU



Au Sommet sur le développement durable de Septembre 2015, les États membres de l'ONU ont adopté un nouveau programme de développement durable qui comprend un ensemble de 17 objectifs mondiaux pour mettre fin à la pauvreté, lutte contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030. Ce groupe de travail convie les institutions et réseaux internationaux à réfléchir aux raisons et aux moyens de positionner l'ÉSS comme outil de mesure et comme levier de réussite de l'agenda 2030 de l'ONU; aux défis principaux pour ce faire et aux engagements et collaborations nécessaires pour y arriver.



**Global Social Economy
Forum (GSEF)**
Réseau international

3.8

GROUPE DE TRAVAIL

RELATIONS

VILLE-RURALITÉ



Les acteurs du développement sont de plus en plus appelés à travailler étroitement avec les gouvernements locaux pour favoriser le développement des territoires et l'entrepreneuriat collectif. Qu'est-ce que les milieux ruraux et urbains peuvent s'apprendre l'un à l'autre dans leurs collaborations? Ce groupe de travail vise à rassembler des acteurs et des chercheurs pour enrichir le dialogue entre les milieux ruraux et urbains. Il permettra aux participants de mettre en commun des expériences, des pratiques, des connaissances et des récits locaux, pouvant s'inspirer mutuellement. Ce sera aussi l'occasion d'échanger des outils et des contenus de formation sur le développement territorial, en se basant sur les connaissances et les compétences des acteurs et des chercheurs.



Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)

Organisation d'économie sociale et solidaire

A.31

ACTIVITÉ

DÉCOUVRIR ET ÉCHANGER SUR L'INTÉGRATION D'OUTILS D'OPÉRATIONNALISATION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Atelier de maillage pour présenter les bénéfices associés à l'intégration d'outils particuliers dans une entreprise ES ou une municipalité et échanger avec des utilisateurs et chercheurs qui ont participé à de tels processus.



Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD)
Institution académique

4.1

ATELIER

RESSOURCES NATURELLES

- 4.1.1 CRÉATION DE GROUPEMENTS DE FEMMES VENDEUSES DE VIVRIERS DANS LES MARCHÉS DE LA COMMUNE DE KLOUÉKANMÈ
- 4.1.2 SOUTIEN AUX CIRCUITS COURTS DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGROÉCOLOGIQUES DANS LES ESPACES PUBLICS DE CUENCA
- 4.1.3 LA SPHÈRE AUTOSUFFISANTE SOLIDAIRE AVEC LE GOUVERNEMENT LOCAL ET LA SOCIÉTÉ CIVILE — UNE PRATIQUE LOCALE DE LA PRÉFECTURE DE YAMAGATA DANS LA RÉGION D'OKITAMA

4.1.1

CRÉATION DE GROUPEMENTS DE FEMMES VENDEUSES DE VIVRIERS DANS LES MARCHÉS DE LA COMMUNE DE KLOUÉKANMÈ



Afrique



Bénin
Bohicon



La création des groupements pré-coopératives dans les marchés de Klouékanmè est le fruit de la collaboration entre le GBESS et du conseil d'administration de cette mairie. Ces groupements sont perçus comme une des principales solutions aux problèmes vécus par les femmes productrices de vivriers. L'éducation coopérative a été fournie et des comités préparatoires ont été mis en place mené à la tenue des assemblées générales constitutives. De plus, les membres des différents groupes ont reçu des formations coopératives.



Groupe Béninois d'Economie Sociale et Solidaire (GBESS)

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Patrice Lovesse
Directeur Général

4.1.2

SOUTIEN AUX CIRCUITS COURTS DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGROÉCOLOGIQUES DANS LES ESPACES PUBLICS DE CUENCA



Amérique latine



Équateur
Cuenca



La ville de Cuenca, dans la province de l'Azuay, a su développer depuis une dizaine d'années d'intéressantes expériences de commercialisation de produits agroécologiques issus de l'agriculture, de l'élevage et de l'agroartisanat en marge des considérations du ministère de l'Agriculture (MAGAP) et du Gouvernement autonome décentralisé (GAD) de la municipalité de Cuenca. Les différentes associations de producteurs recevant le soutien d'organisations non gouvernementales qui forment le Réseau agroécologique de l'Austro, le Collectif agroécologique et le Réseau d'économie solidaire ont créé un système de préférence généralisé (SPG) qui définit les caractéristiques techniques et sociales de la production agroécologique comme garantie du droit des consommateurs. La coopération avec le MAGAP et la municipalité de Cuenca vise à mettre en œuvre des politiques d'incitation à la production et à la commercialisation de produits sains. La planification territoriale y sera débattue en tenant compte des acteurs de l'ÉSS et en cherchant à articuler les espaces ruraux et urbains. À terme, nous visons l'élaboration d'une Ordonnance cantonale qui fasse remonter les attentes des producteurs jusqu'aux politiques publiques.



Red de Economía Solidaria

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Patricio Bravo Vera
Coordonnateur

4.1.3

LA SPHÈRE AUTOSUFFISANTE SOLIDAIRE AVEC LE GOUVERNEMENT LOCAL ET LA SOCIÉTÉ CIVILE — UNE PRATIQUE LOCALE DE LA PRÉFECTURE DE YAMAGATA DANS LA RÉGION D'OKITAMA



Asie



Japon
Yamagata Prefecture



Dans la préfecture de Yamagata en Okitama, une région au nord du Japon, plusieurs gouvernements locaux — dont trois villes et cinq communes — ainsi que des individus et leurs groupes ont construit une structure autosuffisante afin de contrer les effets négatifs de la globalisation. Confrontés au déclin de la population, du secteur agricole et des industries forestières, ils cherchent à promouvoir un cycle économique vertueux en augmentant les achats de produits indispensables réalisés dans la région et en réduisant la dépendance à l'économie externe. Un tel mouvement permet le renforcement des industries locales et la création d'emploi.



Okitama Self-sufficiency Promotion Organization / Association of Seoul Declaration Japan (ASDJ)

Gouvernement et agence publique

M. Tsutomu Watanabe
Représentant

MODÉRATEUR

URGENCI INTERNATIONAL COMMUNITY SUPPORTED NETWORK

Initiative citoyenne



«Urgenci est le réseau mondial de L'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) et compte environ 1,5 million de producteurs et de consommateurs. L'Agriculture soutenue par la communauté repose sur deux piliers : la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire. Les gouvernements locaux prennent part aux décisions concernant l'utilisation des sols pour assurer la préservation des espaces urbains et péri-urbains où faire pousser des aliments et pour élaborer une politique alimentaire locale et durable. L'ASC favorise également l'inclusion sociale en garantissant l'accès à des produits alimentaires locaux, frais et sains aux populations marginalisées. L'économie solidaire consiste à partager les risques et les bénéfices de la récolte. Le contact direct entre les producteurs et les consommateurs permet de consolider la cohésion sociale et confirme l'ASC comme mouvement social d'autonomisation citoyenne qui rend possible la souveraineté alimentaire à l'échelle locale et l'économie solidaire.»



Mme Judith Hitchman
Présidente

4.2

ATELIER

CIRCUITS COURTS

- 4.2.1 OPTIMISATION DES DÉCHETS : LES MATÉRIAUX RECYCLÉS POUR LA PRODUCTION VESTIMENTAIRE
- 4.2.2 LE CERES : UNE COLLABORATION DURABLE ENTRE UNE ORGANISATION ENVIRONNEMENTALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE (ÉSS) ET UN GOUVERNEMENT LOCAL POUR UN AVENIR DURABLE
- 4.2.3 LA TECHNOLOGIE ET L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE AU SERVICE DE LA PROTECTION DE TERRES AGRICOLES ET DES ENTREPRISES ALIMENTAIRES SOCIALES LOCALES

4.2.1

OPTIMISATION DES DÉCHETS : LES MATÉRIAUX RECYCLÉS POUR LA PRODUCTION VESTIMENTAIRE



Afrique



Éthiopie
Addis-Abeba



La présente initiative réunit une microentreprise sociale, une ONG environnementale et le gouvernement local autour de la fabrication d'éléments de protection à partir de matériaux recyclés (retailles de cuir, de tissu ou de pneus) avec une automatisation minimale pour assurer la sécurité du travail et un programme de santé spécifiques pour les pré-ramasseurs de déchets marginalisés de la ville d'Addis-Abeba. L'initiative a déjà formé 30 chômeurs et jeunes handicapés à cette tâche pour une fabrication initiale et en série de 750 gants, salopettes et chaussures de protection avec un marché potentiel d'approvisionnement auprès de 5 000 pré-ramasseurs de déchets. Le projet a également été pensé de sorte que les jeunes possèdent partiellement des actions dans l'entreprise.



Social Micro enterprise /Serdo Hand-Made Shoe Manufacturing

Entreprise privée ou hybride

M. Belachew Tola
Fondateur et directeur

4.2.2

LE CERES : UNE COLLABORATION DURABLE ENTRE UNE ORGANISATION ENVIRONNEMENTALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE (ÉSS) ET UN GOUVERNEMENT LOCAL POUR UN AVENIR DURABLE



Océanie



Australie
Melbourne



Le CERES (Centre d'éducation et de recherche en stratégies environnementales) est une communauté s'étendant sur quatre hectares et un centre d'accueil à Melbourne, en Australie. Il a été créé par les populations locales sur une décharge réaménagée. Au CERES, les gens se retrouvent pour partager leurs idées sur les manières de bien vivre ensemble et participent directement à la satisfaction durable de leurs besoins d'ordre social et matériel. Par le biais d'entreprises sociales, d'éducation et de formation, d'emploi et d'engagement communautaire, le CERES sensibilise les gens aux problèmes actuels tant à l'échelle locale que mondiale et leur permet de s'inscrire dans la mouvance de la durabilité économique, sociale et environnementale.

Depuis 1982, le CERES est associé au Conseil de la ville de Moreland auquel il loue le terrain, dont il reçoit des financements pour des améliorations apportées aux immobilisations et il se trouve sujet aux règlements locaux. Le CERES est devenu l'un des employeurs principaux de la municipalité et agit en tant que catalyseur de changement social, environnemental et économique. Bien que notre partenariat s'avère coopératif et mutuellement bénéfique, des différences organisationnelles portant sur les objectifs et la culture obligent les deux organisations à s'adapter et à évoluer.



CERES Inc
Organisation d'économie sociale et solidaire
Mme Cinnamon Evans
Présidente directrice générale



Moreland City Council
Gouvernement et agence publique
Mme Laura Lynch
ESD Unit Manager

4.2.3

LA TECHNOLOGIE ET L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE AU SERVICE DE LA PROTECTION DE TERRES AGRICOLES ET DES ENTREPRISES ALIMENTAIRES SOCIALES LOCALES



Amérique du Nord



Canada
Ontario



Le fonds Greenbelt est une branche de la Fondation Greenbelt, une organisation à but non lucratif fondée par le gouvernement de l'Ontario pour protéger les terres agricoles et apporter son soutien à l'économie alimentaire locale de la région. Le fonds Greenbelt soutient aussi bien les entreprises locales que les initiatives communautaires, telle que la plateforme Ontario Fresh. Cette dernière s'avère un outil en ligne efficace permettant à environ 2 700 utilisateurs d'obtenir une meilleure visibilité et un meilleur accès au marché, de raccourcir la chaîne d'approvisionnement, de combler l'écart entre les villes et les campagnes grâce au covoiturage des aliments locaux et à l'augmentation de la production et de la consommation locale de ces aliments. Le vaste processus de consultation et les principales conclusions du projet Ontariofresh V2.0 seront présentés en se concentrant tout particulièrement sur les trois points encore fragiles : la rationalisation, la mise en valeur et l'ajout d'un outil cartographique pour la distribution. Le cabinet Eco-Ethonomics s'engage auprès du fonds Greenbelt sur, entre autres projets, l'expansion planifiée de la plateforme Ontariofresh grâce à un outil hautement innovant pour l'optimisation du commerce interrégional en matière de logistique et de distribution d'aliment local. Ce concept de « RideShare for Local Food » (covoiturage pour une alimentation locale) constitue une innovation technologique qui vise à démocratiser l'économie alimentaire locale et donc à protéger les terres agricoles. Il est mené par le fonds Greenbelt en collaboration avec le gouvernement et une pluralité de partenaires intersectoriels.



Greenbelt Fund

Gouvernement et agence publique

M. Franco Naccarato
Directeur des programmes



Moreland City Council

Private or hybrid enterprise

M. Ryan Turnbull
Founder and President

MODÉRATEUR

CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHE EN OPÉRATIONNALISATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIRODD) Institution académique



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Le Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD) vise à assurer un environnement de recherche synergique pour les chercheurs de disciplines variées qui désirent réaliser des recherches en interdisciplinarité dans le but de produire des connaissances et outils favorisant une transition vers l'économie verte. C'est à dire, une économie qui entraîne une amélioration du bien-être et de l'équité sociale tout en protégeant l'équilibre des écosystèmes.



Mme Laure Waridel

Directrice exécutive

4.3

ATELIER

MISE EN MARCHÉ ET COMMERCIALISATION

- 4.3.1 LE CAPITAL SOCIAL RELAIS : DES PARTENARIATS INTERSECTORIELS DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES SOCIALES DE HONG KONG
- 4.3.2 LE PROJET SOL POUR UNE RESTAURATION SOCIALEMENT RESPONSABLE ET L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE
- 4.3.3 RIO, UNE VILLE DE COMMERCE ÉQUITABLE

4.3.1

LE CAPITAL SOCIAL RELAIS : DES PARTENARIATS INTERSECTORIELS DANS LE SECTEUR DES ENTREPRISES SOCIALES DE HONG KONG



Asie



Hong Kong
Hong Kong



Au fil des ans, le Centre d'affaires des entreprises sociales (SEBC, en anglais) CSS-HSBC de Hong Kong — un partenariat intersectoriel, mais aussi la première entreprise sociale tripartite (SE) de Hong Kong — a mis en œuvre plusieurs projets novateurs avec le gouvernement et le secteur privé. Pour illustrer l'impact et l'efficacité du partenariat intersectoriel dans la promotion de l'innovation sociale, nous présenterons l'expérience de trois projets



The Hong Kong Council of Social Service

Gouvernement et agence publique

M. Anthony Wong

Directeur d'entreprise (Recherche de politiques et mobilisation)

4.3.2

LE PROJET SOL POUR UNE RESTAURATION SOCIALEMENT RESPONSABLE ET L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Projet SOL est une entreprise d'économie sociale créée pour offrir des services alimentaires au sein d'Espace pour la vie, un regroupement d'institutions montréalaises formant ensemble un lieu où la nature et les sciences sont à l'honneur. Elle fût constituée par un consortium de six entreprises du secteur alimentaire, membres du Collectif des entreprises d'insertion du Québec. La moitié des emplois de Projet SOL sont occupés par des personnes qui suivent ou qui ont terminé un parcours d'insertion professionnelle. En résumé, Projet SOL c'est :

- un organisme à but non lucratif
- une entreprise de restauration socialement responsable et soucieuse de l'environnement
- un premier emploi pour les finissants des programmes d'insertion socioprofessionnelle
- un menu santé intégrant des produits locaux, équitables et biologiques.



Projet SOL

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Louis-Simon Larrivée

Chef exécutif



Amérique latine

Brésil
Rio de Janeiro

La campagne visant à faire de Rio une ville équitable cherche à impliquer l'ensemble de la capitale carioca pour la promotion de la consommation de produits sains et durables d'après les principes du commerce équitable. Cette campagne a permis à Rio d'être déclarée ville équitable, devenant ainsi la première capitale d'Amérique latine à être reconnue comme telle. Pour relever ce défi, la campagne devra atteindre cinq objectifs. L'un d'eux consiste à garantir un accès facile aux produits certifiés et durables dans plus de 200 magasins et restaurants.

Au-delà de ces cinq objectifs fondamentaux des villes équitables, Rio a choisi d'ajouter deux objectifs supplémentaires à sa campagne, relevant de programmes qui encouragent les entreprises et les coopératives de l'économie solidaire. Pour ce faire, la ville a mis en œuvre des politiques publiques telles que les marchés cariocas d'économie solidaire et les marchés cariocas bio.



**Secretaria Especial de
Desenvolvimento Econômico
Solidário - Prefeitura da Cidade
do Rio de Janeiro**

Gouvernement et agence publique

Mme Ana Asti

Directrice de l'Économie solidaire et commerce équitable

MODÉRATEUR

CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Organisation d'ÉSS / SSE organization



Amérique du Nord

Québec
Montréal

La Caisse d'économie solidaire est l'institutions financière des entreprises collectives, des mouvements sociaux et des citoyens engagés pour une économie sociale et durable au Québec.

**M. Luc Rabouin**

Directeur Recherche, développement et communications

4.4

ATELIER

PARTAGE DE L'INFORMATION

4.4.1 L'OBSERVATOIRE DE LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

4.4.2 LABORATOIRE D'INTÉGRATION DES INNOVATEURS ET ENTREPRENEURS
SOCIAUX (SIIL)



Europe

France
Besançon

L'initiative vise à développer des outils accessibles aux intervenants pour qu'ils puissent évaluer les besoins de leurs usagers à l'échelle d'un territoire dans le contexte de la transition socio-écologique vers le développement durable et puis, confronter ces besoins avec les services qu'ils proposent sur ce territoire ainsi qu'avec les indicateurs publics territoriaux. Ce processus permettra aux acteurs de définir ensemble des projets concertés pertinents puis en évaluer l'efficacité et l'impact économique, social et environnemental. Un diagnostic a été réalisé auprès d'un échantillon de 400 habitant au niveau de la région de Franche-Comté (qui compte près de 1 200 000 habitants) à titre d'exemple. Un prototype de webmapping a réalisé une cartographie de ces résultats en relation avec les indicateurs publics régionaux. Les innovations méthodologiques et logicielles ont fait l'objet d'un dépôt de brevet. La création d'une scoop assure la pérennité des outils, ainsi que la formation et l'accompagnement des intervenants.



Scop Acokima - MSHE (Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement) Ledoux

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Jean-Jacques Girardot
Consultant co-initiateur



Amérique du Nord

Québec
Montréal

Le Laboratoire d'intégration d'innovateurs sociaux (LIIS) est un observatoire partagé pour l'innovation sociale et l'entrepreneuriat au sein du Quartier de l'Innovation (QI), un écosystème de l'innovation récemment conçu dans le sud-ouest de Montréal. Ce secteur est l'un des plus cosmopolites et dynamiques sur le plan culturel et il se compose aussi de quartiers socio-économiquement défavorisés.

Le LIIS rassemble des chercheurs, des étudiants et des spécialistes pour examiner en profondeur des entreprises sociales innovantes ainsi que les facteurs et les processus qui les vouent à l'échec ou à la réussite. Les universitaires travailleront avec les organisateurs de l'économie sociale locale afin de faciliter la création multidimensionnelle et le transfert de connaissances, sans perdre de vue le but de parvenir à une meilleure compréhension des encouragements destinés à l'innovation sociale et à l'entrepreneuriat.



McGill University
Institution académique

Mme Julie Rijpens
Boursière post-doctorale, Université McGill



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Le CSMO-ÉSAC se positionne comme un partenaire important dans le développement du secteur d'emploi de l'économie sociale et de l'action communautaire. Il travaille à maintenir un rôle important autant dans le secteur de l'économie sociale que dans celui de l'action communautaire. Le CSMO-ÉSAC a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat afin de résoudre les problèmes de main-d'œuvre communs aux entreprises et aux organismes du secteur. Il vise à assurer le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi sur une base sectorielle par la mobilisation et la concertation des principaux acteurs concernés, par une connaissance approfondie du marché du travail et par l'élaboration de stratégies d'action et de formation continue.



Mme Odette Trépanier

Chargée de projet - Communication et relève

4.5

TABLE RONDE

TAILLE ET NIVEAU DU GOUVERNEMENT LOCAL: IMPACT SUR LA COLLABORATION AVEC L'ÉSS

- 4.5.1 LA STRATÉGIE LOCALE DE LA VILLE D'ATHÈNES RELATIVE À L'INNOVATION ET L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL
- 4.5.2 DÉFINIR L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE RÉGIONALE DE LA VILLE DE LIVERPOOL
- 4.5.3 L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE COMME STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS LA MUNICIPALITÉ DE SAO PAULO
- 4.5.4 GOUVERNANCE TERRITORIALE DE L'ÉSS : INFORMATION, PARTICIPATION ET OUTILS D'APPUI AUX PORTEURS DE PROJETS

4.5.1

LA STRATÉGIE LOCALE DE LA VILLE D'ATHÈNES RELATIVE À L'INNOVATION ET L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL



Europe



Grèce
Athènes



La création de partenariats solides d'intégration locale active pour les personnes en situation de pauvreté à haut risque constitue un défi fondamental dans le contexte de crise financière aiguë qui touche la Grèce depuis 2009. Dans ce contexte et avec le soutien de l'Université technologique d'Athènes, la ville d'Athènes a conçu une stratégie locale portant sur l'innovation sociale et l'entrepreneuriat qui introduit de nouvelles valeurs et principes de coopération entre les gouvernements locaux et les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Mise en œuvre depuis 2013, cette initiative a sollicité des commentaires au moyen d'un processus ouvert de consultation publique financé par des ressources nationales et de l'Union européenne. Ce processus a établi un nouveau cadre opérationnel pour le développement de réseaux entre la municipalité et les acteurs de l'ÉSS (notamment les entreprises sociales) dans le cadre de l'intégration sociale, une priorité absolue pour les décideurs de politiques sociales locales, régionales et nationales.



Technology University of Athens

Institution académique

M. Gabriel Amitsis

Professeur-associé de Droit sur la sécurité sociale

4.5.2

DÉFINIR L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE RÉGIONALE DE LA VILLE DE LIVERPOOL



Amérique du Nord



Royaume-Uni
Liverpool



La collaboration entre les académiciens et les professionnels de l'économie sociale de la région et de la ville de Liverpool réunit un grand nombre de personnes des secteurs public et privé dans le but d'y favoriser le développement économique et social en encourageant la production de nouvelles idées, de perspectives alternatives et d'innovation sociale comme source majeure de production de richesse et d'une distribution plus équitable des ressources. Les principaux acteurs de cette initiative sont le réseau d'entreprises sociales, qui travaille en étroite collaboration avec le bureau du maire de la ville de Liverpool, et l'institut Heseltine pour les pratiques et politiques publiques situé à l'Université de Liverpool. Le besoin d'un programme de recherche performatif qui positionne les travailleurs du secteur de l'économie sociale au cœur de l'échange de connaissances, des politiques et des pratiques pour définir l'orientation de l'économie sociale et solidaire de la région et de la ville de Liverpool s'est avéré indispensable pour leur travail.



City of Liverpool / Social Enterprise Network

Gouvernement et agence publique

Mme Rosie Jolly

Conseillère principal en Entreprises sociales et communautaires / Présidente



University of Liverpool

Institution académique

M. Alan Southern

Codirector of the Heseltine Institute for Public Policy and Practice, University of Liverpool

4.5.3

L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE COMME STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS LA MUNICIPALITÉ DE SAO PAULO



Amérique latine



Brésil
São Paulo



Afin de promouvoir l'inclusion et la génération de revenus, la ville de São Paulo a mis en œuvre une stratégie de l'économie solidaire dans la ville grâce à de multiples actions du gouvernement et de partenariat avec les ONG. À ce jour, 3,2 milliards de reais seront investis dans cette stratégie, visant principalement à promouvoir les processus d'incubation et l'accès au marché des entreprises de l'économie solidaire par le biais d'offre de formation et de conseils techniques et professionnels, comme une initiative d'articulation des revenus des programmes et l'utilisation du pouvoir d'achat de l'Etat. En outre, la stratégie couvre l'économie solidaire «Sao Paulo Open Arms» programme de réhabilitation psycho-sociale des personnes en situation de vulnérabilité sociale et abus de substances, proposant un hébergement, de la nourriture et la possibilité de travailler à partir de l'approche de réduction des méfaits.



Secretaria do Desenvolvimento Trabalho e Empreendedorismo - Prefeitura de Sao Paulo

Gouvernement et agence publique

Mme Sandra Inês Faé

Secrétaire adjointe du Département du travail et du développement



Central de Cooperativas y Empresas de Solidaridad UNISOL Brasil

Organisation d'ÉSS

Mme Mariana Baptista Giroto

Solidarity Economy Coordinator

4.5.4

GOVERNANCE TERRITORIALE DE L'ESS : INFORMATION, PARTICIPATION ET OUTILS D'APPUIS AUX PORTEURS DE PROJETS



Afrique



Maroc
Tanger



Développer des outils d'appuis aux porteurs de projets de l'ESS pour améliorer leurs performances et développer l'esprit d'entrepreneuriat. Les interventions sont multiples, disparates et issus de plusieurs institutions. Il s'agit de développer une stratégie territoriale de l'ESS et de développer de la synergie entre les différents intervenants. Plusieurs axes sont développés, notamment :

- La création d'une plateforme régionale de l'ESS réunissant institutions publiques, territoriales, de la société civile, et du secteur privé.
- Le développement de l'information selon deux axes : les porteurs de projet de l'ESS et les organismes porteurs de politiques de l'ESS.

Les bénéficiaires sont pertinents pour améliorer les conditions de vie des porteurs de projets, mais les défis sont présents: confiance, culture, sectorialité et défaut de capacités entrepreneuriales.

L'initiative consistera à présenter le schéma général de ce travail, les étapes de son déroulement, les atouts mobilisés, et les contraintes vécues, ainsi que les résultats atteints.



Région Tanger-Tetouan-Al Hoceima

Gouvernement et agence publique

M. Mohamed Ziad



Amérique latine



Brésil
São Paulo



M. Carlos Freitas
Directeur de programmes

4.6

ATELIER

LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS

- 4.6.1 LE PREMIER FAB LAB IVOIRIEN ET ESPACE POUR LA LIBRE FABRICATION NUMÉRIQUE ET L'UTILISATION DES LOGICIELS LIBRES
- 4.6.2 APPROCHER L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE À L'ÉCONOMIE SOCIALE
- 4.6.3 INTÉGRATION EN LIGNE DES PRODUITS DURABLES DES COOPÉRATIVES ET COMMUNAUTÉS: UNE STRATÉGIE DE SOUTIEN POUR LES PEUPLES, LA PLANÈTE, LA PROSPÉRITÉ ET LA PAIX.
- 4.6.4 FAB LAB + ÉCONOMIE SOCIALE: L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET SOCIALE QUI CRÉE DE LA VALEUR DANS LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET COLLECTIVE

4.6.1

LE PREMIER FAB LAB IVOIRIEN ET ESPACE POUR LA LIBRE FABRICATION NUMÉRIQUE ET L'UTILISATION DES LOGICIELS LIBRES



Afrique



Côte d'Ivoire
Abidjan



Baby Lab, premier Fab Lab Ivoirien inscrit dans le répertoire du MIT (Massachusetts Institute of Technology) et labellisé Territoire de Demain par la fondation éponyme. L'espace est situé à Abobo, une des communes les plus populaires de la Côte d'Ivoire. Dans ce lieu de rencontre et de partage, nous prônons la philosophie d'un modèle de développement qui pourrait aussi partir des quartiers populaires en impliquant la jeunesse et les plus jeunes de 8 à 15 ans. Nous nous donnons la mission de réduire les disparités entre les populations en facilitant l'accès à l'éducation numérique dans les zones défavorisées et encourageant l'innovation dans les conditions de précarité extrême. Nos activités concernent l'initiation au code informatique (langage du 21e siècle), le recyclage des déchets électroniques, promotion de l'open source et les logiciels libres, développement d'idées d'entreprises d'innovation technologique.



Baby Labs

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Guiako Obin

Cofondateur et président Universitat Oberta

4.6.2

APPROCHER L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE À L'ÉCONOMIE SOCIALE



Europe



Espagne
Barcelone



BarCola est un groupe de travail multilatéral de la mairie de Barcelone qui se penche sur la production procommune et l'économie sociale. Il fait partie des organismes qui soutiennent l'initiative Procomuns.net, dont la mission consiste à encourager la production numérique collaborative et les alternatives civiques de l'économie collaborative s'inspirant de l'économie sociale, solidaire et coopérative.

Ces vingt dernières années, nous avons assisté à l'émergence de communautés collaboratives qui, grâce à Internet, ont mis en place des ressources communes et partagées (logiciels ouverts sans frais, informations, outils informatiques, crédit, finances/monnaie, etc.) Plus récemment, nous avons également vu naître des modèles hybrides qui présentent une logique organisatrice relativement similaire — ils se fondent notamment sur des principes de collaboration — tout en privatisant certains aspects. C'est le cas d'Uber et d'Airbnb. Peut-on vraiment parler ici d'économie collaborative ? La question catalyse une série de débats et ouvre des occasions. Tout tourne autour de la façon de conserver la dimension procommune et la transformation sociale au sein de l'économie collaborative (au-delà des approches liées à la création de la valeur, qui se concentrent sur la monétarisation) et de la manière aussi de conserver les nouvelles formes de coopératisme ouvert, entre pairs ou par plateformes.

Dans ce contexte, les principaux objectifs de BarCola consistent à analyser et à évaluer la situation du modèle procommun au sein de l'économie collaborative ; à cartographier des cas d'économie collaborative et des modèles procomuns ; à élaborer des recommandations pour la planification de politiques publiques dans ce domaine ; à faciliter le dialogue entre l'économie sociale et solidaire, d'une part, et la production procommune, d'autre part. Pour en savoir davantage : <http://procomuns.net/en/about-2/>.



BarCola - Procomuns.net

Gouvernement et agence publique

M. Enric Senabre Hidalgo

Dimmons - Groupe de recherche Digital Commons,
Universitat Oberta de Catalunya (UOC)

4.6.3

INTÉGRATION EN LIGNE DES PRODUITS DURABLES DES COOPÉRATIVES ET COMMUNAUTÉS: UNE STRATÉGIE DE SOUTIEN POUR LES PEUPLES, LA PLANÈTE, LA PROSPÉRITÉ ET LA PAIX.



Asie



Philippines
Quezon City



«E-COOP TRADE (e-cooptrade.coop) est une plateforme qui fonctionne comme un marché alternatif destiné aux produits durables élaborés par les coopératives et les communautés des Philippines. La plateforme est conçue pour soutenir ces produits qui ont toujours beaucoup à dire sur les peuples, la planète, la prospérité et la paix (les « 4P »), mais qui n'entrent que rarement sur le marché.

Un partenariat rassemblant l'Autorité du développement coopératif (ADC) des Philippines, la Federation of Peoples' Sustainable Development Cooperative (FPSDC - Fédération des coopératives du développement durable des peuples), la Red Root Multi-Purpose Cooperative (Redroot - Coopérative polyvalente RedRoot) et la coopérative des communautés s'est constitué pour répondre à cette initiative. E-cooptrade vise à encourager la compétitivité du mouvement de coopératives au sein d'un marché mondial en constante évolution. Il met en avant des produits de qualité, des spécialités gastronomiques locales, des produits issus de l'agriculture biologique, des objets artisanaux et bien plus encore.

E-cooptrade.coop est une innovation unique qui attire non seulement les personnes constamment affairées et soucieuses de leur santé, mais aussi celles qui souhaitent contribuer à changer le monde. Acheter sur cette plateforme renforce les économies locales, encourage l'économie solidaire et favorise le type de croissance qui réduit les inégalités sans enfreindre le droit des futures générations à vivre de manière durable.»



Federation of People's Sustainable Development Cooperatives (FPSDC)

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Christie Rowena Plantilla
Président directeur général



Cooperative Development Authority (CDA), Philippine Government

Gouvernement et agence publique

M. Orlando Ravanera
Président

4.6.4

FAB LAB + ÉCONOMIE SOCIALE: L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET SOCIALE QUI CRÉE DE LA VALEUR DANS LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET COLLECTIVE



Amérique latine



Mexique
Puebla



Depuis 2013, l'Université Iberoamericana (Puebla, Mexique), par son initiative d'économie sociale Idit Ibero, a incubé et propulsé plus de 80 entreprises et collectifs d'économie sociale situés pour la plupart dans des zones pauvres ou vulnérables. Comment ? En leur procurant des outils de développement technologique et en leur donnant les moyens d'innover. Par notre initiative, nous montrons que si elle suit les principes de l'économie sociale, l'innovation sociale et technologique stimule et soutient ces entreprises et ces collectifs tout en venant en aide aux personnes qui les animent en répondant à leurs besoins individuels et collectifs. Le Fab Lab Puebla, partenaire de ce projet, a été un acteur de premier plan dans cette initiative en contribuant à l'aspect novateur des produits et des processus conçus par les entreprises et collectifs participants. Plus précisément, l'organisme a doté les entrepreneurs d'outils technologiques et de méthodes qui leur ont permis d'innover, ce qui a fait croître leurs ventes et leurs revenus. Le collectif Analco et l'atelier Fabricación Digital e Innovación sont des exemples de réussite de mise en oeuvre du modèle entrepreneurial associatif.



Incubadora Idit Ibero - Universidad Iberoamericana Puebla

Institution académique

Mme Elia Maria Irigoyen García
Coordinadora Incubadora Idit Ibero



M. Franck Nlemba
Directeur du contenu

4.7

GROUPE DE TRAVAIL

JEUNES

ENTREPRENEURS

ET ÉSS



L'importance de la place des jeunes sur le marché du travail et, plus largement, la reconnaissance de leur rôle comme acteurs économiques et sociaux sont des enjeux partagés sur tous les continents. L'entrepreneuriat collectif permet une prise en charge collective de besoins locaux tout en créant des emplois et en pérennisant la vitalité économique, sociale et culturelle des communautés. Comment les institutions publiques et les réseaux économiques existants peuvent-ils soutenir la création d'emplois chez les jeunes par l'entrepreneuriat collectif ? Lors de ce groupe de travail, nous souhaitons illustrer les avantages de l'entrepreneuriat collectif comme levier de création d'emploi et de développement d'une communauté et créer un dialogue entre entrepreneurs et acteurs économiques pour lever les obstacles qui peuvent demeurer à une adoption large de ce modèle.



Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale

4.8

GROUPE DE TRAVAIL

DÉFINIR ET

QUANTIFIER L'ÉSS



La construction de statistiques en économie sociale et solidaire (ÉSS) pose de nombreux défis qui sont propres à chaque système institutionnel. Ainsi, dans certains pays, des avancées significatives ont déjà été réalisées en matière de collecte de données, tandis que d'autres régions ne sont pas encore parvenues à circonscrire leur champ d'études. Les débats entourant la définition de l'ÉSS sont effectivement encore loin d'être réglés, et les enjeux posés, en termes de reconnaissance politique notamment, ne doivent pas être sous-estimés. Malgré tout, est-il possible d'aller de l'avant avec la mise en place de système de collecte de données sur l'ÉSS qui permettront à la fois d'offrir une base empirique aux débats sans pour autant diluer l'apport particulier, la capacité d'innovation et la dimension sociale de ces entreprises? Ce groupe de travail tentera d'éclairer la question en offrant un lieu d'échange aux chercheurs et praticiens du domaine qui pourront ainsi partager leurs nombreuses expériences et faire progresser ce dossier.



Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)

Organisation d'économie sociale et solidaire

5.1

ATELIER

PARTENARIATS INNOVANTS AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

- 5.1.1 LA LAITERIE DE L'OUTAOUAIS, UN MODÈLE HYBRIDE PRIVÉ/ÉCONOMIE SOCIALE AU SERVICE D'UN PROJET PHARE EN RÉGION.
- 5.1.2 LANTEGI BATUAK, L'ENTREPRISE SOCIALE QUI TRANSFORME LES BESOINS DU MARCHÉ ET DES ENTREPRISES EN OPORTUNITÉS POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE BILBAO
- 5.1.3 COLLABORATION ENTRE LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET LES SYNDICATS À LA CRÉATION D'ENTREPRISE

5.1.1

LA LAITERIE DE L'OUTAOUAIS, UN MODÈLE HYBRIDE PRIVÉ/ÉCONOMIE SOCIALE AU SERVICE D'UN PROJET PHARE EN RÉGION.



Amérique du Nord



Québec
Gatineau



Réagissant à la fermeture de sa laiterie régionale, un comité de relance réalise une mobilisation régionale sans précédent qui conduit à la création d'une nouvelle entreprise constituée d'entrepreneurs privés en partenariat avec deux nouvelles coopératives, une réunissant des consommateurs et l'autre regroupant les travailleurs de l'entreprise. La Laiterie de l'Outaouais est l'histoire d'un succès de mobilisation citoyenne en faveur de la consommation des produits locaux et de la mise sur pied d'un modèle innovateur d'entreprise reposant sur un partenariat entre le secteur privé et l'économie sociale.



Cooperative de Développement Regional (CDR) de l'Outaouais- Laurentides

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mr. Patrick Duguay
Director General

5.1.2

LANTEGI BATUAK, L'ENTREPRISE SOCIALE QUI TRANSFORME LES BESOINS DU MARCHÉ ET DES ENTREPRISES EN OPORTUNITÉS POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE BILBAO



Europe



Espagne
Loiu



«Lantegi Batuak est une entreprise sociale au statut de fondation créée en 1983 par Gorabide, l'association de familles et personnes souffrant d'un handicap intellectuel. Aujourd'hui, plus de 3 000 personnes travaillent à Lantegi Batuak (dont 85 % de personnes handicapées) et une personne handicapée sur trois vit à Bilbao. Elle est présente dans le secteur de la sous-traitance, avec plus de mille clients privés et publics provenant de secteurs d'activité diversifiés (industriel et de services). Lantegi Batuak fonde sa gestion sur des valeurs reposant sur les personnes, leur participation, l'économie sociale, la durabilité, l'innovation et la recherche de l'excellente en matière de gestion. Au cours des sept dernières années, en plein contexte de récession économique et de crise (2009-2015), plus de 500 nouveaux postes de travail ont été créés pour des personnes handicapées en collaboration avec le tissu des entreprises et des administrations publiques tel que la mairie de Bilbao.»



Lantegi Batuak Fundazioa

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Txema Franco Barros
Directeur général



Asie



Japon
Oosaka prefecture



Des producteurs de béton prêt à l'emploi de la région de Kinki au Japon ont constitué une fédération de petites entreprises coopératives qui rassemble des professionnels de différents secteurs et des travailleurs issus de 242 entreprises dans le but d'obtenir des conditions justes auprès des quelques compagnies du ciment qui dominent l'industrie japonaise. L'une des particularités de cette fédération réside dans son mode opératoire solidaire avec le syndicat de l'industrie de la construction. Dans ce système, les coopératives peuvent honorer des commandes et accéder au marché, mais aussi répondre à de plus grandes commandes ensemble et tirer parti de la commercialisation en commun. En outre, les travailleurs sont mieux payés, la qualité de la gestion s'en trouve améliorée, les normes de sécurité se sont accrues à l'instar de la qualité des marchandises produites.



**Co-operative Federation for liquid concrete making and delivery
Kinki Region / Association of Seoul Declaration Japan (ASDJ)**

Organisation d'ÉSS

Mr. Yukinobu Masuda
Directeur général

MODÉRATEUR

ESPACE QUÉBÉCOIS DE CONCERTATION SUR LES PRATIQUES D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE (ECPAR)

Organisation d'ÉSS



Amérique du Nord



Québec



Ms. Anne-Marie Saulnier
Directrice

5.2

ATELIER

LE « COMMUN »

5.2.1 CO-BOLOGNE | LA VILLE COLLABORATIVE : LE COLLECTIF COMME MÉTHODOLOGIE TRANSVERSALE POUR DIRIGER UNE VILLE

5.2.2 LA GRAINOTHÈQUE OU LA BIBLIOTHÈQUE DES SEMENCES ET DES PRODUITS AGRICOLES - ABSENT

5.2.3 UNE BIBLIOTHÈQUE D'OUTILS, AU-DELÀ DES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES

5.2.4 BARCOLA - PROCOMUNS.NET



Europe


 Italie
Bologne - Rome


« Bologne synonyme de collaboration — Vers une Bologne collective » représente une politique publique conçue pour soutenir des projets de démocratie locaux et renforcer les liens entre l'Hôtel de Ville et la communauté locale dans son ensemble. Lancée par la ville de Bologne durant les célébrations de la Collaboration civique en mai 2015, elle met en place des réglementations permettant la collaboration publique pour toutes les questions portant sur les communs urbains. « Bologne synonyme de collaboration — Vers une Bologne collective » vise à faire du collectif urbain une méthodologie transversale pour diriger la ville depuis une perspective sociale, économique et institutionnelle. Dernièrement, le processus cherche à créer une alliance stable entre le public, le privé et la communauté ou le collectif encouragé à concevoir les principes d'une gouvernance locale et urbaine polycentrique, partagée, collaborative et coopérative.



City of Bologna and LUISS LabGov

Gouvernement et agence publique

M. Christian Iaione

Professeur de Droit public, Directeur du projet CO-Bologna, co-directeur de LUISS LabGov



Afrique


 Côte d'Ivoire
Man


La Grainothèque est la première bibliothèque communautaire agricole en Côte d'Ivoire. Véritable outil au service des agriculteurs, elle met à la disposition de ses usagers des semences de qualité et une chambre froide solaire (banque de produits agricoles) pour la conservation des céréales et des vivriers post récolte. Elle offre également un espace de travail collaboratif et des kits d'information et de formation en technique agricole. La Grainothèque est un espace unique en son genre qui permet aux agriculteurs en zone rurale qui n'ont pas reçu de formation initiale de se former, de renforcer leurs compétences, leur capacité de production et trouver collectivement des réponses aux problèmes qu'ils rencontrent quotidiennement. Bibliothèques de demain, notre grainothèque offre plus qu'une simple collection de livres, un lieu de transmission de savoirs ouverts à tous et donne à chaque usager libre accès inclusif aux nouveaux instruments pour booster son activité et améliorer sa condition sociale. La grainothèque est donc un outil de lutte contre les inégalités, l'exode rurale, la migration massive des jeunes et un levier de transformation sociale.



Ayihalo

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Daniel Oulai

Cofondateur et responsable de programme



Amérique du Nord

Canada
Toronto

Les bibliothèques publiques doivent adapter leurs offres de services si elles veulent survivre au XXI^e siècle. Bonne nouvelle toutefois : le plus dur est fait puisqu'elles disposent d'un excellent emplacement, d'un personnel qualifié et d'une certaine notoriété. La difficulté réside dans le fait que la plupart de leurs inventaires sont dépassés par la prépondérance croissante des livres numériques, le visionnage en ligne de musique et de films ainsi que l'accès à l'information en général au moyen d'Internet. Les bibliothèques d'aujourd'hui doivent donc diversifier leurs offres et commencer à transformer leurs espaces pour y inclure toute une gamme de produits ne pouvant pas être obtenue numériquement. De la location d'outils ou d'équipement sportif à la proposition d'ateliers ou de laboratoires ouverts innovants, de nombreuses bibliothèques ont déjà amorcé cette transition. Apprenez en plus sur le futur des bibliothèques et comment réaliser cette transition vers une société plus ouverte sur le partage.

**Toronto Tool Library and Sharing Depot**

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Sheetal Lodhia

Membre du Conseil - Directrice générale du Institute for the Public Life of Art and Ideas (IPLAI), Université McGill



Europe

Espagne
Barcelone**BarCola - Procomuns.net**

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Enric Senabre

Dimmons - Grupo de Investigación Digital Commons, Universitat Oberta de Catalunya (UOC)



Remix Biens Communs est un espace ouvert et interculturel de partage, de co-création et de remix de documents sur les biens communs. Remix Biens Communs appuie des projets de production, d'animation et de diffusion sur les biens communs.



M. Alain Ambrosi

Apprenti utopiste

5.3

ATELIER

ÉSS ET SERVICES SOCIAUX

- 5.3.1 SERVICE DE SANTÉ MUTUELLE : UN SYSTÈME QUI ENCOURAGE LA CONSTRUCTION DE COMMUNAUTÉS SAINES
- 5.3.2 LA PURIFICATION DE L'EAU POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES ET POUR LA PRÉVENTION DES MALADIES - ABSENT
- 5.3.3 IDENTIFICATION, ÉMERGENCE ET PRISE EN CHARGE DES VICTIMES DE TRAFIC HUMAIN POUR LE TRAVAIL.
- 5.3.3 CINQ CAS DE COLLABORATION ENTRE UNE COOPÉRATIVE DE CONSOMMATEURS ET UN GOUVERNEMENT LOCAL POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES LOCALES DE SANTÉ

5.3.1

CO-BOLOGNE | LA VILLE COLLABORATIVE : LE COLLECTIF COMME MÉTHODOLOGIE TRANSVERSALE POUR DIRIGER UNE VILLE



Amérique latine



Argentine
Buenos Aires



Cette expérience de réseau du Premier niveau d'assistance de santé provient d'une entité de l'économie sociale et solidaire d'Argentine. Elle présente les bonnes pratiques développées par l'Association mutuelle de protection familiale d'Argentine concernant la création de réseaux et leur intégration au système de santé au moyen de la formulation et de la mise en œuvre de modèles d'assistance basés sur l'Assistance primaire renouvelée. Elle démontre par ailleurs que le système mutuel, par sa nature solidaire et sa structure à but non lucratif, s'avère le moyen le plus rationnel, approprié et sûr de canaliser l'assistance précoce en matière de santé, étendant la portée de la médecine aux secteurs les plus marginalisés et fondant sa réussite sur la durabilité, l'autofinancement, l'organisation démocratique et l'interaction avec d'autres organisations.



Asociación Mutual de Protección Familiar - AMPF

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Cristian Omar Panelli
Gérante administrative de la santé

5.3.2

LA PURIFICATION DE L'EAU POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES ET POUR LA PRÉVENTION DES MALADIES - ABSENT



Afrique



Sierra Leone
Koidu



Cette initiative consiste à éradiquer la pauvreté en créant des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes en situation de vulnérabilité tout en prévenant l'apparition de maladies causées par la consommation d'eau contaminée. En impliquant les femmes et les jeunes dans le processus de purification de l'eau et dans sa production pour une consommation locale et pour sa vente sur le marché de l'eau non contaminée, l'initiative contribue à la bonne santé des communautés au sein et autour de la ville.



Koidu New Sembahun City Council

Gouvernement et agence publique

M. Emerson Lamina
Maire

5.3.3

IDENTIFICATION, ÉMERGENCE ET PRISE EN CHARGE DES VICTIMES DE TRAFIC HUMAIN POUR LE TRAVAIL



Europe



Italie
Rome



Parsec Cooperativa est un organisme sans but lucratif engagé dans la lutte contre le trafic humain et dans le soutien aux victimes d'exploitation sexuelle et d'exploitation par le travail.

En 2006, grâce au financement de la Présidence du Conseil des ministres (ministère de l'Équité), Parsec a réalisé la première étude sur le phénomène de l'exploitation sévère par le travail dans la région de Lazio et a mené des interventions en partenariat avec d'autres organismes sans but lucratif.

Désormais, les interventions sont menées avec le concours d'un vaste réseau d'entités publiques (région de Lazio, province de Rome, établissements de santé, etc.) et privées (OSC, syndicats, établissements de formation et autres) qui travaillent en synergie afin d'offrir aux bénéficiaires l'hébergement, l'aide médicale, l'aide psychologique, la formation, le service-conseil et l'aide à l'emploi.



Cooperative sociale Parsec

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Federica Dolente
Présidente

5.3.4

CINQ CAS DE COLLABORATION ENTRE UNE COOPÉRATIVE DE CONSOMMATEURS ET UN GOUVERNEMENT LOCAL POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES LOCALES DE SANTÉ



Asie



Japon
Chiba Prefecture



La coopérative de consommateurs Pal-System de Chiba s'efforce d'améliorer la sécurité alimentaire, le soin apporté aux enfants et aux personnes âgées ainsi que les conditions de vie en général de ses membres depuis sa création en 1975. Récemment, des membres ont évoqué la possibilité d'utiliser ces expériences et ressources accumulées par la coopérative pour faire face aux problèmes rencontrés par la société japonaise dans le domaine de la protection sociale, poussant ainsi la coopérative à entreprendre de nouvelles actions sur ce front. La présentation se concentrera sur cinq de ces activités.



Pal-system consumer cooperative in Chiba Prefecture / Association of Seoul Declaration Japan (ASDJ)

Social and solidarity economy organization

M. Kenzo Taira
Représentant



Amérique du Nord



Québec
Montréal



La Caisse d'économie solidaire Desjardins est la principale coopérative d'épargne et de crédit du Québec dédiée au développement des entreprises d'économie sociale et solidaire, à la finance socialement responsable et à la promotion de l'économie sociale et solidaire au Québec et dans le monde. Réseautée aux institutions de développement économique du Carrefour financier solidaire (Fondaction, Filaction, MCE Conseils, etc.) La Caisse d'économie solidaire Desjardins noue des partenariats avec les autres fonds de développement de l'économie sociale et solidaire (RISQ, Fiducie du Chantier, Fonds régionaux, les Fonds gouvernementaux, etc.)

Liée au Mouvement Desjardins, la Caisse d'économie solidaire Desjardins jouit d'une sécurité et d'une profondeur d'action avantageuse pour ses membres et ses alliés.



M. Gérald Larose

Président

5.4

ATELIER

HABITATION

- 5.4.1 RÉCUPÉRATION D'ESPACES PUBLICS POUR L'HABITAT DU BIEN VIVRE PAR LA FORMULE COOPÉRATIVE
- 5.4.2 L'HABITATION COMMUNAUTAIRE ET LES GROUPES DE RESSOURCES TECHNIQUES, UN MODÈLE D'ÉCONOMIE SOCIALE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT DES VILLES
- 5.4.3 LES ARRIÉRÉS HYPOTHÉCAIRES OU COMMENT ÉVITER DE PERDRE SON LOGEMENT TOUT EN AMÉLIORANT SON EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

5.4.1

RÉCUPÉRATION D'ESPACES PUBLICS POUR L'HABITAT DU BIEN VIVRE PAR LA FORMULE COOPÉRATIVE



Amérique latine



Équateur
Quito



La Coopérative de logement Alliance solidaire a, pendant 23 ans, apporté des solutions de logement en créant de l'habitat, de l'espace public et des communautés solidaires, participatives et auto-gérées dans le respect de la nature. 428 familles ont ainsi reçu des parcelles de terrain et 6 ensembles de logements ont vu le jour qui accueillent 600 familles. Nous sommes situés dans le sud du district métropolitain de Quito, nos actions ont contribué à générer une politique publique sectionnelle. Nous travaillons par le biais d'accords de coopération avec le District métropolitain de Quito, le gouvernement régional de Pichincha, des universités, des ONG et surtout la communauté dont nous faisons partie au travers de 350 d'actions collectives à des fins sociales appelées « mingas ». L'essor, la présence et le travail des femmes méritent une mention spéciale, étant donné que leur implication a permis de former des dirigeantes qui agissent actuellement à l'échelle du district et de la communauté de zone territoriale. Dans notre organisation, la mise en pratique des valeurs et des principes coopératifs s'incarne dans des actions et des méthodologies qui guident notre travail quotidien.



Cooperativa de Vivienda Alianza Solidaria

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Sandra Lopez Giler
Vice-présidente

5.4.2

L'HABITATION COMMUNAUTAIRE ET LES GROUPES DE RESSOURCES TECHNIQUES, UN MODÈLE D'ÉCONOMIE SOCIALE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT DES VILLES



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Le Québec détient un modèle unique et innovant d'immobilier et d'habitation communautaire qui apporte une solution pérenne au problème d'accès au logement pour les ménages moins fortunés, tout en contribuant de façon tangible à relever les défis de développement urbain auxquels font face les villes et les grandes métropoles. Portées par des organisations d'économie sociale (groupes de ressources techniques, coopératives et organismes à but non lucratif d'habitation) en partenariat avec les administrations publiques locales et nationales, les interventions en immobilier communautaire s'inscrivent dans une approche intégrée de développement urbain, englobant les enjeux d'inclusion et de mixité sociales, de revitalisation des quartiers, de mise en valeur du patrimoine bâti et de développement durable. À travers une multitude de projets de coopératives d'habitation, de logements à but non lucratif, d'espaces et de bâtiments communautaires, ces infrastructures collectives génèrent des impacts sociaux et économiques majeurs dans les collectivités où elle s'implantent.



Association des groupes de ressources techniques du Québec

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Edith Cyr
Présidente



Ville de Montréal

Gouvernement et agence publique

M. Russell Copeman

Responsable de l'habitation, de l'urbanisme, de la gestion et de la planification immobilière et de l'Office de consultation publique de Montréal

LES ARRIÉRÉS HYPOTHÉCAIRES OU COMMENT ÉVITER DE PERDRE SON LOGEMENT TOUT EN AMÉLIORANT SON EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE



Europe

Irlande
Cork

Le projet CHA Mortgage to Rent (Hypothèque à louer de l'Association d'habitation Carbery, CHA en anglais) permet à l'association d'acheter des maisons dont les résidents doivent des arriérés de loyer et ne disposent plus d'aucune possibilité de restructuration de prêts ou de se déclarer en faillite en raison de faibles revenus ou de dépendance sociale. CHA se propose d'acheter ces maisons afin d'éviter leur saisie ou la perte de logement de leurs résidents. Après l'achat, l'association proposera des logements pérennes au loyer recommandé par le Conseil, prendra en charge toutes les réparations nécessaires et réaménagera entièrement les maisons pour une meilleure efficacité énergétique. Les résidents conserveront la possibilité d'acheter les propriétés pendant une période de cinq ans. CHA s'engagera sur le long terme à gérer et à maintenir les propriétés en encourageant ses locataires à devenir membres de l'association et à participer pleinement à sa gestion et au développement d'initiatives communautaires pour améliorer les maisons et élargir la portée de CHA.



Carbery Housing Association Ltd.

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Jose Ospina

Secrétaire

MODÉRATEUR

TERRITOIRES INNOVANTS EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (TIESS)

Organisation d'économie sociale et solidaire



Amérique du Nord

Québec
Montréal

Le TIESS est un organisme de liaison et de transfert en innovation sociale (OLTIS) reconnu par le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI).

Le TIESS regroupe de nombreux acteurs de l'économie sociale et solidaire et du développement territorial de même que des centres de recherche, des universités et des collèges. Il repère, inventorie, éclaire et systématise les innovations expérimentées par les entreprises et les organisations de l'économie sociale afin d'en favoriser la diffusion et l'appropriation. Il permet de réaliser un transfert de connaissances pratiques et théoriques coproduites par les praticiens et les chercheurs et contribue au développement des territoires au Québec.

Les mandats du TIESS sont la liaison, la veille et le transfert.



Mme Vanessa Sorin

Chargée de projet, obligations
communautaires

5.5

ATELIER

LE RÔLE DE LA CULTURE POUR LA DYNAMISATION DES QUARTIERS

- 5.5.1 DES ESPACES DE TRAVAIL QUI FAVORISENT LA CARRIÈRE DES ARTISTES ET APPORTENT DE LA VALEUR À LEUR COMMUNAUTÉ
- 5.5.2 UN COLLECTIF PLURIDISCIPLINAIRE QUI ORGANISE ET DÉVELOPPE DES ESPACES DE VIE, DE CRÉATION ET D'ACTIVITÉS PARTAGÉES
- 5.5.3 AMÉNAGER UNE PLACE POUR LA CRÉATIVITÉ ET LES COMMUNAUTÉS EN TRANSITION
- 5.5.4 CONSTRUIRE DES COMMUNITÉS PLUS FORTES GRÂCE À L'ART
- 5.5.5 AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ARTISTES VISUELS
- 5.5.6 DONNER AUX ARTISTES DES ESPACES POUR CRÉER
- 5.5.7 CRÉER DES SYNERGIES ENTRE CRÉATEURS ET COMMUNAUTÉS LOCALES

5.5.1

DES ESPACES DE TRAVAIL QUI FAVORISENT LA CARRIÈRE DES ARTISTES ET APPORTENT DE LA VALEUR À LEUR COMMUNAUTÉ



Europe



Royaume-Uni
Londres



La mise à disposition d'espaces de travail créatifs et abordables pour un grand nombre d'artistes, de créateurs, de stylistes se trouve au cœur des actions de Bow Arts, une association caritative d'enseignement artistique de l'Est londonien. Ils disposent d'ateliers d'artistes, dirigent un programme d'enseignement et gèrent The Nunnery, une galerie d'art contemporain du quartier de Bow. Leurs espaces de travail créatifs sont conçus pour être à la fois le siège du travail des professionnels de la création, le lieu de rencontre avec d'autres artistes et le catalyseur d'opportunités étant donné leur présence dans cet environnement d'accompagnement actif. Tenant compte des besoins et de l'économie des jeunes diplômés et des artistes émergents en début de carrière, ils mettent des ateliers d'artistes et des logements à leur disposition. Leur philosophie consiste à créer des espaces de travail qui accompagnent la carrière des artistes et ajoutent de la valeur aux communautés où ils se trouvent et ils accueillent les artistes et créateurs qui souhaitent faire partie de cette communauté Bow Arts grandissante.



Bow arts

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Marcel Baettig

Président directeur général

5.5.2

UN COLLECTIF PLURIDISCIPLINAIRE QUI ORGANISE ET DÉVELOPPE DES ESPACES DE VIE, DE CRÉATION ET D'ACTIVITÉS PARTAGÉES



Europe



France
Paris



Constatant à Paris le manque d'espace de travail disponible et abordable pour la jeune création et les associations, le Collectif Curry Vavart mène une activité nomade: son projet repose sur la possibilité temporaire d'occuper des espaces désaffectés en attente de réhabilitation afin d'y développer des initiatives artistiques et associatives. Une convention d'occupation précaire lie l'Association à un propriétaire privé ou public et définit le cadre légal de l'occupation. Les opportunités étant peu nombreuses, et le foncier parisien, rare et cher, le Collectif Curry Vavart a d'abord développé ses projets en squattant – c'est-à-dire, en occupant sans droit ni titre - des espaces industriels désaffectés depuis plusieurs années. Ces activités ont toujours été accompagnées d'une volonté légale. L'année 2011 représente un tournant pour le collectif, plusieurs partenaires accordent leur confiance au projet. Deux sites font l'objet d'une convention d'occupation précaire, jusqu'à leur réhabilitation, dans le 18e avec la SNCF et dans le 20e avec la Mairie de Paris.



Collectif Curry Vavart

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Vincent Prieur

Représentant

5.5.3

AMÉNAGER UNE PLACE POUR LA CRÉATIVITÉ ET LES COMMUNAUTÉS EN TRANSITION



Amérique du Nord



Canada
Toronto



Depuis ses débuts en 1986, Artscape travaille à l'implantation d'espaces créatifs, une pratique qui exploite le pouvoir de l'art, de la culture et de la créativité pour catalyser le changement, la croissance et la transformation au sein des communautés. Artscape relève ce défi en développant et en gérant dix établissements culturels uniques — notamment des centres culturels communautaires, des espaces créatifs pluriels et des projets de travail et d'artistes —, mais aussi en proposant des programmes et des services qui créent les conditions nécessaires à l'épanouissement des artistes. 116 organisations et plus de 2 300 personnes travaillent ou vivent dans ces bâtiments. Trente-deux lieux publics vibrent de l'énergie de plus de 247 000 personnes qui participent aux expositions et aux performances annuelles sans oublier les milliers d'autres qui contribuent à nos programmes, à nos activités organisées par les locataires et aux événements à l'échelle de la ville. Chaque année, nous apportons une pléthore de bénéfices, notamment des millions d'économies réalisés pour la communauté. Artscape se situe à Toronto et à Vancouver au Canada.



Artscape

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Pru Robey

Vice-président et Directeur de laboratoire

5.5.4

CONSTRUIRE DES COMMUNITÉS PLUS FORTES GRÂCE À L'ART



Amérique du Nord



États-Unis
Minneapolis



La mission d'Artspace est de créer, promouvoir et préserver des espaces abordables pour les artistes et organismes artistiques. Cette mission se concrétise au travers des actions de développement de projets, de gestion immobilière, de services de consultation, et d'activités communautaires pour artistes et organismes artistiques de toutes les disciplines et cultures. En créant ces projets, Artspace soutient les carrières professionnelles des artistes, et améliore la vitalité culturelle et économique des communautés environnantes.



Artspace

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Teri Deaver

Vice-présidente expertise et partenariats stratégiques



Europe

Finlande
Helsinki

L'Association des artistes de la Finlande (AAF) a créé la Fondation des ateliers d'artistes en 1990 pour prendre en charge les opérations immobilières de l'Association. Le but de la Fondation finlandaise des ateliers d'artistes est de sécuriser et de louer des espaces de travail et des ateliers pour les artistes visuels à un prix abordable et de soutenir ainsi l'amélioration de leurs conditions de travail.

**Finnish Artists Studio Foundation**

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Riikka Suomi-Chande

Coordonnatrice



Amérique du Nord

États-Unis
New York

Chashama crée des partenariats avec des propriétaires immobiliers pour offrir des lieux de travail et de diffusion à des artistes dans des espaces vacants. Depuis 1995, Chashama a revitalisé plus de 80 propriétés, et ainsi offert des services à plus de 12 000 artistes. Chashama permet aux artistes à tout stade de leur carrière de bénéficier d'espace abordable pour vivre, créer et présenter. Chashama contribue ainsi à proposer une offre de programmation artistique à un public de tous âges et horizons en présentant chaque année plus de 130 événements gratuits et publics dans divers quartiers de New York.

**Chashama**

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Anita Durst

Directrice artistique



Europe

Belgique
Molenbeek-Saint-Jean

La Vallée a pour objectif de réunir une diversité d'acteurs et de compétences variées afin de favoriser l'émulation d'idées, la mutualisation des compétences, des espaces, du savoir-faire, et du matériel ainsi que l'augmentation d'opportunités de collaboration. Le travail en partenariat et le caractère humain et participatif du projet sont des valeurs phares de LaVallée.

**LaVallée (SMart)**

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Pierre Pevée
Coordinateur

MODÉRATEUR

ATELIERS CRÉATIFS MONTRÉAL

Organisation d'économie sociale et solidaire



Amérique du Nord

Québec
Montréal

Alors que les artistes contribuent fortement au dynamisme de développement des villes à l'échelle locale et micro-locale (quartiers), leur présence y est de plus en plus fragilisée, notamment du fait d'opérations de redéveloppement urbain. D'où la volonté de plusieurs villes, dont Montréal, de se saisir de ces enjeux et d'agir concrètement pour pérenniser des espaces création abordables. Les enjeux principaux de ce secteur d'activité sont de mener des collaborations avec les différents échelons de l'administration publique ainsi qu'avec le secteur privé pour sécuriser des projets immobiliers sur le long terme pour ce public. Ainsi, la vision et les modèles d'affaires d'Ateliers créatifs Montréal, promoteur immobilier à but non lucratif, privilégient des partenariats publics/privés et une mixité des usages afin de mettre en place des projets immobiliers structurants pour le développement local. Les expériences de Toronto et Londres permettront de partager les modèles et outils développés dans d'autres contextes urbains.

**M. Gilles Renaud**
Directeur général

5.6

TABLE RONDE

LA VILLE QUE NOUS CHERCHONS (CADRE JURIDIQUE, FORME URBAINE, UTILISATION DES ESPACES)

5.6.1 PLANIFICATION URBAINE POUR DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES

5.6.2 LE DÉVELOPPEMENT PAR LE MOUVEMENT APPLIQUÉ À LA
TRANSFORMATION URBAINE

5.6.3 UNE PLATEFORME MONDIALE ET UN CALENDRIER COMMUN POUR LA
SOCIÉTÉ CIVILE, LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES DIFFÉRENTS
NIVEAUX DE GOUVERNEMENTS

5.6.4 PREMIÈRE MUNICIPALITÉ DU BIEN COMMUN



Amérique du Nord

Québec
Montréal

L'Enclume est un atelier où sont forgés des projets de valorisation territoriale en partenariat avec les communautés et les acteurs locaux. Les projets développés s'inscrivent dans une volonté et un processus d'amélioration des milieux de vie et d'empowerment des collectivités à travers une valorisation de l'identité et de la culture locale.

**L'Enclume**

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Karl Dorais Kinkaid
Urbaniste

Europe

Royaume-Uni
Londres

La compréhension traditionnelle de la croissance et de la régénération n'ont pas profité à tous les éléments de la société. Nous désirons renverser la tendance qui favorise la croissance des inégalités en recourant aux actifs des lieux et des collectivités. Cette conférence présente une nouvelle façon de faire qui entend stimuler la croissance et la régénération urbaines par l'entremise de l'innovation sociale fondée sur le mouvement.

Les programmes de transformation urbaine Amplify de la Michael Young Foundation (Royaume-Uni) sont créés sur mesure afin de tenir compte de la dimension culturelle de chaque contexte, tout en étant conçus et mis en place en collaboration avec les gens qui connaissent le mieux le milieu. Ils reposent habituellement sur les éléments suivants : recherches ethnographiques dirigées par les gens de l'endroit, engagement communautaire, création de partenariats, développement par le mouvement et renforcement des capacités par des ateliers sur mesure (destinés aux entrepreneurs, aux activistes et aux entreprises), et développement des capacités et de la résilience des collectivités pour favoriser la découverte, le développement, le déploiement et l'essaimage des innovations issues de la collectivité. Cette conférence présentera aussi les détails de l'initiative Amplifier Montreal.

**The Young Foundation**

Organisation d'économie sociale et solidaire

M. Gorka Espiau
Directeur de l'innovation des villes et des régions

5.6.3

UNE PLATEFORME MONDIALE ET UN CALENDRIER COMMUN POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE, LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE GOUVERNEMENTS



Amérique latine



Mexique
Mexico



L'objectif principal de la plateforme mondiale pour le droit à la ville (PMDV) réside dans la reconnaissance et l'intégration du cadre du droit à la ville (DV) par les calendriers mondiaux relatifs à l'urbain et de l'habitat et par les politiques locales et nationales. Nous y parviendrons en élargissant le réseau DV, en consolidant les électeurs et en définissant des normes par le biais d'une plateforme internationale plurilatérale. Cette plateforme s'applique à faciliter la participation des différents acteurs du développement des politiques d'habitat à l'échelle internationale, régionale et nationale. Son forum ouvert rassemblant de multiples secteurs d'activités autour des questions du droit à la ville garantit :

1. l'échange général et régulier d'informations, d'analyses et d'expériences
2. le renforcement des capacités des acteurs pertinents
3. l'élaboration de positions communes pour agir à plusieurs niveaux sur les politiques et les gouvernements
4. l'organisation d'un réseau international, national et régional et d'événements de sensibilisation.



Habitat International Coalition (HIC)

Organisation d'économie sociale et solidaire

Mme Lorena Zarate

Représentante de HIC, membre de la Plataforma por el derecho a la ciudad

5.6.4

PREMIÈRE MUNICIPALITÉ DU BIEN COMMUN



Europe



Espagne
Miranda de Azán



«Avec la mise en œuvre progressive de l'économie du bien commun à Miranda d'Azán, un changement dans le modèle politique municipal et une transformation sociale à l'échelle de la communauté s'opèrent. Les principales modifications s'observent dans la mise en œuvre de mesures de transparence, de politiques sociales et de durabilité environnementales qui encouragent la participation active des habitants de la municipalité à partir de la création de valeurs basées sur le respect et l'égalité, l'environnement, la justice sociale, la transparence, la participation démocratique et la solidarité.

La réalisation d'un bilan annuel du bien commun depuis février 2014 sert d'audit pour corroborer les progrès réalisés depuis la mairie. Il sera complété par la création d'un indice du bien commun ou indice du bonheur approuvé à l'unanimité par les habitants afin de créer un sentiment identitaire de communauté unie éprouvant un degré élevé de bien-être.»



Ayuntamiento de Miranda de Azán

Gouvernement et agence publique

M. José Luis Sánchez Martín

Lieutenant du maire et conseiller d'économie et de participation citoyenne

MODÉRATEUR

CITIES FOR PEOPLE / THE J.W. MCCONNELL FAMILY FOUNDATION

Organisation d'économie sociale et solidaire



Amérique du Nord



Québec
Montréal



Mme Jayne Engle

Directrice des programmes

5.7

GROUPE DE TRAVAIL

TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ OUVERTE / FABLAB



Le mouvement des technologies ouvertes et des logiciels libres prend de l'ampleur et propose un changement de paradigme qui ébranle les façons de faire traditionnelles. FabLabs, chaînes de blocs (blockchain), badges numériques ou licences de partage, la coopération des usagers et des développeurs ouvre la voie à des initiatives centrées sur la réponse aux besoins. Les liens entre les innovations sociales et technologiques semblent naturels, mais restent à développer. En quoi ces nouvelles technologies peuvent-elles inspirer l'économie sociale? Et comment peuvent-elles s'inspirer des pratiques de l'économie sociale? Ce groupe de travail cherchera à évaluer dans quelle mesure et dans quelles conditions ces technologies ouvertes, dites de rupture, permettent de nouveaux usages à l'économie sociale. À l'issue de cette discussion, le groupe proposera des recommandations au GSEF2016.



Communautique

Organisation d'économie sociale et solidaire

5.8

GROUPE DE TRAVAIL

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET L'ÉSS



L'économie circulaire désigne une approche économique qui contribue à un développement plus durable. En s'inspirant du fonctionnement des écosystèmes naturels, où rien ne se perd car le « déchet » de l'un devient la « matière première » de l'autre, l'économie circulaire mise sur une optimisation de la productivité des ressources qui circulent déjà dans le marché, de manière à réduire l'extraction des ressources naturelles en amont et cesser d'enfouir les matières résiduelles en aval. Elle cherche à créer de la valeur économique, tout en minimisant les impacts environnementaux et en maximisant les bénéfices sociaux. Elle repose sur la création de produits et services à valeur positive à chaque utilisation ou réutilisation de la matière ou du produit. Ainsi, elle appelle à de nouveaux modes de conception, de production et de consommation par le prolongement de la durée d'usage des produits, l'usage plutôt que la possession de bien, ainsi que la réduction, la réutilisation et le recyclage des matières. De cette façon, l'économie circulaire propose une nouvelle logique économique qui contribue à la préservation des écosystèmes et des ressources, tout en générant des bénéfices socio-économiques.



Institut EDDEC
Institution académique

5.9

GROUPE DE TRAVAIL

ÉSS ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE DANS LES AMÉRIQUES



Le Centre de la francophonie des Amériques, partenaire de la Ville de Québec dans la mise en place du Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique, convie les municipalités francophones et francophiles et les acteurs clés du développement économique de la francophonie des Amériques à alimenter la réflexion en cours sur les façons que l'économie sociale peut contribuer à la création d'entreprises francophones en situation minoritaire dans différents secteurs, notamment au niveau du tourisme. Cette session sera l'occasion d'analyser l'impact, les avantages et les bénéfices des entreprises d'économie sociale sur l'identité, la solidarité, la langue et la culture francophones.



**Centre de la francophonie
des Amériques**

SÉANCE D’AFFICHES

AFFICHES DU QUÉBEC

L’EAUGIC

Ma Ville Ma Voix (MVMV)

Modèle nordique en économie sociale

Écoles écocitoyennes de l’Outaouais

Bécik Jaune

Projets de minimaisons abordables

Éco-Nature l’organisation

Partenariat unique pour le recyclage

Nourrir et éduquer

Tutorat et service communautaire

Récupérons à tout prix

Services de production audiovisuelle

La Cantine pour tous

Mobilisons Local

Faire revivre un cinéma

Obligations communautaires

Montréal Sans Marches

Village en chanson de Petite-Vallée

Coop, salle multi, milieu de vie

La santé globale au Monastère

Coop Alina: améliorer pour pérenniser

CSUR la fibre optique

Coop Agir Ensemble

Le théâtre citoyen

Théâtre du RIFT

PRÉSENTÉ PAR



L'EAUGIC

NÉGA WATTS PRODUCTION INC.

ALEXANDRA DUPÉRÉ

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Le Québec est un des plus grands consommateurs d'eau au monde. Bien que les municipalités soient obligées de réduire leur consommation d'eau, elles n'ont pas toutes les ressources nécessaires pour mettre en place des mesures d'économie d'eau. Sachant que la consommation d'eau est étroitement liée à la consommation d'énergie, Négawatts a développé le programme L'EAUGIC afin de répondre aux besoins des municipalités, tout en remplissant sa mission d'éducation populaire et d'efficacité énergétique.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

L'EAUGIC est un programme clé en main offert aux municipalités qui désirent mettre en place un programme de sensibilisation à l'économie d'eau. Par des visites à domicile, des événements publics et des interventions éducatives, des agents de sensibilisation vont à la rencontre des citoyens pour les sensibiliser à l'importance d'utiliser efficacement l'eau et l'énergie. Ils remettent des trousseaux d'économie d'eau et récoltent des informations sur les habitudes de consommation des citoyens. Formés à intervenir par l'équipe de Négawatts, les agents de sensibilisation sont des personnes issues des communautés ciblées, ce qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de favoriser les retombées sociales et économiques dans le milieu. L'approche communautaire de cette initiative permet d'intervenir directement auprès des citoyens pour les guider vers de bonnes habitudes d'utilisation de l'eau.



PARTENARIAT

Les villes d'Alma, de Roberval, de Normandin et de Saint-Félix-d'Otis ont appuyé financièrement l'initiative et ont collaboré à l'élaboration d'une démarche adaptée à leur milieu. Le Projet Eau Bleue de la Banque RBC, l'Organisme de bassin versant Lac-Saint-Jean ainsi que la Régie des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean ont aussi financé le programme, permettant d'offrir un service complet et abordable aux municipalités.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Puisque l'eau apparaît pour plusieurs comme une ressource gratuite et inépuisable, les agents de sensibilisation font face à plusieurs défis lors de leurs interventions. L'approche communautaire leur permet toutefois d'échanger avec les citoyens pour leur démontrer l'importance d'utiliser l'eau de façon responsable et les bénéfices qu'ils peuvent en tirer. Ils peuvent aussi donner des conseils adaptés à la situation de chacun, ce qui favorise les changements de comportements. Comme les enjeux liés à l'utilisation de l'eau resteront d'actualité, Négawatts prévoit offrir L'EAUGIC partout au Québec dès 2017. L'objectif reste de promouvoir une utilisation efficace et responsable de l'eau et de l'énergie, en accompagnant les municipalités dans la mise en place d'un programme d'économie d'eau potable à base communautaire.

RETOMBÉES

- 3000 personnes rejointes par les différentes interventions.
- 2600 produits économiseurs d'eau distribués.
- 675 visites de sensibilisation chez les citoyens.
- 20 activités de sensibilisation auprès des jeunes de moins de 12 ans.
- Des milliers de litres d'eau économisés grâce aux changements de comportements et à l'installation de produits économiseurs d'eau.
- Une meilleure connaissance des habitudes de consommation d'eau des citoyens de chaque municipalité.
- Une diminution de la consommation d'énergie, tant au niveau municipal que résidentiel, grâce aux économies d'eau réalisées.

1 - ALMA, ROBERVAL, NORMANDIN,
SAINT-FÉLIX-D'OTIS - QUÉBEC - CANADA

PRÉSENTÉ PAR



PÔLE
D'ÉCONOMIE SOCIALE
CÔTE-NORD

MA VILLE MA VOIX (MVMV)

RMBMU

CAROLE-ANNE TANGUAY

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Désignée par l'UNESCO, la Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka (RMBMU) fait partie d'un réseau international de pôles d'action et d'innovation en développement durable. Ma Ville Ma Voix (MVMV) est née de l'ambition de traduire cette reconnaissance internationale à l'échelle de la collectivité de Baie-Comeau. Elle vise le renforcement des capacités, la stimulation de l'engagement citoyen et du sentiment d'appartenance ainsi que l'émergence d'une gouvernance participative.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Ma Ville Ma Voix (MVMV) est une initiative de la Ville de Baie-Comeau. Elle se fonde sur la créativité et les aspirations citoyennes. Chaque année a lieu un forum conviant toute la population à se rassembler afin de générer, de nourrir et de façonner des idées. À ce stade, toutes les ambitions sont admises. Nul besoin d'un promoteur, d'un plan précis ou d'un budget préétabli. L'animation est conçue de façon à maximiser l'intelligence collective. À la suite de cet événement, des séances de travail mobilisant les acteurs souhaitant faire cheminer les idées émises sont organisées. En émergent des scénarios de faisabilité pour la planification des projets concrets qui prendront forme. Depuis 2015, une plateforme web interactive permet aussi à toutes les parties prenantes de proposer et d'accorder leur faveur à des idées avant la tenue des forums, dynamisant ainsi la participation de plus nombreux citoyens.

PARTENARIAT

RMBMU : Référence en animation territoriale, elle accompagne le processus par le transfert d'expertise aux parties prenantes de la démarche. Elle catalyse aussi le réseautage avec les autres collectivités pilotant une démarche semblable. Alcoa : Inspirée par l'initiative, l'entreprise a créé le Fonds Aluminerie de Baie-Comeau pour les collectivités durables entièrement dédié à la démarche et doté de 10 M\$ sur 25 ans.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Le processus entier est façonné à partir de la dynamique citoyenne. L'un des défis consiste à rejoindre toutes les franges de la population. La plateforme web interactive stimule cette participation élargie. Ma Ville Ma Voix (MVMV) est en outre conçue pour accroître l'autonomie et la responsabilité de ses parties prenantes afin de renforcer en continu l'impact de la participation citoyenne au développement local. La dynamique de concertation qui s'est installée fait aujourd'hui en sorte que de plus en plus de projets issus de MVMV s'inscrivent dans une vision à long terme, maximisant leur effet structurant. Enfin, l'alliance stratégique entre la Ville de Baie-Comeau, la RMBMU et le Fonds Aluminerie de Baie-Comeau pour les collectivités durables offre l'encadrement idéal pour favoriser la pérennité de la démarche.

RETOMBÉES

Mise en œuvre depuis 2011 au sein d'une collectivité de 22 000 habitants, Ma Ville Ma Voix (MVMV) est l'instrument par excellence d'une politique municipale de développement durable vivante :

- 30 projets structurés à partir des idées citoyennes ;
- plus de 800 participants aux forums citoyens annuels ;
- des investissements totaux de près de 3 M\$;
- un rayonnement de la municipalité au Québec et à travers les réseaux de l'UNESCO ;
- des mécanismes permanents et des outils de concertation innovants à la disposition de tous, stimulant les processus participatifs.



PRÉSENTÉ PAR



PÔLE
D'ÉCONOMIE SOCIALE
JAMÉSIE, NORD-DU-QUÉBEC

MODÈLE NORDIQUE EN ÉCONOMIE SOCIALE

FAUNENORD

MIREILLE GRAVEL

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

FaunENord est créé en 2001 par un regroupement de citoyens préoccupés par la vitesse du développement du territoire. Issus du domaine forestier, ministériel, touristique, scolaire et de la santé, ces bénévoles entreprennent de concrétiser leur vision à leur image, c-à-d considérer les besoins de l'ensemble des utilisateurs du territoire. La mission de l'OBNL est donc d'assurer le développement durable du Nord-du-Québec par ses services et projets concertés, tout en générant des retombées 100 % régionales.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Par sa volonté de répondre aux besoins environnementaux, économiques et sociaux de la région, FaunENord offre des services-conseils en aménagement intégré du territoire, environnement, écotourisme et éducation. Nous menons, de concert avec de nombreux partenaires régionaux, des projets de R&D. Le volet éducatif demeure au cœur de l'organisme avec ses tournées scolaires et ses formations, en plus de son nouveau service en éco-conseils. En plus du camping et du jardin communautaire, l'OBNL est mandaté par la Ville de Chibougamau pour gérer le bureau d'information touristique et son Parc Régional. FaunENord se lance en entrepreneuriat avec la commercialisation de champignons et végétaux nordiques, représentant une voie économique alternative durable pour la région! Nous sommes fiers d'affirmer que les employés et leur passion du Nord sont au cœur de l'organisme et responsables du succès de FaunENord!

PARTENARIAT

RÉGIONAL: Municipalités jamesiennes. Communautés cries. Industriels (mines, forêt, tourisme). ARBJ. GREIBJ. CNG. CTA. Commissions scolaires du territoire. CRSSS du territoire. PROVINCIAL: MFFP. MDDELCC. MESI. MAPAQ. MAMOT. MTQ. MESS. Fondation de la faune du Québec. Hydro-Québec.
FÉDÉRAL: Environnement Canada. Wildlife Preservation Canada. CRSNG.
UNIVERSITAIRE: UQAC. UQAM. UQTR. Chaire de recherche AFD (UQAT-UQAM).

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Le plus grand défi de l'organisme, étant entièrement indépendant, est de générer suffisamment de profits pour maintenir un bon fonds de roulement et pouvoir réinvestir dans les projets régionaux sans dépendre constamment des subventions. L'entrepreneuriat a été notre stratégie en créant l'entreprise de commercialisation de champignons et végétaux nordiques. L'entreprise est rentable depuis peu, mais les revenus générés demeurent marginaux. Grâce à de solides partenariats partout sur le territoire, nous sommes dans le processus de démarrer une entreprise d'extraction d'huiles essentielles de grande envergure, dont les profits seront majoritairement versés à FaunENord pour être ensuite réinvestis dans la communauté, dans le respect de sa mission d'économie sociale.

RETOMBÉES

- Une équipe et une expertise 100 % régionales.
- La création de plus de 30 emplois saisonniers par année, en plus d'une équipe permanente de 10 professionnels.
- La mise en place de nouvelles voies économiques alternatives et durables.
- La mise en valeur et la protection des ressources naturelles.
- L'éducation et le transfert de connaissances.
- Un chiffre d'affaires d'environ 1 million de \$ annuellement, dont tous les revenus sont réinvestis dans la communauté.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



ÉCOLES ÉCOCITOYENNES DE L'OUTAOUAIS

ENVIRO ÉDUC-ACTION

GENEVIÈVE CARRIER

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Enviro Éduc-Action offrait des animations d'éducation relative à l'environnement à la pièce, de façon ponctuelle, aux établissements scolaires de la région. Ces écoles demandaient toutefois à recevoir un soutien plus structurant pour amorcer de véritables virages environnementaux dans leurs processus et cultures internes. L'expertise, le temps et les ressources leurs manquaient cependant.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Enviro Éduc-Action a entamé des partenariats avec plusieurs instances, dont les commissions scolaires, afin de créer le programme Écoles écocitoyennes de l'Outaouais. Le programme Écoles écocitoyennes de l'Outaouais, unique dans la région, accompagne 15 écoles primaires, secondaires et d'éducation pour adultes sur une période de deux ans afin d'appuyer ces établissements scolaires dans leurs efforts d'amélioration de leur bilan environnemental et de développement de l'écocitoyenneté de leurs élèves. Pour y arriver, le programme offre aux écoles des animations en classe, des services-conseils, de l'appui aux projets environnementaux, des outils et une certification. Chaque école inscrite au programme dispose d'une « banque » de 25 heures qu'ils peuvent utiliser à leur guise afin d'obtenir les différents services précédemment mentionnés.

PARTENARIAT

Partenaires d'accueil, de contenu et de soutien financier: Commission scolaire des Portages-de-L'Outaouais. Commission scolaire des Draveurs. Fondation de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais. Partenaires financiers: Ville de Gatineau. Recyc Québec. Groupe Banque TD. Donateurs: Fondation RBC Eau Bleue. Les Soeurs de la Charité d'Ottawa.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Un des principaux défis est le financement du programme, qui se surmonte par la multiplication de demandes de financement, de commandites et par la mise en oeuvre de campagnes de financement porteuses. La disponibilité des ressources au sein des écoles afin de mettre en oeuvre les plans d'actions dépend de toutes sortes de variables, ce qui diminue le contrôle d'Enviro Éduc-Action sur les résultats du programme. À titre d'exemple, les moyens de pression des enseignants l'an dernier ont affecté la mise en oeuvre des bienfaits environnementaux prévus. Enfin, la mesure des résultats est ardue: lorsque chaque école a son propre plan d'action selon ses orientations, son historique et ses moyens, il est difficile d'avoir un cadre mesurable facilement adaptable à l'ensemble du programme.

RETOMBÉES

Pour la phase de 2 ans allant de septembre 2015 à juin 2017, voici les résultats de la 1^{ère} année (contexte de moyens de pression):

- 15 écoles accompagnées.
- 3 889 élèves directement sensibilisés.
- 226 heures de services directs d'accompagnement et d'animation effectuées.

5 thèmes abordés:

- Gestion des matières résiduelles.
- Gestion de l'énergie.
- Gestion de l'eau.
- Verdissement et naturalisation des terrains d'école.
- Rapprochement avec la nature.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



BÉCIK JAUNE

VÉLOS EN LIBRE-SERVICE

ALEXANDRE DÉSY ET PIERRE VACHON

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Bécik Jaune est né en 2009 en réponse à une problématique de transport rencontrée par les jeunes fréquentant la Maison des jeunes Café-Rencontre 12-17 du Grand Joliette. Sa mission est d'encourager le transport actif en rendant accessibles gratuitement des vélos en libre-service. Ces vélos sont récupérés sur le territoire des municipalités desservies et remis en état par des jeunes en décrochage scolaire.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Bécik Jaune offre un service à l'ensemble de la population d'une ville un moyen de transport actif, écologique et gratuit: des vélos en libre-service. L'entreprise permet ainsi à des personnes démunies de se déplacer de façon autonome et de briser leur isolement. Son fonctionnement est simple: Les citoyens donnent leurs vieux vélos. Des jeunes à risque de décrochage scolaire acquièrent de nouvelles compétences et développent une meilleure estime d'eux-mêmes en redonnant une deuxième vie aux vélos récupérés en les réparant dans nos ateliers. Finalement, ces vélos sont remis au service de la communauté. Enfin, l'achat de proximité dans les secteurs où des supports à vélo sont disposés est favorisé. Les municipalités de taille plus modestes sont désormais capables d'offrir à la collectivité un service semblable au BIXI de Montréal à un coût moindre.

PARTENARIAT

Bécik Jaune collabore avec plusieurs écoles de la région, et c'est dans deux de ces écoles que prennent vie les ateliers de réparation. Le milieu scolaire est le coeur même de l'entreprise. Des partenariats avec des entreprises privées comme Cascades ou des boutiques vélos ont aussi pris forme, notamment pour des dons de matériel ou des échanges de visibilité.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

En 2009, Bécik Jaune a été confronté à la réticence des élus. Les préjugés liés à un projet initié par une maison des jeunes ont été difficiles à dépasser. Le corps de police craignait également que le projet lui amène une surcharge de travail. L'équipe de promoteurs a dû faire preuve de persévérance, menant des activités constantes de sensibilisation et de communication pour surmonter ces défis. Depuis janvier 2015, Bécik Jaune travaille sur une nouvelle formule de vélos en libre-service à proposer aux villes: des bornes électroniques. Cela vise à réduire le nombre de vélos laissés à l'abandon, un irritant antérieur du service. Ainsi, le prochain défi sera de vendre le nouveau modèle d'affaire à la clientèle municipale. À long terme, Bécik Jaune envisage partager son expertise au-delà de la province et du pays.

RETOMBÉES

- 3 emplois à temps plein et 17 emplois saisonniers pour des jeunes de moins de 25 ans.
- Promotion d'un mode de transport actif et écologique.
- Diminution des émissions de GES avec plusieurs millions de kilomètres parcourus en saisons.
- 1600 vélos remis en état, soit environ 12 tonnes de matières réutilisées.
- Sensibilisation au Code de la route, aux règles de conduite à vélo. Autour de 300 jeunes à risque de décrochage rejoints dans les ateliers de réparation. 2500 élèves sensibilisés au vélo dans les écoles primaires.
- Diminution de 31% des vols de vélos.



PRÉSENTÉ PAR



PROJETS DE MINIMAISSONS ABORDABLES

HABITAT MULTI GÉNÉRATIONS

CLAUDE TRÉPANIER

OBNL

CONTEXTE

Les prix de l'immobilier augmentent plus rapidement que les revenus. Des gens de conditions précaires consacrent une part croissante de leurs revenus au logement et à l'alimentation. L'accès à la propriété devient de plus en plus inaccessible. L'augmentation des prix de l'immobilier appauvrit de plus en plus de Québécois. Des municipalités en périphérie des grands centres se dévitalisent ou stagnent.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Solution offerte : Projets domiciliaires durables de minimaisons en périphérie des grands centres. Espaces privés et collectifs pour cultiver en champs et en serres, fermettes. Habitations à faibles coûts de chauffage, adaptées aux besoins et budget de gens à modeste revenu. Terrains et habitations privés ou en locatif & co-habitat. A prix abordable : pas plus de 25% du revenu brut des ménages consacré au logement. La mission est d'offrir des solutions d'accès à la propriété saine, écoénergétique et abordable en réalisant des projets de développement domiciliaires durables (P3D) en périphérie des grands centres au bénéfice d'une clientèle mixte (jeunes familles, travailleurs, retraités, personnes âgées, mobilité réduite, etc.), dans une perspective de sécurité alimentaire, énergétique et économique, afin de procurer un mode de vie qui optimise la qualité de vie tout en minimisant l'empreinte écologique.

PARTENARIAT

Municipalité de Lantier : soutien technique au plan de développement domiciliaire. Caisse populaire de Ste-Agathe-des-Monts : Finance les résidents. Financière agricole du Québec : garantie de prêt pour l'achat du terrain. Fournisseurs de matériaux de construction : commandites. Notaire, urbaniste-conseil, arpenteur-géomètre, biologiste : services professionnels.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

1. Difficulté de trouver des terrains non développés propices aux projets de minimaisons abordables. 2. Délais dans les négociations avec les municipalités pour changer les règlements de zonage. 3. Délais avec les différentes instances gouvernementales.

Facteurs de succès : 1. Pertinence, qualité et professionnalisme des plans d'aménagement (lotissement, routes et infrastructures). 2. Abordabilité en focalisant sur la satisfaction des besoins essentiels des résidents. 3. Compétences en vente et en mobilisation autour d'une cause universelle : l'accès à des propriétés abordables.

Perspectives : 1. Développement de plans de lotissement pour micro maisons de moins de 350 pieds carrés. 2. Fabrication de minimaisons abordables en atelier.

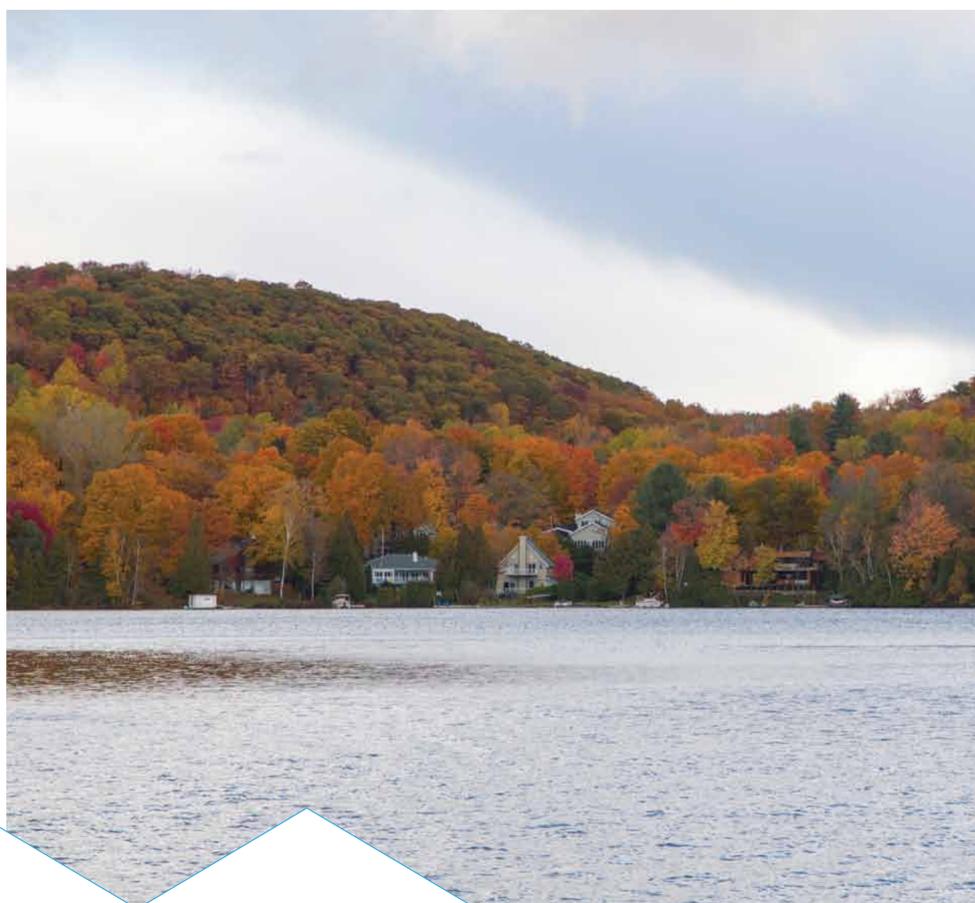
RETOMBÉES

Pour les gens à revenus modestes :

- Deviennent propriétaires et bâtissent un actif qui croîtra en valeur.
- Réduisent leur paiement hypothécaire, leur facture d'énergie et d'épicerie.
- S'alimentent plus sainement.
- Gagnent en autonomie.
- Peuvent se partir en affaires sur le projet domiciliaire.

Pour les municipalités où s'établit un projet domiciliaire d'HMG :

- Dynamise l'économie locale par les achats locaux et l'emploi local.
- Attire des citoyens entrepreneuriaux ainsi que de jeunes familles.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



ÉCO-NATURE L'ORGANISATION

ÉCO-NATURE
MONIQUE THÉRIAULT

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Fondé en 1987 par des bénévoles soucieux de plein air et d'environnement, Éco-Nature œuvre pour la protection, la conservation et la mise en valeur de la rivière des Mille Îles et de ses affluents. La rivière se trouve sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et rejoint neuf municipalités situées sur la rive nord de Montréal. Éco-Nature, dont les bureaux sont à Laval, propose de nombreux programmes d'éducation à l'environnement et des activités écotouristiques.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Éco-Nature a un chiffre d'affaires d'environ 1,4 million, la majorité des revenus proviennent de la vente des biens et services tel que des activités d'animation, la location d'embarcations, des services professionnels offerts aux municipalités riveraines et du membership. Tous les profits sont réinvestis dans la mission d'Éco-Nature principalement pour la protection et la conservation. Éco-Nature est reconnu en tant qu'institution muséale. De plus, en 1998, le statut de refuge faunique lui est octroyé par le Gouvernement du Québec. Ce dernier en assume la gestion et travaille à son agrandissement. Il aménage et patrouille une partie de la rivière et une trentaine d'îles pour les rendre accessibles aux activités nautiques et de plein air. Il accueille près de 150 000 visiteurs annuellement.

PARTENARIAT

Ville de Laval: contrat de service pour la gestion du bâtiment d'accueil et pour la mise en valeur, l'accessibilité et l'animation de la rivière des Mille Îles.
Gouvernement du Canada: subventions à l'emploi et support au Programme d'Intendance de l'habitat des espèces en péril. Gouvernement du Québec: subvention à l'emploi (intégration à l'emploi). Villes riveraines (autre que Laval): contrats de service.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Susciter et obtenir l'adhésion de l'ensemble des intervenants concernés par le Parc de la Rivière-des-Mille-Îles par l'élaboration d'un modèle d'affaires d'envergure régionale. Poursuivre les valeurs de l'entreprise et ses raisons sociales tout en demeurant rentable et productif (défi d'une entreprise d'économie sociale). Bonifier notre approche client axée à la fois sur l'accessibilité de la rivière et une sensibilisation à l'environnement et l'implication citoyenne. Augmenter le membership et les fidéliser. Poursuivre ses démarches visant à produire le devis nécessaire à l'inclusion de terrains municipaux et privés au Refuge faunique actuel (466 hectares). Mettre en place une structure de financement et de partenariats permettant de maintenir et d'améliorer l'offre actuelle.

RETOMBÉES

- 150 000 visiteurs annuellement profitent des services reliés à la rivière des Mille Îles.
- 100 employés à l'année (18 permanents et 82 saisonniers) (développer l'employabilité).
- 10 îles couvrant 26,2 hectares de terres compris dans le Refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles.
- 29 797 personnes sensibilisées et impliquées.
- 501 bénévoles impliqués dans les activités de restauration et d'amélioration d'habitats.
- 29 056 personnes ont loué des embarcations.



PRÉSENTÉ PAR



PARTENARIAT UNIQUE POUR LE RECYCLAGE

SOCIÉTÉ VIA

DAVID CARIGNAN

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Un des principaux enjeux auquel les municipalités font face est de s'assurer que la gestion du tri de leurs matières recyclables est sainement opérée par les entreprises partenaires. Cependant, en leur accordant traditionnellement des contrats par processus d'appel d'offres public, ces ententes sont influencées par la fluctuation des marchés, ce qui entraîne des variations importantes du revenu des centres de tri.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

La Société VIA, une ESS à but non lucratif, a récemment développé depuis 2014 un partenariat unique et innovateur en collaboration avec la Ville de Québec: une entente négociée de gré à gré d'une durée de 10 ans. Cette entente est innovante sur plusieurs points. Les revenus générés et les coûts d'opération reviennent à la Ville de Québec. Une marge de profit est ajoutée aux coûts d'opération et basée sur la performance du centre de tri. Pour la municipalité, cela leur permet de payer le juste prix pour un traitement optimal de leurs matières recyclables. De plus, cette entente fait en sorte que la modernisation du centre de tri est gérée par la Société VIA, qui a développé une large expertise dans ce domaine. Elle permet ainsi de diminuer les risques financiers de façon substantielle et équitable pour les deux partenaires.

PARTENARIAT

Les partenaires de La Société V.I.A. inc. sont les municipalités et les MRC du Québec pour le tri et la vente des matières recyclables. Le gouvernement du Québec via Emploi Québec est également un partenaire en ce qui a trait à l'intégration de personnes possédant une limitation fonctionnelle. L'organisme public Recyc-Québec est aussi partenaire en matière de promotion pour une saine gestion des matières résiduelles au Québec.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

La réglementation en vigueur permet dorénavant à l'entreprise d'économie sociale de négocier de gré à gré avec la Ville de Québec pour le traitement de leurs matières recyclables. Le principal défi fut de bâtir, à la suite de plusieurs étapes de négociation, ce partenariat unique en son genre. Grâce à la collaboration fructueuse de la Ville de Québec, l'entente fut complétée en 2014 pour une durée de 10 ans. En raison des multiples avantages de ce partenariat, la Ville de Québec a aujourd'hui l'intention de reproduire ce modèle d'entente pour d'autres services qu'elle offre à ces citoyens, tel que la gestion des écocentres. Pour l'entreprise d'économie sociale, la Société VIA souhaite promouvoir ce type de partenariat avantageux pour le traitement des matières recyclables d'autres villes du Québec.

RETOMBÉES

Ce partenariat novateur est bénéfique pour l'entreprise d'économie sociale comme la Société VIA puisque cela permet:

- d'assurer la pérennisation de l'entreprise face aux fluctuations du marché et de créer des emplois à des personnes ayant des limitations fonctionnelles.
- de favoriser une meilleure qualité du tri des matières recyclables, d'augmenter le taux de récupération, de minimiser la quantité de matières rejetées.

Pour la municipalité, cela permet:

- une gestion saine et efficace de ces matières recyclables.
- une diminution importante des risques financiers.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



PÔLE DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

La somme de nos forces

NOURRIR ET ÉDUQUER

LA TABLÉE DES CHEFS

JEAN-FRANÇOIS ARCHAMBAULT

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

La Tablée des Chefs ne veut pas uniquement contrer le problème d'insécurité alimentaire, mais souhaite également le prévenir et ainsi réduire la faim dans le monde. Nous répondons à un problème immédiat et urgent en redistribuant des surplus alimentaires aux personnes dans le besoin. De plus, afin de briser le cercle vicieux de la dépendance alimentaire, nous sommes allés à la source du problème; la perte de connaissances culinaires, en offrant de la formation culinaire aux adolescents du Québec.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

La Tablée des Chefs agit sous deux volets: Nourrir et Éduquer. La mission est de nourrir annuellement plus de 498 000 personnes dans le besoin en redistribuant les surplus alimentaires des événements et différents établissements hôteliers au Québec et ce, grâce à son service de récupération alimentaire. En réduisant le gaspillage alimentaire, nous controns l'insécurité alimentaire de plusieurs familles. De plus, l'organisme a pour mission de développer l'éducation culinaire de plus de 2 000 jeunes dans 80 écoles secondaires québécoises grâce à son programme de formation Les Brigades Culinaires et développe l'autonomie alimentaire de centaines de jeunes en Centre jeunesse. Depuis sa création, par l'entremise des programmes de La Tablée des Chefs, nous avons redistribué plus de 1 000 000 de repas aux personnes dans le besoin et offert plus de 40 000 heures de formation culinaire à plus de 15 000 jeunes.

PARTENARIAT

IGA: Finance la nourriture de nos initiatives.

Ricardo: Porte-parole de l'organisme et partenaire média.

SAQ: Partenaire présentateur de la Semaine des écoles hôtelières et partenaire événementiel.

Québec en forme: Financement pour Les Brigades Culinaires.

Saputo: Fournisseur exclusif pour nos programmes de formation et événements-bénéfiques. Fondation AGF, Marcelle et Jean Coutu.

L'Œuvre léger: Partenaires financiers.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Un des grands défis a été d'étendre le projet de formation culinaire dans les écoles secondaires des régions éloignées. Nous devons trouver des écoles qui souhaitent participer, des chefs passionnés ainsi que des commanditaires qui croient en ce projet autant que nous. Nous serons, dès l'année prochaine, dans 15 régions du Québec. Deuxième défi; comme la récupération alimentaire dans les établissements n'existait pas auparavant, nous avons dû intégrer la valeur d'éco-responsabilité au sein de ce milieu. Il a fallu démontrer aux restaurateurs, organisateurs d'événements et hôtels que le gaspillage est omniprésent dans le secteur et qu'ils peuvent faire leur part. Le succès de nos différentes initiatives nous a permis également de s'instaurer en France et au Mexique.

RETOMBÉES

- **ÉDUQUER:** En septembre 2016, plus de 2000 jeunes dans 80 écoles secondaires recevront le programme Les Brigades Culinaires et ce, dans 15 régions du Québec. Nous sommes présents dans tous les Centres jeunesse au Québec afin de développer l'autonomie alimentaire de plus de 200 jeunes, annuellement.
- **NOURRIR:** En 2015, notre service de récupération alimentaire a redistribué plus de 498 378 portions de nourriture aux bénéficiaires souffrant d'insécurité alimentaire au Québec, en Ontario et en Alberta. C'est plus de 95 établissements qui s'impliquent généreusement dans le programme.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR

**CÉGEP
ÉDOUARD
MONTPETIT**



**PÔLE DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL**

La somme de nos forces

TUTORAT ET SERVICE COMMUNAUTAIRE

CÉGEP ÉDOUARD-MONTPETIT

LISE MAISONNEUVE

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CONTEXTE

Le projet l'arrière-boutique d'Édouard vise à développer l'estime de soi et la persévérance scolaire chez les jeunes de la fin du primaire (10-12 ans) issus de milieux défavorisés. Ce projet développé en 2013 par le cégep Édouard-Montpetit avec la participation de la Commission scolaire Marie-Victorin. Initiative soutenue par la Conférence régionale des élus de l'agglomération de Longueuil (CRÉ) et de la Fondation Chagnon dans le cadre du programme Réunir Réussir.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Le projet l'Arrière-boutique d'Édouard est un projet novateur qui a pour mission de développer l'estime de soi et la persévérance scolaire chez les jeunes de la fin du primaire issus de milieux défavorisés. L'Arrière-boutique d'Édouard, qui a ouvert ses portes en septembre 2013, est située à proximité des écoles partenaires, à l'arrière d'une « boutique » dont le thème est le cirque et la magie. Les activités ont lieu de 16 h à 18 h du lundi au jeudi et commencent par une collation santé; ensuite au programme: aide aux devoirs, activités de littératie et numératie, projets de création. Environ 40 jeunes, divisés en 2 groupes de 15-20, fréquentent l'Arrière-boutique à raison de 2 jours/semaine par groupe. Les activités sont animées par des étudiants bénévoles ou des stagiaires en Techniques d'éducation à l'enfance et en Sciences humaines et supervisées par des professeurs du Cégep.

PARTENARIAT

La Conférence régionale des élus de l'agglomération de Longueuil (CRÉ) et la Fondation Chagnon ont offert un soutien financier durant les trois premières années du projet. La Commission scolaire Marie-Victorin participe au projet. Trois écoles primaires ont été ciblées (indice de milieu socio-économique qui les place dans le 10ème rang décile). Moisson Rive-sud offre une collation santé quotidienne à tous les enfants.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Pérennité financière: Abandon de l'idée d'un magasin dans lequel est dissimulée une entrée secrète donnant accès au local de tutorat dont les profits devaient assurer la pérennité du service. D'autres sources de financement sont à établir. Recrutement des jeunes: Les activités de recrutement sont effectuées, dans 3 écoles, auprès des parents. Le nombre d'inscriptions est limité à 40. Le Cégep évalue la possibilité d'étendre les heures d'ouverture pour accueillir plus de jeunes. Des liens plus serrés sont à établir avec les parents, enseignants et directions d'écoles afin de bien cibler les jeunes. Apprentissage par le service communautaire (ASC): Volet qui repose sur l'implication de professeurs volontaires dans le projet. Le Cégep doit s'assurer d'intégrer dans une politique la dimension de l'ASC.

RETOMBÉES

Ce projet a contribué au développement et au renforcement, chez les jeunes rejoints, de certains facteurs personnels tels que la motivation, l'estime de soi, le sentiment de compétence dans un contexte non scolaire, mais qui sont favorables à la persévérance scolaire et la réussite éducative. Impacts du projet chez les jeunes: enquête réalisée en 2015 auprès des tutrices et des jeunes.

- Confiance accrue en leurs capacités.
- Plus autonomes.
- Plus grande concentration dans les tâches à réaliser.
- Meilleurs résultats à l'école en français.



Gsef

Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



RÉCUPÉRONS À TOUT PRIX

CORPORATION GENS AU TRAVAIL

DANIEL VERMEERSCH

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Les municipalités de la MRC de La Vallée-du-Richelieu, comme bon nombre de villes au Québec, sont aux prises avec les problématiques suivantes: l'accroissement de la taille des sites d'enfouissement, les impacts environnementaux ainsi que les frais de gestion et de transport associés et sans cesse croissants. De plus, les meubles, les électroménagers et les vêtements qui sont dirigés vers les sites d'enfouissement figurent parmi les plus encombrants et ne font qu'amplifier le problème.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

En collaboration avec la MRC et ses partenaires, la Corporation Gens au Travail sensibilise la population à la récupération, à la revalorisation et au réemploi des meubles, des électroménagers ainsi que des vêtements destinés aux sites d'enfouissement. La Corporation Gens au Travail accueille et reçoit les dons des citoyens et des entreprises à ses places d'affaires Meublétout et La boutique aux Fringues. Dès leur réception, les articles sont vérifiés et évalués avant d'être remis en marché et en vente. Depuis plus de 15 ans, cette initiative détourne des milliers de tonnes d'articles des sites d'enfouissement. Ce qui permet de réduire les coûts ainsi que les impacts environnementaux générés par la gestion de ces « déchets » maintenant revalorisés. Cette initiative est très appréciée des municipalités.

PARTENARIAT

La réalisation de cette initiative a été rendue possible grâce aux partenaires: Corporation Aide et Intégration Jeunesse au Travail de La Vallée-du-Richelieu (aide financière remboursable), Centre local de développement (subvention), Emploi-Québec (subvention salariale), Desjardins (subvention), Centre d'éducation aux adultes (ressources humaines et matérielles) et les Municipalités - MRC (subvention).

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Les défis de l'initiative ont essentiellement été d'ordre opérationnel. La sensibilisation de la population a sans doute été le plus grand défi. L'initiative devait s'assurer de recevoir des articles qui pourraient être revendus. La publicité ciblée a permis de surmonter l'obstacle. La gestion des ressources humaines constitue le 2^e grand défi. Dans un contexte où les emplois offerts sont au salaire minimum, il a été nécessaire d'offrir de meilleures conditions afin de préserver la stabilité de l'équipe ainsi que de maintenir en place une équipe de direction digne de confiance pour assurer la gestion quotidienne. Le dernier défi rencontré est la superficie du magasin. Meublétout a dû agrandir à trois occasions afin de répondre à la demande. À l'origine, le magasin occupait 500 pi², aujourd'hui, il en occupe 5,800 pi².

RETOMBÉES

- La Corporation Gens au Travail (Meublétout et La boutique aux Fringues) a détourné 2,669 tonnes de « déchets » des sites d'enfouissement et a contribué à réduire la facture municipale pour la gestion des matières résiduelles.
- L'initiative « Récupérons à tout prix » participe encore aujourd'hui au développement économique et social de sa communauté par la création d'emploi et par ses activités commerciales qui génèrent près de 400,000 \$ annuellement.



PRÉSENTÉ PAR



Table de concertation
régionale en économie sociale
des Premières Nations

SERVICES DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE

WAPIKONI MOBILE

KARINE GRAVEL

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Au Canada, les autochtones de 15 à 30 ans connaissent des taux de chômage supérieurs et sont sous représentés dans la population active. Depuis 2004, Le Wapikoni mobile transforme la vie de jeunes des Premières Nations par le cinéma et la musique en développant leurs compétences professionnelles dans ces domaines. C'est pour faciliter leur intégration progressive au marché de l'industrie audiovisuelle que le Wapikoni a mis en place un service de production audiovisuelle.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Le Wapikoni, projet de médiation, de formation et d'intervention, offre des ateliers audiovisuels dans les communautés autochtones pour développer les compétences artistiques, sociales et professionnelles d'une relève autochtone en audiovisuel. Pour assurer la continuité et l'approfondissement des connaissances des participants se destinant à ce secteur, le Wapikoni offre, en plus de ses activités régulières, des formations de perfectionnement et des contrats rémunérés grâce à ses services audiovisuels. Une équipe formée de cinéastes professionnels et de participants seniors du Wapikoni offre un produit unique répondant aux normes professionnelles. Publicité, vidéos de sensibilisation, captations d'événements, enregistrements sonores et musicaux, quel que soit le besoin, le résultat est de qualité et contribue à l'emploi d'une relève autochtone et à l'émergence de modèles de réussite dans les communautés.



12 - MONTRÉAL - QUÉBEC - CANADA

PARTENARIAT

Plusieurs partenaires permettent au Wapikoni d'offrir des formations spécialisées à ses participants seniors durant l'année. Parmi eux: L'École des médias de l'UQAM. Le Département de communication et de journalisme de l'université Concordia. Le Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre Huron-Wendat de Wendake. L'École des métiers du cinéma et de la vidéo de Rivière du Loup.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

La formation continue et de la validation des compétences des participants seniors du Wapikoni sont au cœur de ce projet. Peu d'entre eux ont un diplôme reconnu du milieu, ce qui rend difficile leur intégration au marché du travail, et plus particulièrement le marché de l'audiovisuel. Le fait de les jumeler à des cinéastes professionnels et de leur fournir leurs premiers contrats, donne à ces participants l'accès à un réseau et à des expériences qui leur ouvrent les portes d'un emploi et les encouragent à reprendre des études dans le domaine. À long terme, le Wapikoni souhaite élargir sa clientèle et augmenter le nombre de ses contrats afin de poursuivre la professionnalisation de ces jeunes cinéastes et de promouvoir leur talent.

RETOMBÉES

Depuis 2012:

- 50 capsules ou vidéos corporatives ont été réalisées.
- 20 clients nous ont fait confiance et sont satisfaits.
- 15 participants seniors du Wapikoni mobile ont été engagés.
- 7 d'entre eux travaillent ou étudient maintenant dans le domaine audiovisuel.
- La totalité des bénéfices des services de production audiovisuelle est reversée au projet du Wapikoni pour que ce dernier poursuive ses ateliers de formation dans les communautés des Premières Nations et forme une relève autochtone en audiovisuel.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



CONSEIL
D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

LA CANTINE POUR TOUS

LE COLLECTIF DE LA TABLE DES ÉCOLIERS

DONALD BOISVERT

REGROUPEMENT D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRE,
ENTREPRISES D'INSERTION ET D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

D'année en année, les besoins des citoyens vulnérables de Montréal sont en progression. 220 000 ménages (26%) vivent sous le seuil de faible revenu. À l'école primaire, 30 000 enfants sur les 90 000 inscrits sont démunis. L'insécurité alimentaire des enfants et des adultes a de multiples conséquences sur la santé, la pauvreté, la persévérance et la réussite scolaire, les troubles de comportement et la violence. Les mesures de soutien mises en place ne suffisent pas à répondre aux besoins.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Une offre: Accessible de repas sains et nutritifs à prix modique et subventionnés pour les plus démunis. D'activités éducatives pour encourager les citoyens à adopter de saines habitudes alimentaires et de vie. Aspects innovants: Une marque de qualité enregistrée et un cahier des charges détaillé pour les organismes participants qui devront être homologués et ainsi offrir des prestations homogènes répondant aux normes de l'industrie. Une organisation décentralisée regroupant des organismes communautaires, des entreprises d'économie sociale et d'insertion. Une partie de la production alimentaire sera faite à partir d'installations localisées dans des bâtiments publics. Des contenus éducatifs développés pour différentes clientèles, dont des cours et ateliers de cuisine et la mise en place de potagers dans des espaces publics.

PARTENARIAT

La Ville de Montréal: pour définir des solutions durables face aux besoins grandissants des citoyens vulnérables. Le Chantier de l'économie sociale: pour un projet socialement et économiquement rentable. La table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal Métropolitain: devant la progression des besoins des montréalais dont ceux des enfants. Québec en Forme: appui financier et conceptuel depuis 2013.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Défis relevés: Élaborer un plan d'action hiérarchisé. Rendre le projet visible. Facteurs de succès: Une démarche structurée. Une étude des besoins et des ressources pour y répondre. Une organisation professionnelle et dédiée. Un modèle d'affaires qui regroupe des organismes et entreprises qui luttent contre la pauvreté et ses effets depuis plus de 25 ans. Défis anticipés: Le financement. La coordination des actions des organismes homologués et le contrôle de la conformité au cahier des charges. Le développement des ententes pour la mutualisation des infrastructures de production avec les partenaires publics. Perspectives de développement: La mise en place se fera graduellement de manière non linéaire. Un projet pilote est en préparation pour définir les paramètres opérationnels et financiers.

RETOMBÉES

- Des ressources qui s'ajoutent aux programmes existants.
- Des citoyens mieux nourris dont les enfants les jours de classe.
- Des citoyens mieux informés et encouragés à développer leur autonomie alimentaire et de saines habitudes de vie.
- Une marque de qualité reconnue et structurée qui rassemble des organismes communautaires et des entreprises d'insertion et d'économie sociale.
- Une vaste entreprise d'économie sociale offrant de la formation et des emplois à des citoyens qui trouvent leur place sur le marché du travail.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



**MOBILISONS
MONTREAL**

CONSEIL
D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

MOBILISONS LOCAL

MOBILISONS MONTRÉAL

RACHAD LAWANI

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Le projet répond à une des grandes priorités de la Ville de Montréal qui est de favoriser la participation citoyenne. Il répond à 2 besoins émanant de la démarche du Bureau de la Ville intelligente, volet Ville intelligente et économie (causerie citoyenne du 2/11/2014): une ville laboratoire où les citoyens peuvent tester de nouveaux produits et services, une ville qui combine ses ressources efficacement de manière à créer de la richesse collective pour améliorer les communautés.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Plateforme Mobilisons Local: Microbénévolat + Dons matériels + Sociofinancement local. Mobilisons Local est un outil de mobilisation de tous les acteurs socio-économiques d'une localité (citoyens, organismes communautaires, tables de quartier, entreprises privées et d'économie sociale, élus locaux, etc.) autour des enjeux de développement local et permet de prendre en charge collectivement la mise en œuvre de projets répondant aux besoins de la communauté. Concrètement Mobilisons Local permet aux acteurs locaux de proposer et d'expérimenter de nouvelles idées, cocréer des projets pour améliorer les conditions de vie dans les localités. Grâce aux fonctionnalités offertes par la plateforme, ils pourront compter pour ce faire sur le soutien de leur communauté en termes d'expertises bénévoles, de dons en nature et de financement participatif pour transformer leurs idées en projets.

PARTENARIAT

Mobilisons Local est un projet du mouvement #JeFaisMtl sélectionné parmi près de 200 projets comme l'un des 5 projets pour relancer Montréal par le Journal de Montréal. Le projet veut encourager un nouveau type de partenariat public-privé-citoyen. Il est soutenu par divers partenaires (organismes, entreprises, tables de quartier, et des intervenants en dev local), et surtout de la Ville de Montréal - Programme PRAM-EST.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Dans de nombreuses villes européennes (par ex. en France et Gde Bretagne) les collectivités locales investissent dans les plateformes web collaboratives qu'elles mettent au service de leurs citoyens pour propulser des projets locaux. C'est la principale condition de viabilité de ce type de plateforme citoyenne. Au Québec, il y'a encore un énorme travail de sensibilisation et de vulgarisation à faire pour amener les municipalités à adopter ce virage numérique et adapter les approches des programmes de soutien aux projets locaux à cette nouvelle réalité. Dans une 1^{ère} étape notre objectif est d'amener tous les acteurs des 19 arrondissements de Montréal à s'approprier l'outil pour développer leurs initiatives locales, ensuite le déployer à travers le Québec et le Canada en partenariat avec les acteurs locaux.

RETOMBÉES

- Améliorer la participation et l'engagement des citoyens.
- Améliorer la mobilisation des acteurs locaux et cohésion sociale dans les quartiers.
- Augmenter l'activité entrepreneuriale privée, sociale et communautaire.
- Amélioration du sentiment d'appartenance dans les quartiers.
- Contribuer au développement et à l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers.
- Renforcer le potentiel d'auto-organisation des communautés.
- Mettre en valeur les expertises locales et les secteurs distinctifs des territoires.



Gsef

Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR

*Cinéma
Beaubien*

CONSEIL
D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

FAIRE REVIVRE UN CINÉMA

CINÉMA BEAUBIEN

JEAN FRANÇOIS LALOND

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

C'est après l'annonce de la fermeture du Cinéma Dauphin en 2001, rapidement diffusée par les médias, qu'une importante mobilisation des résidents de Rosemont-La Petite-Patrie et des commerçants de la rue Beaubien a commencé. Étant donné que ce cinéma constituait un lieu culturel significatif pour la population de l'arrondissement et un élément important pour la vitalité des commerces du quartier, les résidents et les commerçants de la rue Beaubien font appel à la CDEC Rosemont-Petite-Patrie.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

La CDEC Rosemont-Petite-Patrie catalyse la mobilisation, met sur pied et coordonne un comité de survie constitué de plusieurs intervenants afin de sauvegarder ce dernier cinéma de quartier. Afin de sauvegarder et relancer ce cinéma de quartier, la première question à se poser était de savoir si ce projet était rentable pour assurer sa viabilité. L'équipe de la CDEC a réalisé un diagnostic approfondi de la viabilité du projet qui a montré qu'un projet de cinéma avait encore sa place, mais sous certaines conditions. Au niveau de la programmation, il fallait que le cinéma conserve et affirme l'orientation d'origine vers le cinéma québécois, français et francophone. D'autre part, un OBNL d'économie sociale convenait parfaitement pour la reprise et la relance du cinéma dans la mesure où l'absence d'actionnaire facilitait la viabilité économique du projet.

PARTENARIAT

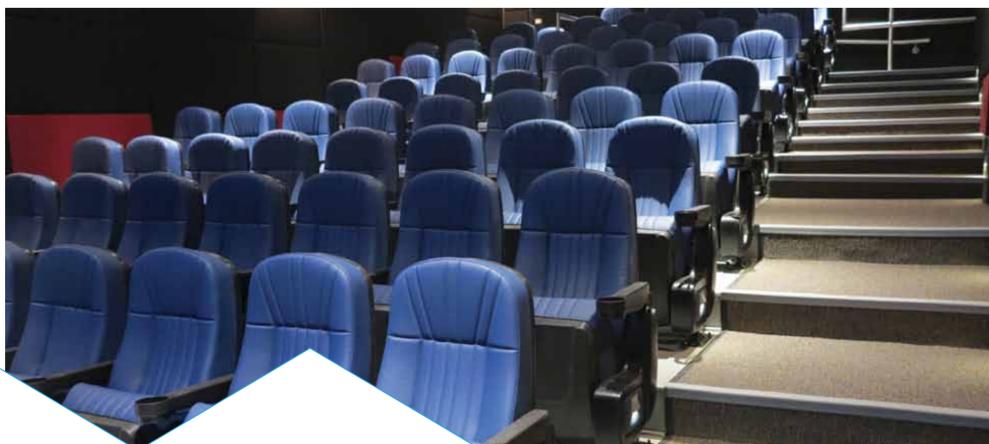
Le Cinéma Beaubien a pu compter sur l'appui: du Gouvernement du Québec grâce au Ministère de la Culture et au Ministère de la Métropole, de même que de la Société de développement de la culture du Québec (SODEC), de la ville de Montréal, de la Caisse Desjardins Préfontaine-Hochelaga, de Filaction et de la CDEC Rosemont-Petite-Patrie.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

La CDEC Rosemont RPP est intervenue à divers moments clés du projet afin de permettre sa mise en œuvre. Elle a en particulier pu structurer l'action collective et donner une cohérence au projet en l'ancrant dans l'économie sociale. Cet ancrage, qui a facilité (dans le cas du gouvernement du Québec) ou permis (dans le cas de Filaction) l'obtention de ressources dédiées à l'économie sociale pour le montage du projet comme pour son développement ultérieur est le résultat d'un travail d'échange entre les membres de la CDEC impliqués dans le projet et les autres membres du conseil d'administration du Cinéma Beaubien. Rappelons que la viabilité économique du projet est en grande partie liée à son statut d'OBNL.

RETOMBÉES

Premier cinéma à être constitué sous la forme juridique d'un OBNL qui fût dans une certaine mesure, dictée par la nécessité, le cinéma respecte les principes de l'économie sociale et solidaire. Cette adéquation est rendue possible par le travail de réflexion et d'échange ayant été mené en amont du projet. L'ancrage du projet dans l'économie sociale est également le résultat d'un effort constant de questionnement fréquemment initié par la CDEC, facilitant l'adoption de modes de fonctionnement innovants.



Gsef

Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



CONSEIL
D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

OBLIGATIONS COMMUNAUTAIRES

TIESS

VANESSA SORIN, ÉMILIE GRUET ET MEGGIE SAVARD

OBNL

CONTEXTE

Les obligations communautaires (OC) sont des titres de créances, accessibles à tous, mais qui peuvent être émises uniquement par des organismes à but non lucratif. Tout en permettant à la communauté d'investir dans des projets qui lui tiennent à cœur, les OC sont une opportunité de mobiliser de nouvelles sources de capitaux privés, d'assurer le développement et renforcer l'ancrage territorial des entreprises d'économie sociale. Surtout utilisées en Ontario, elles sont peu connues au Québec.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Territoires innovants en économie sociale et solidaire est un organisme de liaison et transfert en innovation sociale. À travers le projet, il vise à éclairer et documenter le processus d'émission d'obligations communautaires (OC) afin de favoriser le développement de cette nouvelle avenue de financement. Moyens: Accompagnement de 4 projets-pilotes dans leur émission d'OC (Grand Costumier, Théâtre Empress, Cinéma du Parc, Collectif 7 à nous) dans leur émission d'OC. Mobilisation de partenaires et experts (acteurs de la finance solidaire, praticiens de l'économie sociale et du soutien à l'entrepreneuriat, chercheurs). Production d'outils de transfert (guide d'émission, trousse à outils, études de cas, activités de formation, etc.) afin de permettre à d'autres entreprises de réitérer l'expérience sur de nouveaux territoires et de contribuer à pérenniser ces pratiques d'émission.



PARTENARIAT

Soutiens financiers: Ministère de l'Économie, de la Science et de l'innovation, Fondation J.W. McConnell, Caisse d'économie solidaire, CÉSIM, PME MTL.
Partenaires: Carrefour de la création, Chantier de l'économie sociale, Fiducie, RISQ, Institut Karl Polanyi, Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec.
Organismes-pilote: Cinéma du Parc, Théâtre Empress, Grand Costumier, Collectif 7 à nous.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Les obligations communautaires (OC) sont une des nouvelles avenues de financement sur lesquelles se penche un comité de travail du TIESS. Elles participent à un mouvement de désintermédiation du financement et d'une volonté d'implication de la communauté. Pour s'assurer d'une utilisation efficace et rigoureuse de cet outil financier, il est nécessaire de se doter de balises propres au contexte des entreprises d'économie sociale et d'envisager les OC comme complémentaire aux autres sources de financement (prêts, subventions, dons, commandites, sociofinancement, etc.) La réussite du projet-pilote réside dans la co-construction et le transfert des connaissances réalisés à travers l'expérimentation des 4 projets-pilotes accompagnés et la mobilisation de partenaires clés qui favoriseront le déploiement de cet outil.

RETOMBÉES

Les résultats du projet-pilote vont permettre d'outiller et d'offrir des balises aux entreprises d'économie sociale désirant procéder à une émission d'obligations communautaires. Le déploiement des obligations communautaires (community bond) va permettre de se doter d'un nouvel outil financier qui:

- favorise la capitalisation des OBNL d'économie sociale,
- soutient l'ancrage local des entreprises d'économie sociale et la mobilisation de leur communauté,
- offre une avenue pour les citoyens de s'investir et d'investir dans des projets qui leur tiennent à cœur.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



CONSEIL
D'ÉCONOMIE SOCIALE
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

MONTREAL SANS MARCHES

FONDATION AXCS

VALERIE BURNET ET MARTIN BEAUREGARD

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

AXCS met en œuvre des solutions simples, concrètes et peu coûteuses aux enjeux de l'accessibilité universelle. En offrant aux commerçants une rampe d'accessibilité sur-mesure, notre projet « Montréal sans marche » vise l'élimination des barrières physiques des bâtiments et améliore de façon instantanée la qualité de vie de tous les membres de la communauté. Ces rampes se révèlent aussi et surtout être un outil de conscientisation pour engager une collaboration entre tous les acteurs qui font la ville.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Les artères commerciales sont au cœur de notre vie de quartier et sont des vitrines touristiques incontournables. En flânant sur celles-ci, force est de constater que de nombreux commerces possèdent des seuils et des marches, qui empêchent à des milliers de personnes à mobilité réduite, mais également de personnes âgées, livreurs, enfants et mamans avec poussette de profiter pleinement de la richesse de l'économie locale. AXCS tient à véhiculer une approche innovante et proactive de l'accessibilité universelle. En offrant aux commerçants une rampe d'accessibilité sur-mesure, notre projet « Montréal sans marche » vise tout d'abord l'élimination des barrières physiques de l'environnement bâti. Ces rampes amovibles à l'entrée des commerces sont une solution temporaire et imparfaite, mais elles tendent à améliorer de façon instantanée la qualité de vie de tous.

PARTENARIAT

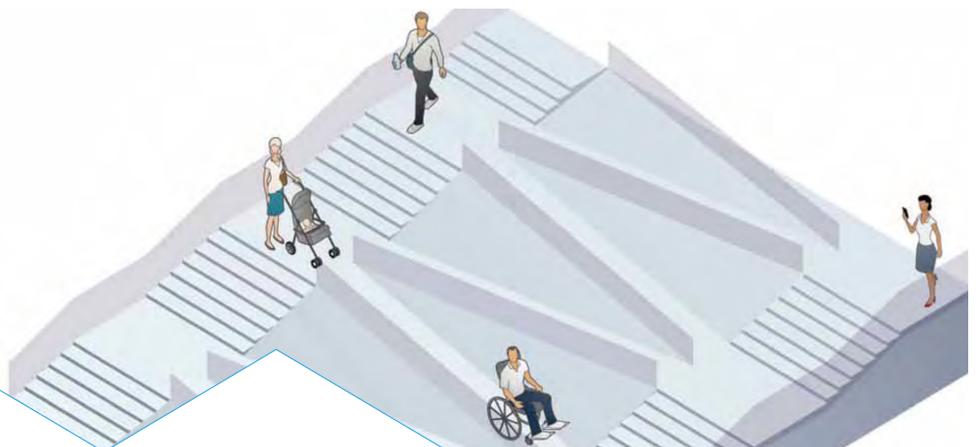
La Fondation AXCS fait appel aux Ateliers d'Antoine pour la confection de ses rampes. L'entreprise d'insertion socio-professionnelle Les Ateliers d'Antoine ont pour mission de venir en aide aux jeunes en difficulté, femmes et hommes, face au marché du travail, en favorisant leur insertion sociale et professionnelle.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Réticences des commerçants à faire l'acquisition d'une rampe... en offrant les rampes sans frais nous avons éliminé la cause principale d'objection. Protestation des groupes de défenses en matière d'accessibilité universelle. En ouvrant le dialogue nous avons su écouter la voix de tous afin de créer une meilleure harmonie entre les acteurs. Soutien financier. Les citoyens corporatifs sont très réceptifs à notre projet et nous travaillons à satisfaire leurs exigences afin d'obtenir des dons de ces derniers. Création d'un conseil d'administration et préparation d'états généraux d'ici décembre 2016. Association avec d'autres organismes ayant la même mission d'accessibilité universelle d'ici fin 2016. Projet de recherche en design avec une université de Montréal (détails à venir).

RETOMBÉES

- Conscientisation de la population en matière d'accessibilité. Grâce à notre projet « Montréal sans Marches », la population montréalaise a pu constater qu'il y avait un grand manque en matière d'accessibilité universelle des bâtiments de la ville.
- Meilleure qualité de vie des résidents des secteurs où AXCS a implanté son projet (ex. Promenade Hochelaga-Maisonneuve et Festival Mural du Boul. Saint-Laurent).
- Source d'inspirations pour les élus municipaux.
- Engouement des entreprises à participer financièrement au projet « Montréal sans marches ».



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



VILLAGE EN CHANSON DE PETITE-VALLÉE

VILLAGE EN CHANSON DE PETITE-VALLÉE

MARC-ANTOINE DUFRESNE

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Le Village en chanson de Petite-Vallée est né en 2001 suite à la fusion de deux organismes culturels oeuvrant dans le village de Petite-Vallée en Gaspésie, localité côtière comptant moins de 150 habitants. Organisation à but non lucratif, le Village en chanson fait de la culture et du tourisme ses principaux champs d'activité, contribuant ainsi à la vitalité de sa région qui est aux prises avec de nombreux problèmes de dévitalisation, d'exode rural et d'emploi.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Œuvrant dans les milieux culturels, touristiques et sociaux, le Village en chanson de Petite-Vallée est un organisme à but non lucratif, une entreprise d'économie sociale et un moteur économique essentiel pour sa région. Concrètement, l'organisme opère le Festival en chanson de Petite-Vallée, un important festival de chanson francophone; le Théâtre de la Vieille Forge, un diffuseur de spectacles pluridisciplinaire jumelé à un café-bistro; ainsi que le Camp chanson de Petite-Vallée, un camp de vacances spécialisé en chanson, pour les jeunes et les adultes. Faisant de la culture, et plus particulièrement de la chanson, sa matière première, le Village en chanson de Petite-Vallée a à sa barre 5 employés permanents et plus de 40 employés saisonniers qui assurent le bon fonctionnement de ses opérations.

PARTENARIAT

Le Village en chanson peut compter sur l'appui de nombreux partenaires. Parmi ceux de tous les instants et qui sont placés à l'avant-plan, mentionnons les municipalités environnantes, dont celles de Petite-Vallée et de Grande-Vallée qui appuient politiquement et financièrement les activités de l'organisme.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Le Village en chanson a su renouveler continuellement ses propositions et user de créativité afin d'assurer sa croissance malgré un contexte socio-économique qui a connu son lot de difficultés, dont une baisse démographique, un vieillissement de la population et une diminution du pouvoir d'achat de la population de proximité. L'entreprise doit encore aujourd'hui faire face aux défis de sa région et à ceux financiers qui la touchent depuis quelque temps. Malgré cela, elle continue à tout mettre en oeuvre afin de réussir sa mission. Dynamique et visionnaire, l'organisme sait naviguer contre vents et marées, saisir les opportunités nécessaires à sa croissance et s'affirmer comme un pilier de l'organisation socioculturelle de son coin de pays.

RETOMBÉES

- Budget de 1,8M\$, soit sept fois plus élevé que celui de la municipalité de Petite-Vallée. Masse salariale de près de 350 000\$.
- 5 employés permanents, 40 employés saisonniers.
- Plus de 2M\$ en retombées touristico-économiques.
- Plus de 20 000 visiteurs par année.
- 200 bénévoles pour plus de 5000 heures de bénévolat.
- Plus de 50 000\$ en dons reçus annuellement pour financer l'organisation d'activités culturelles pour la jeunesse gaspésienne.



PRÉSENTÉ PAR



**Pôle des entreprises
d'économie sociale de la
région de la Capitale-Nationale**
*Votre regroupement d'affaires des coopératives,
des mutuelles et des entreprises associatives*

COOP, SALLE MULTI, MILIEU DE VIE

LA NEF, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ

SYLVIANE PILOTE

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

En 2010, la Fabrique Notre-Dame-de-St-Roch envisage de se départir de l'église Notre-Dame de Jacques-Cartier. En concertation avec la Fabrique, la Fondation St-Roch de Québec propose une solution pour préserver le patrimoine bâti de l'église. Il s'agit de créer, avec plusieurs membres utilisateurs, une coop de solidarité qui gérerait le bâtiment et dont la Fabrique serait également membre. Dans un délai de trois ans, la Coop deviendrait propriétaire si certaines conditions sont remplies.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

La Coopérative de solidarité Notre-Dame de Jacques-Cartier devient propriétaire du bâtiment en novembre 2014. Quelques mois après, elle dévoile son image et son logo, puis devient la Nef. Elle dépose une demande d'exemption de taxes municipales auprès de la Commission municipale et l'obtient l'année suivante. Aujourd'hui, elle compte onze membres utilisateurs qui occupent des espaces locatifs. Elle gère la Nef salle multi qui accueille chaque année des dizaines d'événements. La Nef Coop a pour mission d'assurer dans un esprit coopératif et d'engagement social, la mise en valeur du patrimoine de proximité de l'église Notre-Dame de Jacques-Cartier située au cœur du quartier St-Roch à Québec, en offrant à la communauté un lieu de rassemblement et de services communautaires, culturels, caritatifs et solidaires.

PARTENARIAT

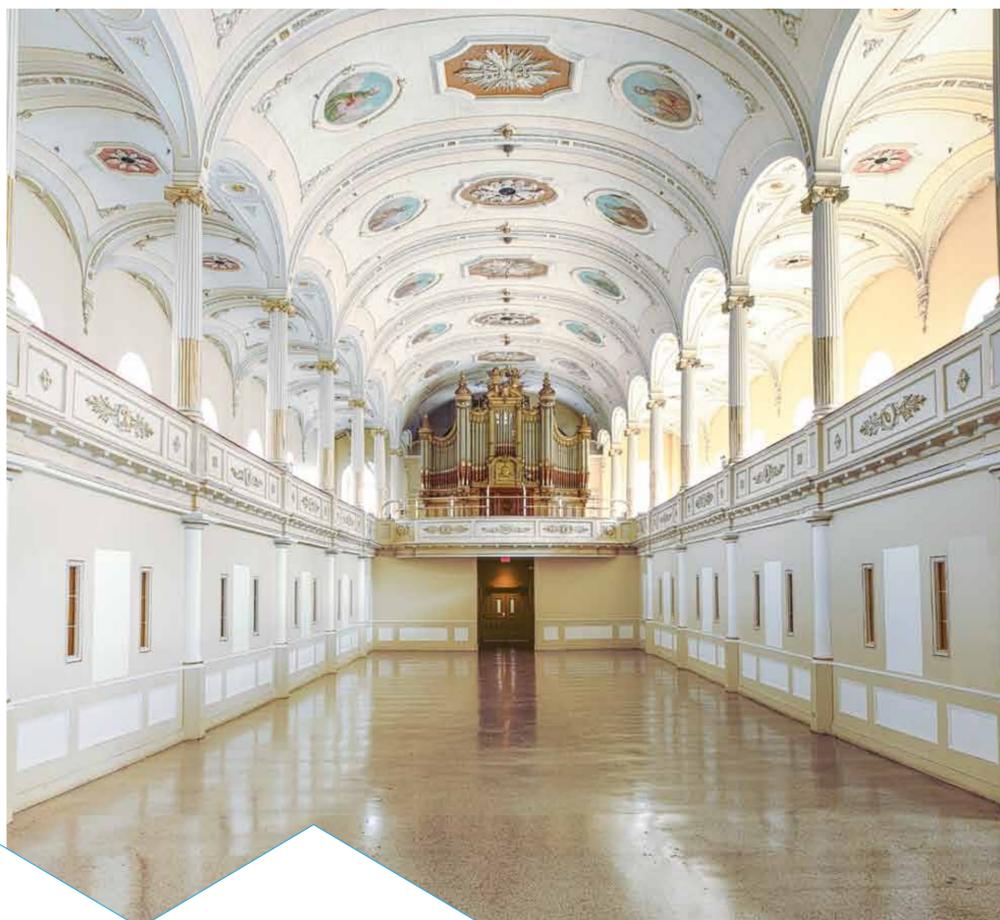
La CDEC de Québec: aide au pré-démarrage et accompagnement lors de demande de financement. La Caisse d'économie solidaire de Québec: financement projets spéciaux. La Ville de Québec: dans le cadre du Fonds de développement des territoires, dépôt du projet, financement en attente. Le Pôle des entreprises d'économie sociale de la Capitale Nationale: soutien à la commercialisation.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

La rentabilité demeure l'un des plus grands défis. Les coûts locatifs de ses membres doivent demeurer compétitifs afin de répondre à la mission de la Coop, les augmentations ne peuvent être importantes. La création de la Nef salle multi permettra la rentabilité à long terme. Cependant, elle devra faire face à la concurrence pour le même type de salle en nombre grandissant à Québec. Les frais d'exploitation sont très élevés. Le bâtiment, ancienne église, n'est pas conçu pour une occupation quotidienne. L'isolation est quasi absente et la structure même du bâtiment est très difficile à chauffer. Nous devons trouver des solutions afin de réduire les frais énergétiques du bâtiment. Le Programme écoénergétique semble être une bonne avenue et nous, espérons pouvoir le mettre en place en 2017.

RETOMBÉES

- Neuf entreprises d'économie sociale (OBNL ou Coopératives) et deux organismes communautaires membres utilisateurs.
- Plus de 60 activités et événements culturels, artistiques et communautaires à la Nef salle multi en 2015. Un milieu culturel et social et un lieu de rassemblement important au cœur du quartier St-Roch.
- 12,900 personnes bénéficiant de divers services annuellement.
- Dynamisation du milieu et du Quartier et partenariat local.
- Chiffre d'affaire en constante évolution.
- Mise en place de projets citoyens-ennes.
- 20 organismes satellites.
- Création d'emplois.



PRÉSENTÉ PAR



 **Pôle des entreprises
d'économie sociale de la
région de la Capitale-Nationale**
Votre regroupement d'affaires des coopératives,
des mutuelles et des entreprises associatives

LA SANTÉ GLOBALE AU MONASTÈRE

LE MONASTÈRE DES AUGUSTINES

GENEVIÈVE LEBLANC

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Arrivées à Québec en 1639, les Augustines ont fondé 12 hôpitaux, qui font toujours partie du réseau public de santé québécois. Confrontées au déclin de leur communauté, elles ont fait le choix de transmettre de leur vivant, à travers une fiducie d'utilité sociale, leur héritage matériel et immatériel à la population. Le Monastère des Augustines, OBNL, gère et opère ce havre de culture et de mieux-être en proposant un contact vivant avec ce patrimoine de plus de 375 ans.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Inspiré des lieux et des valeurs des Augustines, l'engagement du Monastère se déploie à travers une offre contemporaine, axée sur la santé globale: 65 chambres de type monastique, un musée, un centre d'archives, une programmation en culture et en santé globale, 10 salles multifonctionnelles, un restaurant santé ainsi qu'une boutique et un comptoir-lunch. La transformation de l'ancien cloître en hôtellerie d'expérience permet de s'imprégner de l'esprit des lieux d'une façon tout à fait novatrice et authentique. Tous les surplus et les dons reçus servent à assurer la pérennité et la mise en valeur du patrimoine, à soutenir la mission de mieux-être des individus et de la société ainsi qu'à rendre les services accessibles au plus grand nombre.

20 - QUÉBEC - QUÉBEC - CANADA

PARTENARIAT

Ministère de la Culture et des Communications. Patrimoine Canadien. Université Laval. Alliance santé Québec. Office du Tourisme de Québec. Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Divers partenaires touristiques. Leur soutien financier et d'expertise permet l'accessibilité au patrimoine, le rayonnement du tourisme de ressourcement, la promotion de la santé et le développement d'innovations sociales en santé durable.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

LE DÉFI - L'intégration cohérente de différents secteurs: l'hôtellerie et la programmation sont des volets générateurs de revenus qui soutiennent financièrement la conservation et de la mise en valeur d'un patrimoine fondateur et la mission sociale relative au mieux-être des individus et de la société.

LES FACTEURS DE SUCCÈS - 1. La mise en place d'une offre audacieuse et inédite, sans dénaturer les lieux ni trahir les valeurs humanistes et solidaires des Augustines. 2. L'équilibre entre le passé et le futur, entre les impératifs commerciaux et communautaires, entre les valeurs d'entraide et religieuses dans une offre laïque.

LES PERSPECTIVES - Soutenir l'innovation sociale en santé durable.



RETOMBÉES

- Reconversion d'un bâtiment dans la continuité d'un patrimoine fondateur de plus de 375 ans pour permettre l'usage au grand public.
- Mise en valeur du patrimoine matériel, immatériel et mémoriel des Augustines tout en assurant l'autofinancement de la mission sociale et culturelle.
- 7 chambres disponibles pour les accompagnateurs de malades et 1 chambre disponible pour les proches aidants.
- Offre unique en tourisme de ressourcement et de mieux-être.
- Création de 65 nouveaux emplois, en 2015 et 2016, représentant une augmentation de 400% par rapport à 2014.



PRÉSENTÉ PAR



COOP ALINA: AMÉLIORER POUR PÉRENNISER

COOP ALINA - ÉPICERIE SANTÉ

OLIVIER RIOPEL

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Après 37 ans d'existence, la Coop Alina s'est retrouvée face à un défi de taille: comment gérer sa croissance, améliorer ses services orientés vers ses membres, améliorer sa place sur le marché alimentaire régional et se doter d'outils financiers tout en assurant sa pérennité? Dans un contexte agroalimentaire mondial contrôlé de plus en plus par une poignée de grands joueurs, comment une petite coopérative comme la nôtre peut assurer son développement?

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Née en 1978, La Coop Alina regroupe aujourd'hui près de 8000 membres avec près de 25 employés et plus de 3M \$ de chiffre d'affaires. Établi depuis 1992 au centre-ville, c'est vers 2010 que la Coopérative se retrouve avec un problème majeur: comment va-t-elle gérer sa croissance, comment va-t-elle se doter d'outils financiers permettant d'assurer sa pérennité? Et comment s'assurer de répondre adéquatement aux besoins des membres face à une concurrence de plus en plus féroce? C'est en 2013 que nous montons un projet d'affaires afin d'agrandir nos locaux et nous porter acquéreurs de nos espaces. Nous allons cogner aux portes des organismes de financement en économie sociale et la réponse est positive. C'est donc à l'été 2015 que s'entreprennent des travaux de réfection du commerce. Modernisation des équipements, ajout de nombreux services (section prêt-à-manger, vrac, cosmétiques, salle de conférence).

21 - RIMOUSKI - QUÉBEC - CANADA

PARTENARIAT

Financier: Caisse d'économie solidaire Desjardins. Financement de la bâtisse et une partie de travaux. Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Financement des travaux et équipements. Fonds RISQ. Financement: Fédération des Coopératives d'alimentation du Québec. Financement et soutien au projet: Groupe Morency. Plans et devis, exécution des travaux. Construction Albert. Exécution des travaux.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Commercialisation: Au coeur de la projet, notre volonté de se distinguer dans un marché de plus en plus compétitif.

Impact écologique: Au coeur de la mission de notre Coopérative, le souci a été porté à chaque décision afin de réduire l'impact écologique le plus possible.

Financement: L'accès au financement conventionnel n'étant pas possible, il nous aura fallu mettre beaucoup d'énergie afin de monter un projet à présenter aux financiers.

Pérennité: La finalité de notre projet est sans contredit la pérennité de la coopérative, par son dynamisme et la participation de ses 8000 membres

Perspectives futures: La réception du projet a été très positive dans la communauté. Maintenant un des commerces phares du centre-ville Rimouskois, la Coop Alina est un exemple de dynamisme dans l'est du Québec.



RETOMBÉES

- Augmentation de l'actif de la coopérative par le biais de l'acquisition de la bâtisse.
- Augmentation importante du membership.
- Augmentation de l'affluence et du chiffre d'affaires de plus de 20%.
- Augmentation du nombre d'employés de plus de 10%.
- Acteur de changement par de solides partenariats avec des producteurs locaux et régionaux.
- Meilleur positionnement dans le marché et rayonnement régional important.
- Intercoopération plus grande avec des coopératives québécoises.
- Empreinte écologique plus faible.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



CSUR LA FIBRE OPTIQUE

COOP DE SOLIDARITÉ DU SUROÏT-CSUR

RÉJEAN SAUVÉ

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

En 2006, les fondateurs de la Coop-CSUR se sont mobilisés pour mettre sur pied un réseau de transmission du signal internet par micro-ondes. Compte-tenu de l'immense demande, le service est passé d'un village à une région et a rapidement atteint le point de saturation. En 2013, nous nous sommes donc lancés dans l'exploration de la possibilité de dérouler la fibre optique à partir de Très-St-Rédempteur puisque nos principaux buts sont de faire du développement social autant que du développement économique.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Au début, la Coop était l'une des premières entreprises au Québec à investir dans la fibre optique. Nous l'avons fait d'abord pour mieux répondre aux besoins de la population ne recevant pas ou très mal les services, mais aussi pour développer nos services de façon innovatrice et durable dans le temps. La fibre optique coûte très cher à l'achat et à l'installation. La densité ne permet pas toujours de rentabiliser l'investissement. En contrepartie, le besoin le justifie amplement. En tant que première coopérative multiservice au Québec oeuvrant dans les secteurs des TIC et de l'alimentation, la mobilisation des membres est très importante. Des consultations sociocratiques auprès de nos membres ont été organisées pour réfléchir et recommander au CA des pistes de solutions pour aider à orchestrer et à financer le déploiement de la fibre optique chez nous!



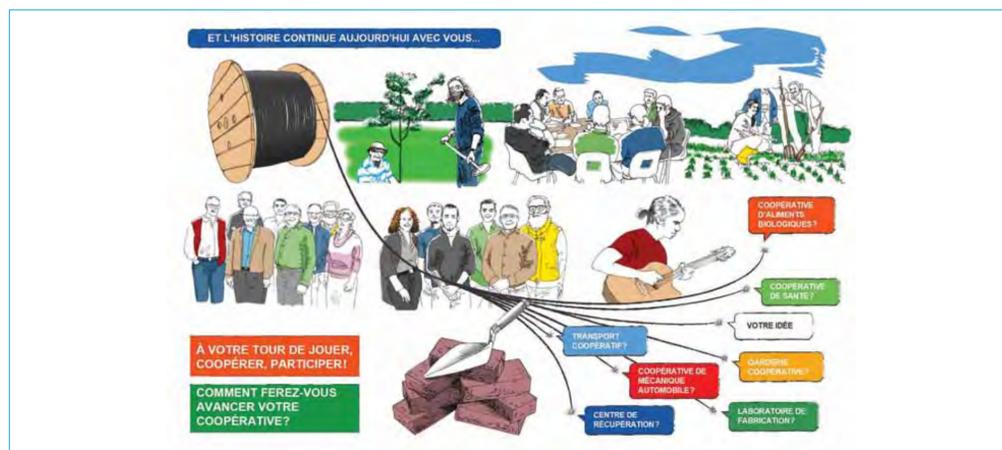
22 - TRÈS-SAINT-RÉDEMPTEUR -
QUÉBEC - CANADA

PARTENARIAT

Pour financer notre réseau, nous avons fait appel à nos membres et avons reçu près de 400 000 \$ en prêts, démontrant ainsi la mobilisation fracassante de notre communauté. Nous avons aussi obtenu une subvention du Pacte rural et une commandite de la Caisse Desjardins Vaudreuil-Soulanges. Une dizaine de membres ont collaboré aux efforts de communication, de porte-à-porte et de coordination.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Nous avons d'abord dû trouver des moyens pour financer un investissement de près de 1 million en 3 ans. Avec les nombreux prêts de membres, nous avons pu nous tourner vers les institutions financières régulières. Nous avons aussi dû apprivoiser la nouvelle technologie. Nous n'avions accès à aucun autre modèle de notre type pour comparer nos choix. Nous avons donc suivi plusieurs formations. Nous avons dû nous aventurer dans des négociations ardues avec Bell Canada et d'autres gros joueurs. Nos défis à venir sont de poursuivre le déploiement de la fibre dans d'autres secteurs, de trouver de meilleures technologies en termes de TV et de téléphonie pour s'imposer comme fournisseur incontournable de services TIC dans le Suroît et de se positionner en tant qu'entreprise d'économie sociale visionnaire, solide et audacieuse.



RETOMBÉES

3 ans plus tard, nous:

- Avons déroulé près de 80 km de fibre optique.
 - Desservons près de 900 résidences.
 - Rassemblé une dizaine de bénévoles qui contribuent aux efforts de déploiement.
 - Amassé plus de 400 000\$ en prêts de la part de nos membres.
 - Offrons les services à plus de 600 familles sur la fibre optique.
 - Utilisons les surplus dégagés par la fibre optique pour soutenir d'autres initiatives tels un marché d'alimentation écologique et local et un Fonds de développement social.
- Fêtons 10 ans de fierté et de solidarité cette année, en 2016!



Montréal 2016
Forum mondial de l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR

Office municipal
d'habitation de Trois-Rivières

Vous logez, nous habitons !

Mauricie
Pôle d'économie sociale

COOP AGIR ENSEMBLE

OMH DE TROIS-RIVIÈRES

MARCO BÉLANGER

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

L'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières gère 1640 logements sociaux hébergeant 2700 locataires. Depuis 2004, nous avons vu arriver des réfugiés d'Afrique et d'Amérique du Sud. La persévérance scolaire, l'intégration à la société québécoise et le multiculturalisme sont devenus des enjeux pour les jeunes issus de l'immigration. Faciliter la réussite scolaire, permettre une première expérience en emploi et apprendre le Québec sont dès lors devenus une priorité au sein de nos logements sociaux.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

La Maison L'Entr'Amis encadrait chaque année 5 jeunes durant l'été afin de réparer leurs méfaits dans le quartier Jean-Nicolet depuis 2004. En 2010, l'OMH s'associait à eux pour un projet de construction de 300 bacs à fleurs dans les logements sociaux de Trois-Rivières. En 2014, la Maison L'Entr'Amis et l'OMH ont créé la Coopérative Agir Ensemble permettant de regrouper les solutions aux défis rencontrés. La Coopérative intègre les notions de persévérance scolaire avec de l'aide aux devoirs en cas d'échec scolaire, une première expérience en emploi avec des contrats rémunérés et la notion de partage avec de l'implication bénévole dans la communauté et des dons en argent à des causes sociales tenant à cœur aux jeunes. Chaque année, 20 jeunes âgés de 13 à 17 ans peuvent s'inscrire dans la Coop à la rentrée scolaire.

PARTENARIAT

La Maison L'Entr'Amis et l'OMH prêtent des locaux pour les bureaux et stocker les outils en plus de fournir des contrats de travail. Les Caisses Desjardins sont le commanditaire principal soutenant financièrement, la Coopérative sur 3 ans se joignant ainsi au montage financier OMH-Maison L'Entr'Amis. Cette année, la Ville de Trois-Rivières a octroyé un contrat annuel aux jeunes.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Multiculturalisme : encadrer et gérer 8 nationalités différentes par le travail en équipe, le partage et la solidarité.

Persévérance scolaire : par de l'aide aux devoirs, des soupers thématiques et de l'intervention individuelle ou de groupe.

Notoriété et reconnaissance du travail des jeunes : vidéo corporative et diffusion par Desjardins à la télévision et dans l'ensemble de ses Caisses de la Mauricie. Développement des affaires : par du démarchage, du bouche-à-oreille, la gestion des médias sociaux.

Perspectives : croissance des contrats et du nombre de jeunes à encadrer, structure administrative mieux établie, gestion et délégation aux jeunes les plus âgés dans l'encadrement des plus jeunes.

Financement récurrent : augmentation des heures de travail de 2200 à 4500 heures par année sur une période de 3 ans.

RETOMBÉES

- Le projet permet d'offrir une expérience en emploi à une douzaine de jeunes de 13 à 17 ans et des revenus d'environ 2000 \$ par jeune permettant de payer les dépenses scolaires tout en s'assurant d'une persévérance et réussite scolaire en HLM.
- Sentiment d'appartenance à la société d'accueil pour les jeunes issus de l'immigration ainsi qu'une première expérience en emploi augmentant les chances d'employabilité à l'âge adulte.
- En 10 ans, Agir Ensemble a permis la diplomation de 70 jeunes.



Gsef

Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



LE THÉÂTRE CITOYEN

THÉÂTRE PARMINOU

CARL LAFONTAINE

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Notre travail nous place au cœur des enjeux sociaux qui surgissent. Deux exemples : En 2003, le phénomène des gangs de rue et du recrutement des jeunes filles dans des réseaux de prostitution juvénile devient un problème pour la grande région de Montréal. La MRC de l'Érable compte accueillir 1000 nouveaux arrivants d'ici 2020. Des actions sont mises en place afin de développer une société inclusive.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Dans les deux cas présentés, le Théâtre Parminou a créé des outils de sensibilisation et d'éducation populaire dont la pertinence a été reconnue par les intervenants des milieux avec qui nous avons travaillé en étroite collaboration. Notre théâtre est un art qui pense. Il se démarque d'autres démarches artistiques. Il trouve sa matière première dans les réalités qu'il choisit d'aborder, de dénoncer. Notre premier lieu théâtral est le champ social, lequel est, pour nous, indissociable du champ culturel. Notre proximité avec les organismes et les publics auxquels nous nous adressons et leur intégration dans nos processus de création permettent une pertinence des propos hors du commun et favorisent l'atteinte de ces publics. Notre structure organisationnelle permet de faire une diffusion à grande échelle lorsque cela s'avère nécessaire et de partager l'expertise développée.

24 - VICTORIAVILLE - QUÉBEC - CANADA

PARTENARIAT

Si nous sommes les experts de la forme, les experts des contenus sont sur le terrain. Le SPVM a contribué à tous les aspects pédagogiques du projet Le prince serpent; même chose pour la ville de Victoriaville et le Comité d'accueil international des Bois-Francs pour: C'est Tigidou. En outre, sans leur soutien financier, il serait impossible de nous mettre au service du développement de la personne et des communautés.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Le Prince serpent: pour rejoindre les jeunes, nous devons intégrer le réseau scolaire montréalais. Peu actifs sur ce territoire en 2004, nous avons dû développer une relation de confiance avec les services éducatifs. Notre collaboration étroite avec le SPVM a été déterminante pour établir la crédibilité nécessaire à ce type d'action. C'est tigidou: clientèle en francisation et en intégration, nous avons opté pour une forme de médiation culturelle qui maximisait les échanges et la participation. Comme nous abordions des sujets sensibles, notre stratégie a été de miser sur la valorisation et la mise en action des individus. Dans les 2 cas, nous avons choisi une forme interactive, adapté le langage aux publics et nous nous sommes rendus sur leur terrain pour nous adresser à eux.

RETOMBÉES

Le prince serpent:

- 395 représentations, 94 949 adolescents atteints.
- En réponse à un phénomène qui s'est étendu, la diffusion s'est élargie à d'autres villes qui en ont fait la demande.
- Devant l'analyse favorable des retombées du projet, d'autres initiatives de sensibilisation regroupant les commissions scolaires de Mtl, le Parminou et le SPVM ont vu le jour.

C'est tigidou, selon le rapport du CAIBF:

- Une centaine d'immigrants et victoravillois atteints.
- Réseautage de la communauté; Francisation et intégration accrues.
- Lauréat des Bons coups régionaux 2016.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



PÔLE
D'ÉCONOMIE SOCIALE
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

THÉÂTRE DU RIFT

LE RIFT

AMÉLIE CORDEAU

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Fondé en 1982, Le Rift est une entreprise d'économie sociale à vocation culturelle au sein de la MRC de Témiscamingue, dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Il gère entre autres, un centre d'exposition où se déroule la Biennale internationale d'art miniature du Témiscamingue ainsi que diverses activités culturelles, notamment avec les groupes scolaires. Le Rift offre les services dévolus aux arts de la scène, au cinéma et à des activités socioprofessionnelles communautaires.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Le Rift a comme objectifs généraux de promouvoir les arts de la scène, les arts visuels, le patrimoine et l'histoire dans son centre d'exposition et de théâtre. Il réalise, produit et diffuse des activités à caractères culturel et communautaire. Ses objectifs spécifiques sont la promotion du rayonnement culturel au Témiscamingue, de mettre en valeur, de diffuser et de promouvoir des expositions, des spectacles, des films et des activités à caractère culturel. Il fournit aux intervenants culturels de la région et à l'ensemble de la population du territoire témiscamien, publique et scolaire, des moyens de formation, de perfectionnement et d'expérimentation tels que: rencontres, formations, ateliers à caractère artistique. Il favorise l'accessibilité et l'utilisation maximale des équipements du Rift, galerie, théâtre, cinéma, en fonction du développement de la vie culturelle au Témiscamingue.

PARTENARIAT

Nous travaillons en partenariat avec plusieurs organismes, entreprises et/ou événements. La Galerie du Rift s'associe également aux organismes locaux pour offrir des activités artistiques hors murs sur tout le territoire témiscamien: Écoles primaires et secondaires, festivals, fêtes spéciales, Carrefour jeunesse-emploi.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Le Rift n'est pas relié aux services d'une ville mais à une entente de soutien financier non obligatoire avec les municipalités de la MRCT. En plus de l'absence de mécénats culturels locaux, cette entente est d'une année à l'autre, une variable financière majeure et pour laquelle nous devons déployer beaucoup d'énergie afin de la renouveler. Avec tous les efforts déployés par son équipe, nos revenus autogénérés sont plus élevés que la moyenne québécoise prouvant que notre communauté soutient ardemment son milieu culturel et participe à ses activités. Toutefois, devant l'essoufflement de ses employés, le Rift a mis en place une ressource afin de consolider puis augmenter les publics. Installés en région rurale et éloignée nous tenons à offrir la même diversité et qualité en termes d'offre culturelle qu'en milieu urbain.

RETOMBÉES

- Chef de file culturel sur le territoire témiscamien.
- Entreprise en économie sociale qui réussit à atteindre plus de 50% en revenus autogénérés.
- Entente avec les municipalités pour obtenir leur soutien financier.
- Prix du Diffuseur en arts de la scène 2013, remis à la Bourse Rideau (Le Réseau indépendant des diffuseurs d'événements artistiques unis).
- Il est le seul cinéma francophone dans un rayon de 130KM.
- 4000 personnes visitent la Galerie du Rift chaque année en plus des 750 lors des locations de la salle.



SÉANCE D’AFFICHES

AFFICHES DE L’INTERNATIONAL

Sauvegarde d’un édifice patrimonial

Educar fundamento de lo sostenible

Programa Universitario de ESS

La Borda, usuarias de viviendas coop

Piments

Innovation technologique d’Haïti

Initiatives Entrepreneuriat Jeunesse

La ESS Democratizando Territorios

Rejuvenation and Social Partnership

PRÉSENTÉ PAR



SAUVEGARDE D'UN ÉDIFICE PATRIMONIAL

HOSTELLING INTERNATIONAL - CANADA

JACQUES PERREULT

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

À la fermeture de la prison du comté de Carleton en 1972, la ville d'Ottawa hérite du vieil édifice construit cent dix ans plus tôt. Pour conserver cet édifice, la ville doit lui trouver une nouvelle vocation, ou le démolir. À la même époque, Hostelling International-Canada (HI) est à la recherche d'un édifice afin d'y établir une auberge de jeunesse qui permettrait aux jeunes voyageurs d'accéder à de l'hébergement touristique plus facilement pour visiter la capitale nationale.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Même si la prison n'était pas appropriée pour des prisonniers, Hostelling International-Canada, y voyant un édifice original, décide d'y ouvrir une auberge de jeunesse. C'est le 2 août 1973 qu'elle ouvre ses portes. Le coût pour la première nuit est de 2\$, puis de 1\$ pour chaque nuit additionnelle. Afin de faciliter le financement des rénovations, la ville vend l'édifice à Hostelling International-Canada pour une valeur symbolique fixée à 10\$ et impose trois restrictions : 1. y maintenir une auberge de jeunesse en permanence, 2. la ville peut racheter l'édifice après septembre 2029, 3. son rachat est aussi possible jusqu'à vingt ans après la mort du dernier enfant de la Reine Élisabeth II. Le huitième étage est maintenant transformé en musée. On peut encore y voir le couloir de la mort ainsi que la potence d'origine. L'auberge existe toujours, elle se développe maintenant en musée vivant.

PARTENARIAT

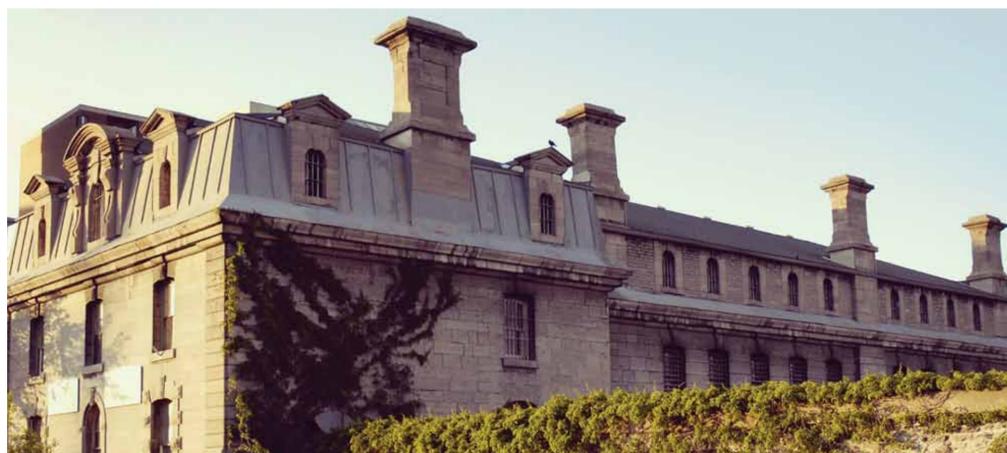
La ville d'Ottawa et Hostelling International-Canada, se sont alors unis afin de protéger cet édifice patrimonial tout en le rendant accessible aux jeunes voyageurs. Des bénévoles sont même allés jusqu'à hypothéquer leurs biens afin de trouver l'argent nécessaire à l'installation de l'auberge. Des prisonniers, récemment transférés, ont également participé aux travaux d'installation.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Les besoins en entretien et rénovation d'un édifice patrimonial nécessitent des investissements importants. Comment trouver l'argent nécessaire lorsque l'édifice ne peut être hypothéqué ? La popularité touristique de la vieille prison attire l'entreprise privée locale qui désire y mener des affaires. Cette activité génère des revenus moindres que l'hébergement tout en augmentant le stress sur l'édifice. Comment marier les deux types d'opérations et continuer de donner accès aux visiteurs locaux ? Les élus municipaux changent, la ville continuera-t-elle à reconnaître et appuyer l'utilisation actuelle de son édifice ? En tant qu'entreprise d'économie sociale, nos dirigeants changent. Comment transmettre une double mission de musée et d'hébergement ?

RETOMBÉES

- Depuis 1973, HI-Ottawa Jail Hostel y a accueilli plus de 800 000 jeunes voyageurs.
- Le guide touristique Lonely Planet a qualifié cette auberge de jeunesse comme l'une des dix auberges au monde qu'il faut absolument voir.
- L'auberge est régulièrement présente dans les médias, tant pour son aspect historique que pour son offre originale.
- Haunted Walks, un partenaire commercial, y accueille plus de trente mille visiteurs par année.
- Les tours les plus vendus sont ceux qui parlent des fantômes, l'édifice est réputé être hanté.
- Les jeunes y trouvent un endroit abordable où séjourner.



PRESENTADA POR



EDUCAR FUNDAMENTO DE LO SOSTENIBLE

FUNDACION TECNICA DE CALDAS

JUAN CARLOS MONTES TORO

EMPRESA DE ECONOMÍA SOCIAL

CONTEXTO

Tema: Educar fundamento de lo sostenible. ORGANIZACIÓN: Fundación técnica de caldas. COLOMBIA. CONTEXTO: 1. Entendemos que en la realidad los currículos académicos actuales omiten los temas del desarrollo inteligente y sostenible de las ciudades. 2. Estos procesos de enseñanza aprendizaje no garantizan lograr una identidad social y sostenible de los sujetos en formación.

PRESENTACIÓN DE LA INICIATIVA

Esta iniciativa pretende incorporar desde la Primera Infancia los temas del desarrollo sostenible en los procesos de enseñanza aprendizaje no solo como modelo para Colombia, sino también para todos los países en vías de desarrollo como la vía más segura de integrar el desarrollo inteligente de las ciudades al comportamiento integral del ser humano. Esta iniciativa presenta como aspectos innovadores: primero; el diseño de currículos académicos aplicados a las necesidades del desarrollo inteligente y sostenible de las ciudades y segundo; la afirmación de la identidad en los niños y niñas en el ámbito social, ecológica, económica, familiar y comunitaria como aspecto central del desarrollo sostenible.

COLABORACIÓN

Nuestros SOCIOS: 1. los Niños y Niñas de Primera Infancia como agentes principales del proceso. 2. Padres de familia como agentes formadores que garantizan la sostenibilidad. 3. Directivos y docentes como ejecutores del proyecto. 4. Fundación Técnica de Caldas como garante y creador del proyecto.

DESAFÍOS ALCANZADOS Y PERSPECTIVAS

Desafíos: 1. Currículos que omiten el desarrollo inteligente y sostenible de las ciudades. 2. Procesos de enseñanza aprendizaje que no garantizan identidad social y sostenible de los sujetos en formación. Estrategias: Integración del desarrollo inteligente a través de currículos ajustados para los contextos socioculturales de impacto en primera infancia. Elementos del éxito: Integrar niños y niñas de primera infancia a los principios de la Economía Social Solidaria y el Desarrollo Inteligente y Sostenible de las ciudades. Desafíos: Formar un ciudadano consciente de su responsabilidad social, ecológica, económica, familiar y comunitaria. Perspectivas: Expandir los currículos de formación en primera infancia, para que respondan a las necesidades que supone el desarrollo inteligente y sostenible de las ciudades.

BENEFICIOS

- Lograr a través de la educación en la primera infancia, desarrollos inteligentes y sostenibles para las ciudades.
- Integrar desarrollo inteligente y comportamiento responsable del ser humano.
- Incorporar desde la Primera Infancia el desarrollo sostenible en los procesos de enseñanza aprendizaje.
- Innovar en el diseño de currículos aplicados a las necesidades del desarrollo inteligente y sostenible de las ciudades y en la afirmación de la identidad social, ecológica, económica, familiar y comunitaria como aspecto central del desarrollo sostenible.



PRESENTADA POR



UNIVERSIDAD DE
COSTA RICA

PROGRAMA UNIVERSITARIO DE ESS

V.A.S. UNIVERSIDAD DE COSTA RICA

YASY MORALES CHACÓN

GOBIERNO Y ORGANISMO PÚBLICO

CONTEXTO

En Costa Rica, después de tres décadas de políticas neoliberales, de desarticulación de los mercados nacionales, de aumento del desempleo, las desigualdades y los niveles de pobreza, la asociatividad en el marco de la Economía Social Solidaria, empieza a organizarse y a articularse con gran dificultad, por lo fragilizada que se encuentra por enfrentarse a estructuras de mercado y a políticas institucionales que la excluyen. En el 2014 el Estado empieza a apostar en incluir la ESS en políticas públicas.

PRESENTACIÓN DE LA INICIATIVA

El Programa busca promover el desarrollo de la Economía Social Solidaria (ESS) en alianza con organizaciones, instituciones del Estado y organizaciones no gubernamentales para aportar al fortalecimiento y la construcción de culturas socioeconómicas caracterizadas por la democracia, el compromiso, la solidaridad, la equidad y la justicia. Se está desarrollando una estrategia de trabajo integral vinculando las actividades de docencia, investigación y acción social desde la universidad, enfocándose en el acompañamiento de creación de políticas, planes y proyectos institucionales, procesos de articulación territorial y sectorial de las organizaciones de ESS, revalorización de espacios de intercambios solidarios de conocimientos, alimentos, productos y servicios, investigaciones y procesos de formación y productos y eventos de comunicación que aporten al conocimiento y desarrollo de la ESS.

COLABORACIÓN

La Dirección de ESS del Ministerio de Trabajo y Seguridad Social es nuestra aliada institucional, la cual se articula con las diversas instituciones del Estado para el desarrollo de la ESS. En la sociedad civil, nuestra aliada es la Red de ESS que articula a las organizaciones a nivel nacional y tiene alianzas con diversos movimientos sociales (agroecología, agricultura familiar, feminismo, ecologismo, etc).

DESAFÍOS ALCANZADOS Y PERSPECTIVAS

Ir más allá de la cultura económica capitalista que condiciona aspiraciones o visión del trabajo organizativo y los modos de gestión de las organizaciones de ESS, ante esto, se ha avanzado generando constantes espacios de aprendizaje sobre la ESS, diálogo, intercambios y experiencias de trabajo conjunto entre las mismas organizaciones de ESS para reconocer prácticas más coherentes con sus valores y realidades. Hacer coincidir dinámicas, formas de trabajo, tiempos requeridos y necesidades de las organizaciones con las de las instituciones públicas. Se ha buscado tener una comunicación constante, transparente y momentos de evaluación en los procesos para asegurar la mútua satisfacción con éstos. Visibilizar y sensibilizar sobre las prácticas de ESS en las diferentes esferas de la sociedad.

BENEFICIOS

- Uso óptimo y potencialización de los recursos de las organizaciones de ESS y de las instituciones para el fomento, la articulación y el desarrollo de la ESS.
- Procesos más integrales de articulación en los territorios que incluyen aspectos identitarios, organizativos, socioproductivos, comerciales, ambientales, culturales y políticos.
- Mayor capacidad de impacto en política pública por las alianzas realizadas.
- Implicación directa de la universidad en el desarrollo del país e incidencia en la educación universitaria con el tema de la ESS.



PRESENTADA POR



LA BORDA, USUARIAS DE VIVIENDAS COOP

HABITATGES LA BORDA, SCCL

HERNAN CÓRDOBA MENDIOLA

EMPRESA DE ECONOMÍA SOCIAL

CONTEXTO

La crisis inmobiliaria pone en cuestión los modelos convencionales de acceso a la vivienda: la propiedad o el alquiler. Proponemos construir viviendas cooperativas de propiedad colectiva de alta eficiencia y bajo impacto, en las que las personas serán usuarias de las viviendas, pero no sus propietarias. La asequibilidad de las mismas al conjunto de clases sociales, la generación de vínculos comunitarios entre las habitantes y de éstas con su entorno, son algunos de los aspectos centrales de la propuesta.

PRESENTACIÓN DE LA INICIATIVA

La cooperativa, sin ánimo de lucro, surge del proceso participativo llevado a cabo por el vecindario de Can Batlló, un antiguo recinto fabril recuperado para nuevos usos por parte del mismo. Una de las necesidades es la del acceso a la vivienda de la gente del barrio (Sants), y se trabaja en una alternativa de acceso a una vivienda digna, asequible y eficiente, que a su vez erradique las lógicas especulativas y las relaciones convencionales con la vivienda (propiedad o alquiler). La Borda consigue en 2015 una cesión de suelo a 75 años del Ayuntamiento para construir un edificio de 28 viviendas en el recinto. Las personas socias serán usuarias de las viviendas, pero la propiedad del edificio, las viviendas y los espacios comunes y comunitarios serán propiedad indivisible de la cooperativa. El barrio se dota así de una estructura colectiva para resolver una necesidad propia, la vivienda.

COLABORACIÓN

La creación del modelo de cooperativa, así como la promoción de las viviendas, supone la implicación de numerosos agentes y personas. La Borda ha puesto como prioridad la intercooperación con otros proyectos de la economía social catalana: finanzas (Coop57), gestión (La Ciutat Invisible), proyecto (Lacol Arquitectos), ingenierías (Arkenova), servicios jurídicos (Col-lectiu Ronda), consultores energéticos (Societat Orgànica).

DESAFÍOS ALCANZADOS Y PERSPECTIVAS

En otros países este modelo de acceso a la vivienda cuenta con dilatada experiencia e implantación, no así Catalunya, que cuenta con pocas experiencias, y en su mayoría en el ámbito rural. Un marco legal insuficiente, las lógicas imperantes relacionadas con el mercado inmobiliario, el desconocimiento por parte de las administraciones y del cuerpo social o la presión sobre el suelo en Barcelona, son algunos de los retos superados para poder en 2018 acceder a la primera promoción de viviendas. La apuesta por una gestión horizontal, la creación de comunidad, y la educación en aspectos de eficiencia y bajo impacto son los retos internos en los que se trabaja, en una apuesta decidida por implementar un modelo de acceso a una vivienda digna, asequible, accesible y eficiente a través de fórmulas colectivas y sin ánimo de lucro.

BENEFICIOS

La Borda puede ser una primera experiencia en Barcelona y Catalunya que permita mostrar que este modelo cooperativo de acceso a la vivienda es posible, y además pone de relieve las capacidades del conjunto del sector de la economía social catalana. No solo se erradican las lógicas especulativas y de propiedad con las viviendas y con el suelo, sino que se concibe el proyecto como una infraestructura de la que se dota la comunidad para resolver una necesidad común. Se propone, además, un edificio que cumplirá con los máximos de eficiencia y sostenibilidad de los materiales.



PRÉSENTÉ PAR



PIMENTS

COOPANAME

JUSTINE BALLON

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

En France, le contexte économique et social est caractérisé par la montée du chômage subi par les jeunes. Dans cet environnement néolibéral basé sur la compétition et le profit, il s'agit de défendre des valeurs de coopération et de solidarité auprès de la jeunesse. Quelles actions d'éducation de la jeunesse à la citoyenneté économique mettre en œuvre pour faire découvrir l'économie sociale, les coopératives ? Quelles alternatives pour les jeunes porteurs de projet ?

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

L'initiative Piments (Plateforme pour entreprendre solidairement) a la particularité de rassembler des acteurs jeunesse de l'éducation populaire et des structures d'accompagnement à la création d'activité entrepreneuriale, comme les Coopératives d'Activités et d'Emploi. Elle vise à mieux répondre aux besoins des jeunes, tout en proposant d'autres formes de travail et de relations de travail. L'accompagnement (troc de compétences, compagnonnage) est co-construit avec les jeunes, selon leurs besoins. Il s'agit de favoriser l'émancipation des jeunes à travers la réalisation de leur projet d'activité, tout en se formant (gestion, comptabilité) et en se concentrant sur leur métier, afin de pouvoir vivre de leur savoir-faire. C'est aussi donner la possibilité pour les jeunes d'intégrer un collectif et de créer des coopérations économiques avec d'autres jeunes, dans un réseau d'entrepreneurs.

PARTENARIAT

Le projet Piments en Ile-de-France rassemble des associations d'éducation populaire, des Missions Locales, le Groupement de Créateurs, Coopaname (Coopératives d'Activités et d'Emploi), l'Adie, Projet 19 (Pépinière associative). Elles partagent des outils d'accompagnement et co-construisent le projet ensemble avec des réunions d'information collectives, accompagnement, ateliers de formation.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

La difficulté de rassembler des acteurs aux cultures différentes qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble a ralenti le projet. En réalité, l'enjeu de l'interconnaissance et compréhension des particularités de chacun était essentiel et nécessaire pour assurer la pérennité du projet. Cela nous a incité à revoir nos positions et développer des outils de travail pour co-construire une démarche d'accompagnement commune. Favorisant une meilleure visibilité de nos structures auprès de l'État, des collectivités territoriales et surtout auprès des jeunes, l'enjeu reste d'assurer le financement du projet, dans un contexte de baisse des subventions publiques, et de mieux faire connaître le projet auprès des jeunes afin d'accompagner davantage de jeunes.

RETOMBÉES

- Développement de nouvelles compétences pour les acteurs impliqués.
- 2015 jeunes sensibilisés à l'économie sociale, le travail en coopérative, le projet de co-accompagnement.
- Créations d'outils d'accompagnement innovants (compagnonnage, atelier co-construction de mon plan d'action, apéro-créa, etc).
- 24 structures jeunesse et d'accompagnement à la création d'activité impliquées.
- 74 rendez-vous individuels avec des jeunes.
- 56 jeunes ayant participé à un atelier.
- 26 jeunes accompagnés dans le développement de leur activité.
- 7 compagnonnages.
- 15 apéros Piments.



PRÉSENTÉ PAR



INNOVATION TECHNOLOGIQUE D'HAÏTI

CITHADD

MANUS FLEURY

ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE

CONTEXTE

Dès notre retour de la 11ème conférence des jeunes sur le changement climatique à Paris en novembre dernier, sensibilisés sur la problématique de l'environnement et du développement durable, nous avons rencontré beaucoup de jeunes ingénieurs en informatique, individuellement développés des applications numériques pouvant être utiles à notre société. Et les utilisateurs se sont viscéralement accrochés aux outils numériques. D'où la nécessité d'implémenter le projet (CITHADD).

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

Ce projet est la création d'un Centre d'Innovation Technologique d'Haïti pour le Développement Durable (CITHADD). Il œuvre dans le secteur de la technologie. Ses activités principales consistent à développer et implémenter des projets numériques compatibles au développement durable dont le coût s'élève à 45,000.00 US et sera financé en partie par nos partenaires. Ce centre mobilise des ressources matérielles, techniques, financières et humaines. Notre vision consiste à faire de l'innovation technologique un véritable levier pour le développement durable en Haïti. Il sera doté d'une capacité de développer annuellement en moyenne trois applications. Il sera spécialisé dans le développement des applications numériques répondant aux exigences locales destinées aux acteurs de développement durable.

PARTENARIAT

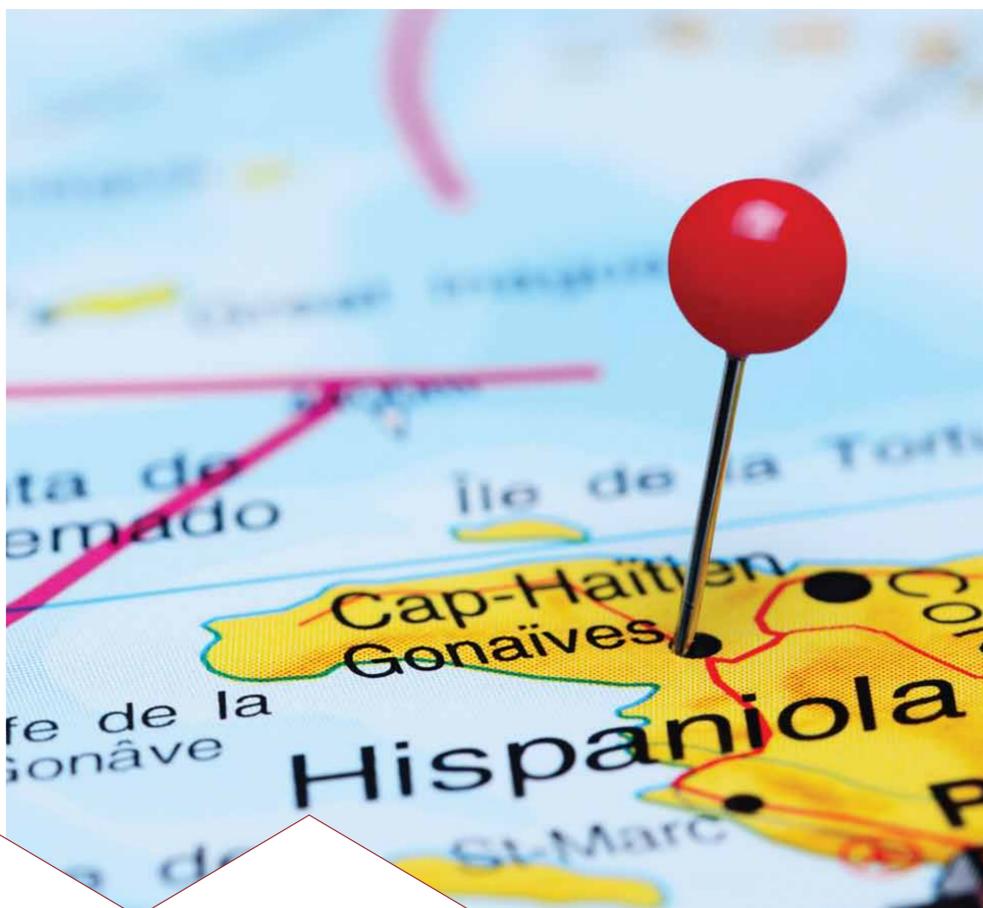
Nous avons constaté la nécessité d'intégrer la technologie au développement durable. En réponse à cela, plusieurs acteurs doivent s'impliquer, tels que: les utilisateurs des services, les opérateurs, fournisseurs de services et l'État en tant que régulateur du secteur. Et nous poursuivrons des consultations auprès des instances concernées pour avoir leur partenariat.

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

Le secteur technologique est nouveau en Haïti. Nous sommes au niveau startup. Le diagnostic interne nous a permis d'analyser nos forces et nos faiblesses. Nos capacités d'innovations et d'engagements profonds de l'équipe pour une création de valeur globale dépassent largement nos faibles moyens financiers qui contraignent dans la réalisation de nos objectifs. En vue d'améliorer la situation, nous tenons à dynamiser nos acteurs dans notre système de production tant sur le point technique, administratif et marketing. Nous ferons la gestion efficace de l'innovation de nos produits et de nos ressources. Nous créerons une image de marque pertinente qui donnera à notre institution un réel pouvoir d'attraction et qui correspondra à l'identité que nous projetons.

RETOMBÉES

- Le CITHADD a été depuis le début un très bon exemple de développement réussi et une bonne acceptation locale avec l'apparition de notre première application numérique Ma préfac qui a actuellement plus de 3,000.00 utilisateurs.
- Les utilisateurs se sont viscéralement accrochés aux outils numériques. La plupart des élèves manifestent un intérêt spontané plus grand pour une activité d'apprentissage qui fait appel à une technologie nouvelle qu'aux approches coutumières en classe.
- Le Cithadd vise le développement des capacités et des technologies endogènes.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRÉSENTÉ PAR



INITIATIVES ENTREPRENEURIAT JEUNESSE

RENAPESS
BABA SARMOYE CISSE
RESEAU ESS

CONTEXTE

La population malienne en âge de travailler est estimée à 52 % en 2014 alors que le taux d'emploi pour la même période s'établit à environ 37 %. La culture entrepreneuriale est quasi inexistante en milieu scolaire. Les programmes éducatifs répondent aux besoins d'acquérir des connaissances sans toutefois outiller les jeunes à lancer leurs propres affaires et à faire face au marché de l'emploi. Le manque de cultures entrepreneuriales est un frein à l'épanouissement personnel et professionnel des jeunes.

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

L'initiative se réalise dans le cadre d'une entreprise sociale dénommée « Art Ouatt Vision » qui a été lancée en 2014, juste au lendemain de la crise multidimensionnelle que le Mali a connu entre 2012 et 2013, par un groupe de 11 jeunes dont 6 garçons et 5 filles diplômés et étudiants. Ils sont spécialisés dans les métiers d'arts tels que la dramaturgie, le multimédia, la musique, la danse, les arts plastiques et le design au niveau du Conservatoire des Arts & Métiers « Balla Fasséke Kouyaté » de Bamako. C'est un groupe solidaire de prestation dans les domaines de qualification, des membres qui ont mis en commun dès leur première année de formation, leurs ressources, leurs savoirs spécifiques et leur temps pour ne pas être à la recherche d'emplois à leur sortie.

7 - BAMAKO - MALI

PARTENARIAT

ACEE-Mali est au départ de l'initiative, elle a créé le CEE « Art Ouatt Vision » et les assiste dans leur organisation et suivi. Le Conservatoire des Arts & Métiers « Balla Fasséke Kouyaté » de Bamako, leur permet d'acquérir les connaissances dans l'ensemble des domaines d'intervention du groupe. Le groupe Wahala met à disposition le matériel nécessaire aux représentations de « Art Ouatt Vision ».

DÉFIS RELEVÉS ET PERSPECTIVES

L'initiative vise principalement à créer des emplois et des revenus décents prioritairement pour les membres du groupe. La formation des jeunes en nouvelle technologie de l'informatique, de la communication et des arts scéniques constitue, aujourd'hui, un atout économique pour l'émergence économique au Mali. La création de « Arts Ouatt Vision » a permis aux membres de pouvoir s'auto-employer et de vivre dignement tout en contribuant au développement de l'entrepreneuriat jeunesse et la stabilité socioéconomique en tant que composante déterminante de la société malienne. Nous comptons développer notre participation à différents festivals tels que le Festival sur le Niger, le Festival international de Sélingué (ruban musique et mode), le Festival d'arts numériques (ciné-à-dos) et bien d'autres.



RETOMBÉES

Les retombées de cette initiative sont nombreuses. Certaines sont le fruit direct des objectifs du groupe, d'autres en découlent naturellement:

- Bonne coordination des orientations stratégiques et des actions sur le terrain.
- Utilisation du numérique dans les prestations.
- Capacité à articuler la théorie et la pratique.
- Capacité à gérer l'entreprise.
- Reconnaissance publique.
- Autonomie financière.
- Création d'emplois.
- Promotion féminine.
- Accès aux formations.
- Leadership.



PRESENTADA POR



LA ESS DEMOCRATIZANDO TERRITORIOS

INST DESAR DE ECON ASOCIATIVA - IDEAC

NICOLAS CRUZ TINEO

ENTIDAD SIN FINES LUCRATIVOS

CONTEXTO

Inicia el 2013, en los municipios Hondo Valle y Juan Santiago, prov. Elías Piña, en Dominicana. Territorio común de 223.8 Km² y entre 900 a 1300 msnm, producción de café Frijol Gandul Maíz y frutales por pequeños/as productores/as de 2 a 5 has e intermediarios del comercio y finanzas. Con 14,900 hts con pobreza de 82.4%, bajos ingresos, altos déficits de servicios sociales básicos y fuerte degradación ambiental. Con gestiones municipales y gubernamentales verticales y clientelares.

PRESENTACIÓN DE LA INICIATIVA

El proceso de descentralización y democratización de la gestión del territorio con autogestión económica por trabajadores/as, es fundamento de recuperación y sostenibilidad de tendencias colaborativas de relaciones sociales entre humanos y la naturaleza. Organizado un emprendimiento de ESS, modificando las formas de producción y distribución de riquezas y participando en los mecanismos de planificación y gestión local, generan cambios de relaciones de poder, mediante innovadores mecanismos institucionales y colaborativos de participación, como los Planes de Desarrollo y Ordenamiento Territorial y Municipales y una cooperativa de producción, comercialización y financiación solidarias, están recreando valores, visiones y actitudes colectivas sobre la vida y su reproducción colaborativa, entre ellos/as, demás sectores, los gobiernos local y nacional y la naturaleza.



8 - SANTO DOMINGO, DN -
REPÚBLICA DOMINICANA

COLABORACIÓN

Las organizaciones de Caficultores, Mujeres y Regantes, constituyeron la Cooperativa Productores Agropecuarios Amor por la Vida (COOPASEMAVI) y participan en los Comités de Seguimiento y Consejos Municipales. Las Alcaldías municipales colaboraron y aprobaron los Planes de Ordenamiento Territorial y Municipales de Desarrollo, Unión Europea apoyó con financiación y técnico de CODOCAFE y DGODT.

DESAFÍOS ALCANZADOS Y PERSPECTIVAS

Desafía la centralización de poder y discrecionalidad en la gestión del territorio, la economía y política local, desarrollando capacidades empresariales y políticas solidarias, con mecanismos de control y gestión, aumentando el poder social y reduciendo practicas depredadoras, cultura e ideología individualistas patriarcales. Clave es el protagonismo de la organizaciones, partiendo del potencial material, cultural y espiritual existente para generar diálogos y compromisos vinculantes con las autoridades locales, conciencia de ciudadanía responsables y actitudes críticas sobre la necesaria protección y reproducción de los bienes comunes y públicos. Será sostenible en una continua gestión solidaria de la economía local por los trabajadores/as y la participación de estos/as en los mecanismos de toma de decisiones políticas.

BENEFICIOS

- Mas de 200 familias asociadas a COOPASEMAVI para 1800 productores/as, con bienes comunes por €600,000, en servicios financieros, banco de semillas, comercialización, abonera orgánica, vivero, ferretería, beneficio de café.
- Rescatado el Convite o trabajo asociado.
- Ejecutándose 2 Planes Ordenamiento Territorial y 2 Municipales de Desarrollo.
- Fortalecidos 2 Consejos Municipal y 2 Comités de Seguimiento y Veeduría.
- Construidos el acueducto de Hondo Valle, las carreteras intermunicipales, de 8 kms de caminos vecinales e inicio del puente de Hondo Valle y asfaltado Calles de Juan Santiago.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

PRESENTED BY



REJUVENATION AND SOCIAL PARTNERSHIP

NATIONAL CHENG KUNG UNIVERSITY

YU-FENG WONG

GOVERNMENT AND PUBLIC AGENCY

CONTEXT

This is a typical disadvantaged rural community of Tainan City in terms of aging population, learning population, and economic population under dramatic hollowing out of public service structure since 2006. 200 aged over 65 residents, 50 school boys and girls, and 250 working villagers scattering around this 74 square-kilometer hill-area. The basic needs of health, education, and economy development are high in demand by rebuilding a sustainable resource network.

PRESENTATION OF THE INITIATIVE

With academic strength, we and 20 more partners co-produced 3 inter-linked measures as a sustainable resource network, namely learning companion, community tourism, and social support. Each measure contains its own resource networks. Learning companion provided university students as companions of local children through regular distance learning, software writing, or wildlife watching camp. It provide learning opportunity for local children and burden-sharing of the church. Community tourism provided basic observed data related to the local life style, oral history, personal or community-wide vision, agricultural production process, natural landscapes, and wildlife to form diversified touring routes in terms of community economy. The social support measure is aimed to provide team-resources for aging, university companions, or local school child who confronts difficulty in living, learning, or family affairs.

PARTNERSHIP

All participants are resources providers. Learning companion for example. NCKU for companion manpower. FJCU and Sun Net for distance learning platform. Juojhen Junior High School, Juojhen Primary School and Green Miracle for computers. Gangling Church for learning space. Gongguan Community Development Association and Oyster Rock for interior decoration. Similar partnership for the other two measures, local hospital get involved.

CHALLENGES MET AND FUTURE PERSPECTIVES

One of challenges we often met is whose participating purpose was being served. When such question was raised especially by the local communities, we called communities and/or relevant parties for clarification. It was complicated process in handling partnership. In doing a good will, we identified obstruct factors, and path by self-reflection and/or listened to the local opinions, and came to the responsible participant for further clarification, and proposed solutions. We left a certain of times to see if there was any progress. At times, achieving solution was hard after several rounds of communication with related parties. If so, we appealed to our team leaders for changing decision making structure. If not, disconnected partnership would be applied, which was a difficult time. Good initial contact stage is needed.

IMPACTS

- Building up resource redistribution structure and reducing local burden in after-school learning.
- An increase of marketing price after participating in documenting agriculture production process.
- 2 formal decision making structures creating space for official staff co-working with the communities.
- An expansion of course number and category participating in the communities within 2-year.
- Getting 2 policy motivated NGOs involved in software writing or elderly care.
- Agreement of community-based service learning course signed by NCKU and HKPU. Improving government project performance at local.



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale